



# Rapport du Conseil des gouverneurs

Quarante-sixième session  
Rome, 14-15 février 2023







Investir dans les populations rurales

## **Conseil des gouverneurs**

Quarante-sixième session  
Rome, 14-15 février 2023

---

# **Rapport de la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs**

---

Cote du document: GC 46

Date: 19 juillet 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

---

## **Table des matières**

- Chapitre 1 Ouverture et travaux de la session**
- Chapitre 2 Décisions prises par le Conseil des gouverneurs**
- Chapitre 3 Comptes rendus analytiques**
- Chapitre 4 Déclarations et allocutions spéciales**
  
- Annexe I Ordre du jour et programme de la session**
- Annexe II Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarante-sixième session**
- Annexe III Liens vers les séquences en ligne de la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs**
- Annexe IV Délégations à la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs**
- Annexe V Liste des documents soumis à la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs**
- Annexe VI Composition par pays de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA**

## Chapitre 1 Ouverture et travaux de la session

1. La quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA s'est tenue à Rome les 14 et 15 février 2023. La liste des participants figure à l'annexe IV.
2. Le Conseil a tenu au total quatre séances. Les comptes rendus analytiques de ces réunions constituent le chapitre 3.
3. Les enregistrements vidéo peuvent être visionnés en cliquant sur les liens suivants: [premier jour](#) et [deuxième jour](#).

### A. Ouverture de la session

4. M<sup>me</sup> Deirdre Mc Grenra, Secrétaire du FIDA par intérim a fait savoir que Son Excellence Oscar Miguel Graham Yamahuchi (République du Pérou) avait cessé d'être Gouverneur et que, par suite des concertations prévues à l'article 12 du Règlement intérieur et de l'accord intervenu entre les Coordonnateurs de Liste, il serait remplacé par le Gouverneur représentant le même Membre, à savoir Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda.
5. Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda, président du Conseil des gouverneurs et Gouverneur pour la République du Pérou, a ouvert la session.

### B. Ordre du jour et documentation

6. Le Conseil des gouverneurs a adopté l'[ordre du jour](#) et le [programme de la session](#). La liste des documents soumis à la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs figure à l'annexe V, et les résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs sont indiquées à l'annexe II.

### C. Séance inaugurale de la session

7. Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda, président du Conseil des gouverneurs, a souhaité la bienvenue aux orateurs de marque devant intervenir à la séance d'inauguration.
8. M. Alvaro Lario, Président du FIDA, a souhaité la bienvenue aux invités de marque à la réunion inaugurale.
9. M. QU Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a prononcé une allocution de bienvenue.
10. Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie, a prononcé un discours liminaire.
11. Son Excellence Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade, a prononcé un discours dans un message vidéo.
12. M. Edmondo Cirielli, Ministre adjoint des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République italienne, a prononcé une déclaration au nom de Son Excellence Antonio Tajani, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République italienne.
13. M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, a prononcé un discours dans un message vidéo.
14. Le texte intégral des déclarations faites durant la séance inaugurale figure au chapitre 4.

### D. Discours du Président du FIDA

15. La version intégrale du discours prononcé par le Président Lario devant le Conseil des gouverneurs est présentée au chapitre 4.

### E. Séances interactives et événement spéciaux



16. Quatre séances interactives ont été consacrées aux thèmes suivants:
- [Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique: une perspective globale au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition](#)
  - [Le financement privé de l'adaptation aux changements climatiques au service des petits producteurs – Quelles perspectives?](#)
  - [Les jeunes et l'agriculture: accélérer une transition juste vers la sécurité alimentaire](#)
  - [Enjeux et perspectives d'une démarche associant eau, alimentation et énergie](#)
17. Les séances interactives peuvent être visionnées grâce aux liens hypertextes ci-dessus.
18. **Rencontre de premier plan – Le travail du FIDA dans les situations de fragilité.** M<sup>me</sup> Dina Saleh, Directrice régionale de la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe du FIDA a animé la rencontre de premier plan à laquelle ont participé Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie et M. Alvaro Lario, Président du FIDA.
19. **Dialogue de haut niveau avec les gouverneurs et lancement de FIDA13.** Un événement a été organisé pour lancer la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) dans le cadre duquel ont eu lieu un débat ministériel puis un dialogue de haut niveau avec les gouverneurs autour du thème de la session du Conseil des gouverneurs, « Accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire ». Un résumé des déclarations faites durant cet événement est inclus dans le chapitre 3. L'événement peut être visionné en cliquant sur ce [lien](#).
20. **Forum des peuples autochtones.** M<sup>me</sup> Margaret Tunda Lepore, membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones a présenté une synthèse des délibérations de la sixième réunion mondiale qui s'est tenue les 9, 10 et 13 février 2023 au siège du FIDA. Le texte intégral de cette synthèse figure au chapitre 4. L'enregistrement vidéo de la déclaration peut être visionné en cliquant sur ce [lien](#).
21. **IFAD Talk, le grand entretien – L'insécurité alimentaire en Afrique: un paradoxe à résoudre.** M<sup>me</sup> Hélène Papper, Directrice de la Division de la communication globale et du plaidoyer du FIDA, a animé la séance aux côtés de Cristina Duarte, Secrétaire générale adjointe, Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique. Il est possible de visionner leurs échanges en cliquant sur ce [lien](#).

## F. Points de l'ordre du jour

22. Les points suivants ont été abordés lors de la session:
- Rapport sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA
  - Examen du processus de nomination du Président du FIDA
  - États financiers consolidés du FIDA pour 2021
  - Demande d'admission en qualité de Membre non originaire
  - Établissement de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA
  - Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2023 et perspectives budgétaires stratégiques à moyen terme pour 2024-2025, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2023 et plan indicatif pour 2024-2025 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFIP

## G. Déclarations générales

23. Dans le cadre de la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs,

35 déclarations ont été soumises au Bureau de la Secrétaire par les États membres suivants: la République d'Angola, le Royaume d'Arabie saoudite, la République d'Autriche, la République fédérative du Brésil, le Burkina Faso, le Royaume du Cambodge, le Canada, la République populaire de Chine, la République de Cuba, la République dominicaine, la République arabe d'Égypte, la République d'El Salvador, le Royaume d'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la République française et la République fédérale d'Allemagne (déclaration commune), la République de Gambie, la République de l'Inde, la République d'Indonésie, le Japon, le Royaume hachémite de Jordanie, la République du Kenya, le Royaume du Lesotho, la République du Nicaragua, le Royaume de Norvège, le Royaume des Pays-Bas, s'exprimant au nom des pays du Benelux, la République du Pérou, la République portugaise, la Fédération de Russie, la République du Rwanda, la République du Soudan, la République du Soudan du Sud, la République socialiste démocratique de Sri Lanka, la République arabe syrienne, la République bolivarienne du Venezuela et la République du Yémen.

24. Toutes les déclarations, écrites ou enregistrées, sont disponibles sur la page Web de la session, sous la rubrique « [Documents et déclarations](#) ».

## **H. Clôture de la session**

25. Le Président du FIDA a présenté ses observations finales, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
26. Le président du Conseil des gouverneurs, Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda, a récapitulé les résultats des principales délibérations du Conseil avant de clôturer la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs. Le discours de clôture figure dans son intégralité au chapitre 4.



## Chapitre 2 Décisions prises par le Conseil des gouverneurs

### A. Rapport sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

27. Le Conseil des gouverneurs a pris note du Rapport sur l'état de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA, tel qu'il figurait dans le document [GC 46/L.3](#).

### B. Examen du processus de nomination du Président du FIDA

28. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a examiné le document [GC 46/L.7](#) et adopté la résolution 228/XLVI le 14 février 2023 demandant au Bureau du Conseil des gouverneurs d'examiner le processus de nomination du Président ou de la Présidente du FIDA.

### C. États financiers consolidés du FIDA pour 2021

29. Le Conseil des gouverneurs a examiné et approuvé les états financiers indiquant la situation financière du FIDA au 31 décembre 2021 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figuraient dans les appendices A à M du document [GC 46/L.5](#), ainsi que le rapport y relatif du commissaire aux comptes et l'attestation de ce dernier sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.

### D. Demande d'admission en qualité de Membre non originaire

30. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a examiné le document [GC 46/L.2](#) et adopté la résolution 229/XLVI le 15 février 2023 approuvant la demande d'admission de l'Ukraine en qualité de Membre non originaire du Fonds. La Fédération de Russie a informé le Conseil qu'elle ne pouvait se rallier au consensus et approuver ce point de l'ordre du jour. Son Excellence Yaroslav Melnyk, l'Ambassadeur de l'Ukraine en Italie, a remercié le Conseil des gouverneurs d'avoir approuvé la demande d'admission de son pays.

### E. Établissement de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

31. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a examiné le document [GC 46/L.4](#) et adopté la résolution 230/XLVI le 15 février 2023 sur l'établissement de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA. Compte tenu du bilan positif de la présidence externe pendant les Consultations sur les Neuvième, Dixième, Onzième et Douzième reconstitutions, le Conseil des gouverneurs a désigné Kyle Peters comme président externe de la Consultation.
32. Conformément au paragraphe 3 de la résolution, la Consultation sera composée de 25 États membres de la Liste A, 10 États membres de la Liste B et 22 États membres de la Liste C. Les États membres de la Liste A ne figurant pas parmi les 25 membres de la Consultation provenant de cette Liste pourront être présents aux sessions de la Consultation en tant qu'observateurs sans droit de parole. Par la suite, la Consultation pourra aussi inviter d'autres États membres susceptibles de faciliter ses délibérations à participer à ses travaux.
33. La liste des pays composant la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA, classés en fonction de leur appartenance aux Listes A, B et C, figure à l'annexe VI.

**F. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2023 et perspectives budgétaires stratégiques à moyen terme pour 2024-2025, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2023 et plan indicatif pour 2024-2025 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFP**

34. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration et après avoir examiné le budget administratif proposé, comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2023 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2023, tels qu'ils figuraient dans le document [GC 46/L.6](#), le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 231/XLIV le 15 février 2023, par laquelle il approuve:
- le budget ordinaire du FIDA pour 2023, d'un montant de 175,7 millions d'USD;
  - le budget d'investissement du FIDA pour 2023, d'un montant de 6,5 millions d'USD;
  - le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2023, d'un montant de 5,97 millions d'USD;
  - la disposition selon laquelle les crédits non engagés à la clôture de l'exercice financier 2022 peuvent être reportés sur l'exercice financier 2023, à concurrence de 3% au maximum des crédits correspondants.
35. Le Conseil a également pris note des informations communiquées dans les rapports de situation sur l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE).



## Chapitre 3 Comptes rendus analytiques

- i) Compte rendu analytique provisoire de la première séance tenue le mardi 14 février 2023, à 9 h 30

**Présidence:** Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda (Pérou)

**Puis:**

M. William Roos (France) (vice-président)

**Puis:**

Son Excellence Haifa Aissami Madah (République bolivarienne du Venezuela) (vice-présidente)

## Table des matières

	<b>Paragraphes</b>
Remplacement du président ou de la présidente	37-38
Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)	39
Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)	40
Cérémonie d'ouverture	41-48
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Allocution de bienvenue prononcée par le président du Conseil des gouverneurs</li> <li>• Allocution de bienvenue prononcée par M. Alvaro Lario, Président du FIDA</li> <li>• Allocution de bienvenue prononcée par M. QU Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</li> <li>• Discours liminaire de Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud, Président de la Somalie</li> <li>• Message vidéo de Son Excellence Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade</li> <li>• Déclaration de son Excellence M. Antonio Tajani, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la république italienne, prononcée en son nom par M. Edmondo Cirielli, Vice-Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Italie</li> <li>• Message vidéo de M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial</li> </ul>	
Déclaration de M. Alvaro Lario, Président du FIDA	49-50
Rencontre de premier plan – Le travail du FIDA dans les situations de fragilité	51-75
Rapport sur l'état de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (point 5 de l'ordre du jour)	76-82
États financiers consolidés du FIDA pour 2021 (point 7 de l'ordre du jour)	83-86

Examen du processus de nomination du Président du FIDA (point 9 de l'ordre du jour)

87-90

Séance interactive 1: Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique - une perspective globale au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

91-94



### 36. La séance a été ouverte à 9 h 30.

#### REMPLACEMENT DU PRÉSIDENT OU DE LA PRÉSIDENTE

37. **M<sup>me</sup> Deirdre MC GRENRA** (Secrétaire du FIDA par intérim), faisant observer que M. Oscar Miguel Graham Yamahuchi (Pérou) avait cessé d'être Gouverneur, a déclaré que, conformément aux dispositions de l'article 12 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, en particulier le paragraphe 2, et en consultation avec les Coordonnateurs des Listes A, B et C, il avait été décidé que le poste du Bureau devenu vacant serait confié au nouveau Gouverneur pour l'État membre concerné, à savoir Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda.

### 38. Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda (Pérou) a pris la présidence.

#### OUVERTURE DE LA SESSION (point 1 de l'ordre du jour)

39. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a déclaré ouverte la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs.

#### ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 2 de l'ordre du jour) (GC 46/L.1 et GC 46/L.1/Add.1/Rev.3)

40. **Le Conseil des gouverneurs a adopté l'ordre du jour provisoire (publié dans sa forme finale sous la cote GC 46/L.1/Rev.1) ainsi que le programme de travail révisé pour la session (GC 46/L.1/Add.1/Rev.3).**

#### CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

#### ALLOCUTION DE BIENVENUE PRONONCÉE PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

41. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a dit que les déclarations que les éminents intervenants prononceraient témoignaient de leur engagement envers la mission du FIDA, qui est d'investir à long terme dans les populations rurales, dans le but de favoriser le développement rural et agricole durable.

#### ALLOCUTION DE BIENVENUE PRONONCÉE PAR M. ALVARO LARIO, PRÉSIDENT DU FIDA

42. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a souhaité la bienvenue à M. QU Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud, Président de la Somalie, et à M. Edmondo Cirielli, Vice-Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Italie, qui représente Son Excellence Antonio Tajani, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Italie. Il a également remercié Son Excellence Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade, et M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), pour leurs messages vidéo respectifs.

43. Le texte intégral de cette allocution de bienvenue est reproduit au chapitre 4.

#### ALLOCUTION DE BIENVENUE PRONONCÉE PAR M. QU DONGYU, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

44. **M. QU Dongyu** (Directeur général de la FAO) a prononcé une allocution dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

#### DISCOURS LIMINAIRE DE SON EXCELLENCE HASSAN SHEIKH MOHAMUD, PRÉSIDENT DE LA SOMALIE

45. **Son Excellence Hassan SHEIKH MOHAMUD** (Président de la République fédérale de Somalie) a prononcé un discours liminaire dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

MESSAGE VIDÉO DE SON EXCELLENCE MIA AMOR MOTTLEY, PREMIÈRE MINISTRE DE LA BARBADE

46. **Son Excellence Mia Amor MOTTLEY** (Première Ministre de la Barbade) s'est exprimée dans un message vidéo dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DÉCLARATION DE SON EXCELLENCE M. ANTONIO TAJANI, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, PRONONCÉE EN SON NOM PAR M. EDMONDO CIRIELLI, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DE L'ITALIE

47. **M. Edmondo CIRIELLI** (Italie) a prononcé une déclaration au nom de Son Excellence Antonio Tajani, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Italie, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

MESSAGE VIDÉO DE M. DAVID BEASLEY, DIRECTEUR EXÉCUTIF DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

48. **M. David BEASLEY** (Directeur exécutif du PAM) s'est exprimé dans un message vidéo, dont le texte intégral figure au chapitre 4.

DÉCLARATION DE M. ALVARO LARIO, PRÉSIDENT DU FIDA

49. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a fait une déclaration dont le texte est reproduit au chapitre 4.
50. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a exprimé sa reconnaissance à M. Alvaro Lario pour sa déclaration et pour son esprit d'initiative et son engagement indéfectible au service du FIDA.

RENCONTRE DE PREMIER PLAN – Le travail du FIDA dans les situations de fragilité

51. **M<sup>me</sup> Dina SALEH** (Directrice régionale de la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe du FIDA), en sa qualité de modératrice de l'événement et de championne de la fragilité au FIDA, s'est concentrée sur le cas de la Somalie et a déclaré que les plans annoncés par le Président du FIDA pour l'intensification des opérations dans ce pays marquaient un tournant dans le partenariat du FIDA avec le Gouvernement somalien, visant à construire un avenir meilleur pour les populations rurales en Somalie. Elle a souhaité la bienvenue au Président de la Somalie et lui a demandé de réagir à l'annonce du jour: le règlement total des arriérés du pays vis-à-vis du FIDA.
52. **Son Excellence Hassan SHEIKH MOHAMUD** (Président de la Somalie) a salué le rôle que les partenaires internationaux avaient joué dans ce règlement et a déclaré que l'annonce préluait à une nouvelle ère favorable à la coopération de son pays aux côtés du FIDA et à de nouvelles perspectives pour de nombreux Somaliens, principalement dans le secteur de la sécurité alimentaire. Renforcer cette coopération permettrait de transposer à une encore plus grande échelle l'assistance technique du FIDA, en la conjuguant à la politique que le pays mène en vue d'atteindre plus rapidement la sécurité alimentaire par l'intégration de ses principales institutions nationales dans les domaines de l'agriculture traditionnelle, de l'élevage et de la pêche. De plus, elle marquerait le début d'une nouvelle ère pour la Somalie, qui s'efforçait de tourner le dos à l'intervention humanitaire pour se rapprocher de l'investissement et du développement.
53. **La MODÉRATRICE**, rappelant que le Président du FIDA avait commencé son mandat il y a moins d'un an, lui a demandé de présenter les enjeux les plus pressants et les principales priorités de son pays.
54. **Son Excellence Hassan SHEIKH MOHAMUD** (Président de la République fédérale de Somalie) a déclaré que la Somalie était confrontée à une pléthore de défis, mais que son Gouvernement et ses institutions publiques avaient chacun des priorités qui



contribuaient à la priorité globale. Suite à son investiture en mai 2022, il avait d'abord nommé son propre Envoyé spécial pour les affaires humanitaires afin de faire face à la crise alimentaire qui ravageaient le pays. En Somalie et à l'étranger, la présentation du cas somalien par l'Envoyé spécial, conjuguée à la mobilisation et à la sensibilisation, avait pour l'heure permis d'éviter la famine. Toutefois, sa priorité absolue était la sécurité, sans laquelle la deuxième priorité, les progrès humanitaires, serait difficile à concrétiser. La troisième priorité était la collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international concernant l'allégement de la dette, un autre domaine qui avait progressé.

55. Grâce aux actions entreprises autour de ces priorités, la Somalie se libérait du terrorisme, la famine avait été évitée et la situation de la dette était sur le point d'être résolue dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.
56. **La MODÉRATRICE**, notant l'impact de la crise alimentaire mondiale actuelle – ce que l'on appelle désormais une « polycrise » –, a demandé au Président du FIDA quel serait le rôle le plus efficace du Fonds, vu la récente annonce d'une possible coopération accrue avec la Somalie.
57. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a répondu que cette possibilité de coopération créerait également une perspective d'investissement en Somalie, compte tenu de la vision inspirante de son Président concernant les besoins humanitaires à court terme, et de la création de possibilités offertes aux jeunes qui viendraient se substituer au terrorisme, notamment sous la forme de recettes et de revenus tirés des activités commerciales de l'agriculture. Elle était essentielle non seulement au soutien de l'agriculture de subsistance, mais aussi à la construction d'un écosystème.
58. Même si le FIDA pouvait désormais investir ses propres fonds en Somalie, il n'avait en réalité jamais rompu son lien avec le pays, pour lequel il avait mobilisé des financements au fil des ans, en mettant l'accent sur la planification de l'alimentation, le développement agropastoral et l'irrigation. Dans ce dernier cas en particulier, des progrès notables avaient été accomplis au cours de la dernière décennie. La Somalie s'était en outre vu accorder une priorité absolue dans le cadre de l'Initiative de riposte à la crise du FIDA.
59. Le FIDA mettrait l'accent sur l'investissement à long terme dans la création d'opportunités pour les jeunes; il donnait davantage de poids à une approche centrée sur le cofinancement et la mobilisation de fonds pour l'action climatique, notamment par l'intermédiaire du Fonds pour l'environnement mondial et du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+), afin de promouvoir la sécurité alimentaire, la création d'emplois et l'adaptation aux changements climatiques. Coordonner les efforts de toutes les parties pourrait contribuer à relever ces défis majeurs, tout en faisant perdurer, voire croître, les effets des investissements actuels au cours de la prochaine décennie, au lieu de les laisser s'éteindre après l'achèvement des programmes connexes.
60. **La MODÉRATRICE**, notant l'importance accordée à l'impact sur le développement, a demandé au Président du FIDA de présenter les priorités du Fonds concernant la Somalie, compte tenu de sa participation renforcée dans les contextes de fragilité.

61. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a indiqué que, en tant qu'organisation qui a toujours pleinement tenu compte des besoins des pays, le FIDA avait écouté attentivement ceux exprimés par le Président de la Somalie, pays riche en terres arables, en possibilités côtières et en traditions. Il était essentiel de s'appuyer sur cette richesse et de développer progressivement la résilience aux changements climatiques brusques et aux variations brutales de revenus grâce à des investissements durables, destinés à offrir des solutions à la migration et au terrorisme. Ces investissements devraient avoir des répercussions sur les populations rurales et cibler celles et ceux qui en avaient besoin, en particulier les femmes et les jeunes.
62. **La MODÉRATRICE** a demandé au Président de la Somalie d'identifier les domaines dans lesquels le FIDA aurait avantage à se concentrer pour rendre plus durables et résilients les systèmes alimentaires, eu égard en particulier aux difficultés des jeunes.
63. **Son Excellence Hassan SHEIKH MOHAMUD** (Président de la Somalie), rappelant que 70% de la population de son pays vivaient en milieu rural et que 70% avaient moins de 30 ans, a déclaré que le développement rural et agricole devrait être prioritaire pour le FIDA en Somalie. L'agriculture traditionnelle n'attirait pas la vaste population de jeunes du pays, qui migrait de plus en plus vers les zones urbaines. En revanche, la technologie passionnait les jeunes et pourrait être déterminante pour les persuader de rester dans les activités traditionnelles.
64. Le FIDA et d'autres partenaires internationaux devraient donc se concentrer sur la mise en place de mesures d'incitation attrayantes qui feraient participer les jeunes, que ce soit dans les domaines de l'agriculture, de l'agropastoralisme, de la technologie ou autres, tout particulièrement dans les zones rurales et les communautés de pêcheurs, le long du vaste littoral somalien. Ce n'était qu'au cours des dernières décennies que la population avait commencé à explorer davantage les ressources océaniques du pays, qui offraient d'immenses possibilités d'investissement qui pourraient facilement s'appliquer au-delà des activités de pêche, au tourisme par exemple.
65. La Somalie privilégiait donc le passage de l'action humanitaire à l'action en faveur du développement, alors qu'en matière de sécurité alimentaire des infrastructures étaient nécessaires, notamment sous la forme de réseaux d'irrigation et de maîtrise des crues ainsi que de routes de desserte, de sorte à promouvoir une transition du secteur agricole et à passer de l'agriculture de subsistance à la culture commerciale. Enfin, s'agissant de la participation des jeunes aux programmes du FIDA, le Ministère de la jeunesse du pays élaborait des politiques connexes qui devaient bientôt voir le jour, après réception des contributions de délégués à une prochaine conférence nationale de la jeunesse.
66. **La MODÉRATRICE** invitait les représentants des partenaires qui avaient contribué au règlement des arriérés de la Somalie vis-à-vis du FIDA à faire part de leurs commentaires.
67. **Un délégué de l'ALLEMAGNE**, saluant le dynamisme et la détermination du Président de la Somalie face à des enjeux majeurs sans précédent, notamment la sécheresse et la faim, a déclaré que son gouvernement s'était joint à d'autres partenaires pour répondre positivement aux appels du Gouvernement somalien et du FIDA en faveur d'une assistance pour le règlement des arriérés de la Somalie. En conséquence, la voie était désormais ouverte à de nouveaux investissements du FIDA en Somalie, en particulier pour relancer des programmes en faveur de l'agriculture durable et de l'adaptation aux changements climatiques.
68. **Un délégué de la SUÈDE** a déclaré que, malgré la distance géographique qui les séparait, la Suède et la Somalie jouissaient d'une longue tradition de coopération, particulièrement étroite en raison de la diaspora somalienne en Suède. Parallèlement

à l'accès au financement du développement rural, la sécurité alimentaire était au cœur de la riposte aux retombées mondiales de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et aux effets des phénomènes météorologiques extrêmes et des conflits.

69. La Suède, qui soutenait fermement l'action du FIDA, y compris dans les situations de fragilité, était heureuse d'avoir contribué au règlement des arriérés de la Somalie vis-à-vis du FIDA. Pour sa part, le Fonds devait rester fidèle à sa mission fondamentale et travailler en étroite collaboration avec d'autres acteurs à cette fin. Félicitant la Somalie pour les progrès considérables accomplis dans le cadre du processus de réduction de la dette des pays pauvres très endettés, la Suède se réjouissait de pouvoir apporter de nouvelles contributions, aux côtés du FIDA et d'autres partenaires, à ce qui constituait un nouveau projet important en Somalie.
70. **Un délégué de la BELGIQUE** a déclaré que son pays avait été heureux de participer au règlement des arriérés de la Somalie, afin que celle-ci puisse désormais bénéficier des programmes d'adaptation aux changements climatiques du FIDA destinés aux petits producteurs. En soutenant l'action du Fonds en leur faveur dans les pays en situation de fragilité, la Belgique avait pour priorités la mise en place de systèmes alimentaires durables et le recentrage de ces pays. Parvenir à la sécurité alimentaire à long terme nécessitait le passage à des systèmes présentant des caractéristiques durables et résilientes, produisant des aliments de qualité supérieure et inclusifs en termes de revenus. De plus, il conviendrait d'adopter une approche agroécologique pour rendre les producteurs moins vulnérables aux changements climatiques et réduire l'impact sur l'agriculture.
71. Dans ses activités de coopération, la Belgique s'attachait à un aspect indispensable du travail du FIDA, à savoir le ciblage des plus vulnérables, et accorde une attention particulière aux petits producteurs, aux femmes et aux jeunes. Une part importante de l'aide internationale belge était allouée aux pays en situation de fragilité. Le FIDA devrait consacrer 100% de certains fonds aux pays à faible revenu et aux pays les plus fragiles.
72. **La MODÉRATRICE**, reconnaissant également le rôle joué par l'Italie dans le règlement des arriérés de la Somalie vis-à-vis du FIDA, a invité à applaudir les quatre États membres du FIDA qui s'étaient unis pour soutenir un autre État membre dans le besoin.
73. **Les quatre États membres concernés ont été applaudis avec reconnaissance.**
74. **Son Excellence Hassan SHEIKH MOHAMUD** (Président de la Somalie), réitérant sa gratitude pour la solidarité manifestée à l'égard de son pays, a déclaré qu'il se réjouissait d'une coopération renforcée avec le FIDA. Bien qu'il considère chaque défi comme une opportunité, il savait également que la Somalie ne pouvait pas relever seule les défis qui se présentaient à elle. Le soutien du FIDA et de ses États membres était décisif pour raccourcir le chemin que la Somalie devrait parcourir.
75. **M. Roos (France) a pris la présidence.**

RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA DOUZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 5 de l'ordre du jour) (GC 46/L.3)

76. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a attiré l'attention sur le Rapport sur l'état de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), publié sous la cote GC 46/L.3, qui contenait des informations concernant l'état des ressources du FIDA au 31 décembre 2022.
77. **M<sup>me</sup> MEIGHAN** (Vice-Présidente adjointe et Conseillère juridique, et Vice-Présidente adjointe par intérim du Département des opérations financières du FIDA), présentant le rapport, a indiqué qu'au 6 février 2023 les annonces de contribution représentaient 1,28 milliard d'USD suite à une nouvelle annonce de contribution du Portugal, que les instruments de contribution ou les versements directs reçus s'élevaient à 3 millions d'USD, et que les versements globaux s'établissaient à 566 millions d'USD après de



nouveaux paiements du Bénin, du Canada, du Guyana, de l'Inde, du Mexique et du Portugal.

78. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a prié les pays qui ne l'avaient pas encore fait de déposer leurs instruments de contribution dès que possible afin d'assurer la poursuite des activités importantes du FIDA.
79. **Un délégué de la FÉDÉRATION DE RUSSIE** a dit que le retrait des banques russes du système de messagerie SWIFT dans le cadre des sanctions illégales contre son pays empêchait le transfert de fonds au FIDA. La Fédération de Russie – pays de la Liste A et contributeur de longue date au FIDA – recherchait donc d'autres formes de transfert qui lui permettraient de s'acquitter de ses obligations envers le Fonds.
80. **Un délégué de la FRANCE** a indiqué que, malgré les progrès louables réalisés au cours de FIDA12, les instruments de contribution déposés n'atteignaient que 84%, et les paiements 42%, contre respectivement 92% et 47% pour FIDA11, trois ans auparavant, au moment de la première Consultation sur FIDA12. La baisse des taux de dépôt et de paiement des instruments devait être suivie de près. Par ailleurs, les États membres devaient honorer leurs annonces de contribution afin de garantir la solidité financière du FIDA et sa capacité à mettre en œuvre le prochain cycle d'activités prévues.
81. **M<sup>me</sup> MEIGHAN** (Vice-Présidente adjointe et Conseillère juridique, et Vice-Présidente adjointe par intérim du Département des opérations financières du FIDA), exprimant sa gratitude aux États membres pour leur ferme soutien et encourageant les autres à déposer leurs instruments de contribution sans délai, a dit que les fonds ainsi obtenus pourraient être versés plus rapidement aux pays qui en avaient le plus besoin.

**82. Le Conseil des gouverneurs a pris note du rapport.**

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU FIDA POUR 2021 (point 7 de l'ordre du jour)  
(GC 46/L.5 et GC 46/INF.3)

83. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a dit que, à sa cent trente-cinquième session, le Conseil d'administration avait examiné les états financiers audités du FIDA pour l'exercice 2021 ainsi que le rapport correspondant du commissaire aux comptes (GC 46/L.5), et a recommandé qu'ils soient soumis au Conseil des gouverneurs pour approbation. Les principaux chiffres de l'exercice financier de 2022, présentés dans le document GC 46/INF.3, avaient été publiés pour information.
84. **M<sup>me</sup> MEIGHAN** (Vice-Présidente adjointe et Conseillère juridique, et Vice-Présidente adjointe par intérim du Département des opérations financières du FIDA), présentant le point de l'ordre du jour, a dit que l'opinion du commissaire aux comptes indiquait que les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2021, figurant en appendice au document GC 46/L.5, présentaient fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du Fonds pour l'année écoulée, conformément aux Normes internationales d'information financière. Le commissaire aux comptes avait également établi une attestation indépendante confirmant la déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière, confirmant ainsi la volonté du Fonds de se conformer aux meilleures pratiques internationales en matière financière. Les états financiers consolidés avaient été examinés par le Comité d'audit à sa cent soixante-quatrième réunion, puis approuvés par le Conseil d'administration à sa cent trente-cinquième session.

85. **Une déléguée de l'ANGOLA**, félicitant la direction du FIDA de son leadership et remerciant le Fonds de son appui aux pêcheurs artisanaux et aux petits exploitants agricoles de son pays, a déclaré que son gouvernement attendait avec intérêt la création de mécanismes dynamiques et de projets durables en Angola, de même qu'une meilleure coordination avec le programme national du pays. Compte tenu de l'importance de la petite agriculture en Angola, l'ouverture du bureau régional du FIDA pour l'Afrique orientale et australe était vivement appréciée et améliorerait la coordination des projets avec le Fonds. Par ailleurs, le soutien du Fonds permettrait de promouvoir l'agriculture et la croissance en Angola, de contribuer à l'élimination de la faim et de la pauvreté et de rassembler le FIDA et d'autres organismes internationaux pour susciter le changement, non seulement en Angola, mais aussi dans l'ensemble de l'Afrique.

86. **Le Conseil des gouverneurs a approuvé les états financiers faisant apparaître la situation financière du FIDA au 31 décembre 2021 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figurent dans les appendices A à M du document GC 46/L.5, le rapport y relatif du commissaire aux comptes, ainsi que l'attestation de ce dernier sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.**

EXAMEN DU PROCESSUS DE NOMINATION DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 9 de l'ordre du jour) (GC 46/L.7)

87. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** rappelait que, après la première session extraordinaire du Conseil des gouverneurs tenue en juillet 2022 aux fins de la nomination du septième Président du FIDA, le Fonds avait demandé au Bureau du Conseil des gouverneurs, aux scrutatrices et scrutateurs et aux représentantes et représentants des États membres de formuler des observations relatives à d'éventuels ajustements afin de renforcer encore le processus de nomination et d'appuyer la continuité des activités du FIDA à l'avenir. Le Secrétariat avait préparé le document GC 46/L.7 sur le sujet, en consultation avec les membres du Bureau, qu'il convenait de féliciter pour leurs conseils et leur soutien tout au long des processus de nomination et d'examen.

88. À sa cent trente-septième session tenue en décembre 2022, le Conseil d'administration avait recommandé au Conseil des gouverneurs, après examen du document GC 46/L.7 et du projet de résolution qui y figure, de demander au Bureau, aidé du Secrétariat selon les besoins, d'examiner le processus actuel de nomination du Président du FIDA et de formuler des recommandations visant à poursuivre son amélioration, tout en respectant les meilleures pratiques et en garantissant la transparence et l'intégrité du processus.

89. **Un délégué de la FRANCE** a déclaré que, au FIDA, l'examen périodique des modalités de l'élection du Président était un exercice fondamentalement sain qui permettait au Fonds de rester en phase avec les meilleures pratiques d'autres institutions financières internationales et organismes des Nations Unies. En tant que membre du Bureau, la France avait été heureuse de participer à cet examen.

90. **Le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 228/XLVI sur l'examen du processus de nomination du Président du FIDA.**

SÉANCE INTERACTIVE 1: LES PEUPLES AUTOCHTONES SE CHARGENT DE L'ACTION CLIMATIQUE – UNE PERSPECTIVE GLOBALE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

91. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a présenté la modératrice de la séance interactive, Sherilee Harper, professeure agrégée à l'École de santé publique de l'Université de l'Alberta (Canada) et autrice principale du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Les intervenants étaient les suivants:

- M<sup>me</sup> Dayana Paola Urzola Domicó (République de Colombie), membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA représentant les jeunes et membre du Groupe mondial des jeunes autochtones;
- M. Devasish Roy (République populaire du Bangladesh), chef du Chakma Circle et ancien membre du Conseil du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones;
- M<sup>me</sup> Myrna Cunningham (République du Nicaragua), Présidente du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA;
- M<sup>me</sup> Antonella Cordone, spécialiste technique principale en charge de la nutrition et de l'inclusion sociale au FIDA.

92. Ce débat peut être visionné à partir de ce [lien](#).

93. **Son Excellence Haifa Aissami Madah (République bolivarienne du Venezuela) a pris la présidence.**

94. **La PRÉSIDENTE du Conseil des gouverneurs** a remercié de ce dynamique et enrichissant débat les participants à la séance interactive.

**La séance a été levée à 13 h 25.**

- ii) Compte rendu analytique provisoire de la deuxième séance tenue le mardi 14 février 2023, à 15 heures

**Présidence:** Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda (Pérou)

## Table des matières

	<b>Paragraphes</b>
Séance interactive 2: Le financement privé de l'adaptation aux changements climatiques au service des petits producteurs – quelles perspectives?	96-97
Lancement de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA	98-136
Dialogue de haut niveau avec les Gouverneurs	137-188
Synthèse des délibérations du Forum des peuples autochtones	189-190

**95. La séance a été ouverte à 15 heures.**

SÉANCE INTERACTIVE 2: LE FINANCEMENT PRIVÉ DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU SERVICE DES PETITS PRODUCTEURS – QUELLES PERSPECTIVES?

96. **M<sup>me</sup> Jyotsna PURI** (Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs du FIDA), en sa qualité de modératrice de la séance interactive, a présenté les intervenants suivants:

- M. Pasi Hellman, Sous-Secrétaire d'État à la politique du développement du Ministère des affaires étrangères de la République de Finlande et Gouverneur du FIDA;
- M. Eric Naivasha (République du Kenya), directeur associé de l'Equity Bank chargé de l'énergie, de l'environnement et des changements climatiques;
- M<sup>me</sup> Adaeze Usoh (République fédérale du Nigéria), cheffe chargée du financement d'entreprise à Babban Gona;
- M<sup>me</sup> Tamisha Lee (Jamaïque), présidente du réseau Jamaica Network of Rural Women Producers.

97. L'enregistrement du débat peut être consulté à partir de ce [lien](#).

LANCEMENT DE LA TREIZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA

98. **M<sup>me</sup> Satu SANTALA** (Vice-Présidente adjointe responsable du Département des relations extérieures et de la gouvernance du FIDA) a présenté le lancement de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), et s'est déclarée particulièrement heureuse d'accueillir le modérateur de la séance, M. Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État au Ministère fédéral de la coopération économique et du développement de l'Allemagne – un pays qui jouait un rôle déterminant dans la promotion du développement rural et de la sécurité alimentaire, grâce à des initiatives telles que l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire et aux contributions importantes apportées au FIDA.

99. **Le MODÉRATEUR** a introduit le lancement de FIDA13 par une déclaration prononcée au nom de son pays, dans laquelle il a souligné le caractère central de la sécurité alimentaire pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), ajoutant que plus de 800 millions de personnes souffraient de la faim, ce qui constituait une violation majeure de leurs droits humains les plus fondamentaux. La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et la guerre de la Russie contre l'Ukraine avaient encore freiné les progrès déjà hésitants vers la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier les objectifs 1 (pas de pauvreté) et 2 (faim zéro). Il était primordial de renforcer les capacités de production alimentaire des pays pour briser le cycle négatif engendré par la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire et mettre fin aux niveaux élevés et insoutenables d'importation de denrées alimentaires dont certains pays étaient tributaires.

100. Le FIDA avait amplement démontré son savoir-faire et son efficacité dans l'appui qu'il apportait aux petits exploitants et aux systèmes agricoles nationaux. Dans le cadre de FIDA13, les États membres devaient mobiliser suffisamment de fonds pour lui permettre de poursuivre ses travaux et de les associer à des activités de renforcement des capacités de résilience et d'adaptation des petits exploitants agricoles aux changements climatiques. Les femmes étaient au cœur de ces initiatives dans la mesure où le développement de leurs capacités dans la chaîne d'approvisionnement renforçait la résilience des systèmes alimentaires et agricoles. Tous les États membres devraient mobiliser suffisamment de fonds au titre de la reconstitution des ressources.



101. Concernant le lancement de FIDA13, le modérateur a invité M<sup>me</sup> Federica Diamanti, directrice des banques multilatérales de développement au Ministère de l'économie et des finances de la République italienne, à prononcer un discours d'ouverture au nom de son ministre, M. Giancarlo Giorgetti.
102. **M<sup>me</sup> DIAMANTI** (directrice des banques multilatérales de développement au Ministère de l'économie et des finances de la République italienne), s'exprimant au nom de M. Giancarlo Giorgetti, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne, a déclaré que les changements climatiques et d'autres crises récentes avaient aggravé l'insécurité alimentaire et entraîné la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, d'où un contexte macroéconomique défavorable et une augmentation de la dette. Grâce à leur mission et à leurs compétences spécialisées, les organismes ayant leur siège à Rome avaient un rôle de premier plan à jouer dans l'accélération de la lutte contre l'insécurité alimentaire en vue d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030.
103. Seule institution financière internationale à œuvrer pleinement en faveur des petits exploitants et des populations rurales, le FIDA poursuivait une mission qui lui était propre. FIDA13 lui permettrait d'affiner sa stratégie en matière de transformation des systèmes alimentaires locaux de façon à en renforcer l'inclusivité, la productivité, la résilience et la durabilité. Le FIDA devait tirer parti de ses avantages comparatifs grâce à une meilleure prise en compte de la dimension locale des systèmes alimentaires et des chaînes d'approvisionnement; à un appui continu à la production agricole jusqu'au dernier kilomètre; à la consolidation des progrès associée au renforcement des capacités, de la durabilité et de l'efficacité à l'échelle institutionnelle; au maintien de sa viabilité financière et de sa note de crédit; à la mobilisation de financements pour l'action climatique de plus en plus efficaces. Il était également essentiel de s'attaquer aux causes profondes de la fragilité et de mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités et de l'efficacité des institutions nationales. À condition qu'elle soit bien gérée, la décentralisation en cours au FIDA pourrait contribuer à la conception et à l'exécution de projets toujours plus efficaces.
104. Les partenariats public-privé n'avaient rien de nouveau pour le FIDA, mais le financement direct par le secteur privé, qui soulevait des enjeux différents, pouvait avoir une incidence sur l'utilisation des fonds propres, d'où certains arbitrages. Tout pas dans cette direction impliquait de se doter de directives solides sur le choix des investissements et d'un modèle de risque complet. Il était également important d'établir des partenariats et de mobiliser des cofinancements. À cet égard, l'accord-cadre de cofinancement récemment conclu par le FIDA avec la Cassa Depositi e Prestiti mettait en lumière le rôle potentiel des banques publiques de développement. Les donateurs devaient travailler ensemble au succès de FIDA13 pour relever le défi mondial majeur que constituait l'éradication de la pauvreté et de la faim en milieu rural.
105. **Le MODÉRATEUR** a remercié l'Italie pour son message fort en tant que pays hôte et important donateur du Fonds, puis a invité le Président du FIDA à prendre la parole.
106. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a souligné la qualité et la singularité du travail du FIDA, toutes deux déterminées par son mandat. Il a expliqué qu'œuvrer aux côtés des populations les plus pauvres, les plus exposées à la famine et les plus marginalisées dans des contextes fragiles devenait toujours plus coûteux et risqué. Le Président du FIDA a souligné que le Fonds était toujours disposé à aller jusqu'au dernier kilomètre malgré les nombreuses difficultés liées au manque d'infrastructures, aux insuffisances de la gouvernance ou à l'absence de partenaires pour partager les coûts.

107. Le FIDA avait obtenu de bons résultats dans le cadre de son approche du développement centrée sur les personnes, même dans les contextes fragiles, reculés et isolés. Dans le cadre des projets appuyés, il avait mis les petits exploitants agricoles en relation avec les fournisseurs et les clients, favorisé la disponibilité de financements et d'infrastructures à l'épreuve des changements climatiques, et adopté une série d'approches fondées sur des technologies simples ou complexes pour que les populations rurales pauvres puissent continuer à observer les meilleures pratiques, même après la fin des projets.
108. Le Président du FIDA a précisé que le FIDA protégeait actuellement 1,7 million d'hectares de terres grâce à des pratiques résilientes aux changements climatiques. Dans les pays du Sahel exposés à la sécheresse, le FIDA œuvrait depuis plus de 20 ans auprès des agriculteurs pour améliorer les méthodes traditionnelles de collecte de l'eau, réduire l'érosion des sols et gérer les précieuses ressources en eau souterraine. Au Burkina Faso et au Niger, des terres arides et dégradées avaient été remises en état, les cultures diversifiées et les rendements améliorés, ce qui avait permis d'augmenter les revenus des agriculteurs et de garantir une disponibilité locale suffisante de fourrage pour le bétail.
109. L'instauration de systèmes alimentaires résilients aux changements climatiques coûterait environ 1 300 milliards d'USD par an, chaque dollar investi dans le développement agricole pouvant engendrer des rendements jusqu'à dix fois supérieurs. Il était donc illogique qu'entre 2017 et 2018 les petits exploitants agricoles n'aient reçu que 1,7% du financement mondial de l'action climatique. Le FIDA n'aurait pas pu réaliser les progrès enregistrés pour les populations rurales sans l'appui continu de ses donateurs. Il était donc essentiel que ces derniers augmentent leurs contributions à FIDA13 et collaborent davantage dans ce cadre, afin d'obtenir un impact encore plus vert et de remettre le monde en bonne voie pour éradiquer la pauvreté et la faim et atteindre les objectifs de développement durable.
110. **Le MODÉRATEUR** a présenté M<sup>me</sup> Yeisully Tapias, cofondatrice d'une association colombienne de jeunes entrepreneurs qui avait remporté plusieurs prix pour son travail avec les jeunes ruraux en Colombie.
111. **M<sup>me</sup> TAPIAS** (Asociación de Jóvenes Emprendedoras, République de Colombie) a déclaré que, parmi les nombreux jeunes colombiens qui avaient déserté les zones rurales du pays pour échapper à la violence, à la pauvreté, à l'absence de perspectives et au manque d'accès à la terre, certains y revenaient aujourd'hui pour se construire un avenir dans l'agriculture, aussi bien dans des exploitations que dans la production et la commercialisation. Ils devaient être épaulés afin de consolider leurs connaissances et de trouver leur voie. Dans le cadre de FIDA13, la participation active des jeunes ruraux au secteur agricole a été considérée comme l'un des éléments essentiels à une croissance économique rurale dynamique et pérenne. Les capacités des jeunes ruraux devaient donc être renforcées grâce à des solutions innovantes relevant d'une approche renouvelée de la ruralité.
112. Le FIDA était un allié de poids pour les jeunes ruraux, car il les aidait à nouer un dialogue avec les pouvoirs publics et valorisait leur rôle d'agents du changement. Pour obtenir un impact réel, il fallait donner aux jeunes ruraux les moyens d'influencer voire de prendre les décisions et de participer activement à l'élaboration et à l'exécution des projets, afin de garantir un financement ciblé du FIDA et des projets adaptés au contexte au profit des jeunes vivant dans des zones fragiles. Il était donc important de consolider et d'élargir les investissements du FIDA pour dégager les ressources financières et techniques nécessaires à une inclusion systématique et cohérente des jeunes dans la prise de décisions et la concertation sur les politiques, au lieu de simplement compter sur la motivation des uns et des autres.

113. À cet égard, dans le cadre d'un projet pilote du FIDA visant à faire entendre la voix des jeunes dans l'action menée, la récente création d'une alliance de jeunes ruraux locale en Colombie a été très appréciée. La participation directe de cette alliance à la conception d'un projet impliquant le FIDA et le Ministère colombien de l'agriculture et du développement rural prouvait que cette démarche était viable et pouvait servir d'exemple dans d'autres pays.
114. Enfin, il était essentiel de tirer aussi parti des compétences et du savoir-faire des universités, des organisations publiques et privées, des agriculteurs et des peuples autochtones pour favoriser le développement rural et la création de débouchés sans faire de laissés-pour-compte.
115. **Le MODÉRATEUR** a remercié M<sup>me</sup> Tapias pour son intervention éclairante et a souligné que l'autonomisation des jeunes était essentielle à la transformation de leurs moyens d'existence, avant d'ajouter que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et le Sommet sur les objectifs de développement durable prévu plus tard en 2023 devraient donner l'élan nécessaire pour remettre le monde sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. Il a ensuite invité les participants à regarder le message vidéo de M<sup>me</sup> Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU).
116. Dans un message vidéo préenregistré, **M<sup>me</sup> MOHAMMED** (Vice-Secrétaire générale de l'ONU) a déclaré que les changements climatiques et la reprise inégale après la COVID-19 avaient compromis la réalisation des objectifs de développement durable à l'échelle mondiale. Les populations rurales subissaient de plein fouet les conséquences de l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de l'extrême pauvreté. La communauté internationale non seulement pouvait, mais devait intensifier son action. À l'occasion du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, un appel à la transformation des systèmes alimentaires avait été lancé en vue de mener à bien le Programme 2030, tandis que l'Initiative céréalière de la mer Noire et le Groupe mondial d'intervention en cas de crise avaient contribué à atténuer les effets de la guerre en Ukraine sur le prix des denrées alimentaires. La sécurité alimentaire étant la clé de la réalisation des objectifs de développement durable, il était primordial d'attirer les investissements, de développer les infrastructures sociales et productives, de créer des emplois, de mettre en place une agriculture verte à l'épreuve des changements climatiques, d'encourager l'éducation des enfants et de transformer les systèmes alimentaires par la promotion de la résilience des systèmes hydriques, des méthodes agricoles durables et de l'adaptation aux changements climatiques.
117. À cet égard, les projets et programmes du FIDA en faveur des petits exploitants agricoles, des femmes rurales cheffes d'entreprise, des peuples autochtones et des jeunes innovateurs dans les communautés rurales les plus pauvres étaient essentiels. Les résultats obtenus par le FIDA depuis plus de 40 ans avaient permis d'améliorer les revenus des populations rurales, de renforcer leur résilience et de leur redonner espoir. À l'heure du bilan des Nations Unies sur la transformation des systèmes alimentaires et du Sommet sur les objectifs de développement durable prévus pour 2023, il convenait de redoubler d'efforts pour ne laisser personne de côté et atteindre ainsi les objectifs de développement durable. On comptait encore sur le FIDA pour accélérer l'action menée et promouvoir le progrès.
118. **Le MODÉRATEUR** a invité les trois intervenants suivants à faire part des perspectives et points de vue de leur pays, notamment en ce qui concernait l'action menée à l'échelle mondiale: Son Excellence M<sup>me</sup> Khadija Mohamed Almakhoum, Ministre de l'environnement et des changements climatiques de la République fédérale de Somalie; M<sup>me</sup> Jeanine M. Cooper, Ministre de l'agriculture de la République du Libéria; Son Excellence M. Phouthanouphet Saysombath, Vice-Ministre des finances de la République démocratique populaire lao.

119. **Son Excellence M<sup>me</sup> Khadija Mohamed ALMAKHZOUNI** (Ministre de l'environnement et des changements climatiques de la République fédérale de Somalie) a déclaré que, dans son pays, les chocs et les aléas climatiques étaient les principaux moteurs de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et de la fragilité sociale et institutionnelle. Pour soutenir les institutions et les programmes publics ou privés qui contribuaient à sa mission, il fallait que le FIDA adopte une approche stratégique adaptée au contexte en matière de fragilité, de résilience et d'édification de l'État. En concertation avec ses partenaires internationaux, il devrait collaborer avec le Gouvernement somalien pour prévoir des mesures de lutte contre la fragilité et élaborer des programmes adaptés axés sur la résilience et le développement, en particulier sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. La coordination entre le FIDA, le Gouvernement somalien et les organisations paysannes nationales et internationales était le seul moyen de lutter efficacement contre la fragilité.
120. Enfin, étant donné que les interventions en matière de fragilité n'étaient pas adaptées au contexte national et se soldaient souvent par un échec ou une réussite toute relative, le FIDA devait impérativement être présent à l'échelle locale. Il ne pourrait adapter ses interventions au contexte qu'à condition de déployer des agents locaux sur le terrain pour assurer la pleine inclusion sociale des bénéficiaires et favoriser ainsi la réussite des interventions.
121. **Son Excellence M<sup>me</sup> Jeanine COOPER** (Ministre de l'agriculture de la République du Libéria) a fait part du ferme engagement de son gouvernement en faveur des systèmes et de la souveraineté alimentaires, soulignant les difficultés que rencontrait son pays malgré les avantages que représentaient une population très jeune et une urbanisation rapide du point de vue de la production. Bien qu'il tire 40% de son produit intérieur brut de l'agriculture, le Libéria était néanmoins tributaire des importations alimentaires, même pour les denrées de base, et l'essentiel de ses exportations agricoles était composé de produits primaires. En outre, les femmes restaient privées de moyens d'agir malgré une planification favorable à leur inclusion en tant que principaux moteurs de la production agricole. Le FIDA tâchait de résoudre ces problèmes en collaboration avec le Gouvernement libérien.
122. Les projets financés par le FIDA dans cinq grands domaines d'intervention permettaient d'épauler les petits exploitants libériens et leur communauté rurale. Grâce à la remise en état des cacaoyères, aux formations en agronomie et à la fourniture d'intrants de qualité, notamment les fèves de cacao certifiées, les agriculteurs avaient pu produire du cacao de qualité et le vendre à de meilleurs prix sur des marchés haut de gamme. À partir de 2024, le jardin semencier national financé par le FIDA fournirait aux agriculteurs des semences certifiées de qualité produites localement. En outre, le FIDA avait remis en état plus de 120 kilomètres de routes de desserte dans l'un des comtés les plus peuplés du pays, ce qui avait permis de réduire les temps de trajet et les frais de transport de 75%.
123. L'accord de pays hôte conclu entre le Gouvernement libérien et le FIDA en 2022 renforcerait la participation du Libéria au Programme conjoint des Nations Unies d'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales, lequel permettrait d'établir les tout premiers centres d'excellence agricoles pour les femmes. Il était essentiel d'investir dans des méthodes rationnelles, de favoriser la participation du secteur privé et de renforcer les liens commerciaux et économiques pour transformer concrètement la vie des agriculteurs et éradiquer la faim d'ici à 2030.
124. **Son Excellence M. Phouthanouphet SAYSOMBATH** (Vice-Ministre des finances de la République démocratique populaire lao) a déclaré que plus de 70% de la population de son pays vivaient essentiellement de l'agriculture paysanne. Son gouvernement avait mis en place un plan global de réformes agricoles pour 2030, décliné en quatre grands programmes portant sur la sécurité alimentaire et la

nutrition, la production de matières premières agricoles, la gestion durable des forêts, le développement rural et la lutte contre la pauvreté. L'objectif était de parvenir à la sécurité alimentaire d'ici à 2030, d'augmenter la production agricole et de développer une agriculture propre, sûre et durable à l'aide des techniques industrielles modernes, de façon à soutenir le développement rural et les infrastructures économiques nationales.

125. En outre, à la suite du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 et des échanges connexes, le Gouvernement lao s'était associé aux partenaires de développement pour transformer le système alimentaire national en garantissant une alimentation sûre et nutritive pour tous et en favorisant une production alimentaire respectueuse de la nature, des moyens d'existence équitables, une juste répartition des richesses et une résilience renforcée face à la vulnérabilité et aux chocs.
126. La grande priorité pour 2023 était de moderniser les secteurs agricole et forestier du pays afin d'en accroître la durabilité, d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de garantir à tous de meilleurs moyens d'existence. Dans le cadre de la modernisation de l'agriculture, il fallait respecter les modes de vie traditionnels et préserver la riche diversité des groupes ethniques tout en luttant contre les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution. Il était également important de continuer à renforcer la productivité, les moyens d'existence et la résilience des petits exploitants agricoles et de veiller à l'inclusion et à l'avancement des femmes, des jeunes, des peuples autochtones, des personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables. Enfin, l'amélioration des infrastructures et le développement rural permettraient au Gouvernement lao de renforcer et de protéger les ressources du pays et les services liés aux écosystèmes.
127. **Le MODÉRATEUR** a demandé aux trois intervenants quelles étaient leurs principales ambitions pour FIDA13.
128. **Son Excellence M. Phouthanouphet SAYSOMBATH** (Vice-Ministre des finances de la République démocratique populaire lao) a déclaré que la politique nationale de développement visait avant tout à encourager la participation du secteur privé et à attirer des cofinancements privés pour financer des projets d'investissement dans le cadre de partenariats. Il fallait impérativement mobiliser davantage de ressources et diffuser les technologies, les connaissances et les meilleures pratiques pour encourager la modernisation agricole. Il était tout aussi important de faciliter l'accès des petits exploitants aux financements et de promouvoir une croissance verte.
129. **Son Excellence M<sup>me</sup> Jeanine COOPER** (Ministre de l'agriculture de la République du Libéria) a déclaré qu'en 2015 les États membres avaient vivement espéré inciter le secteur privé à prendre le relais du secteur public en matière de développement. Toutefois, compte tenu des orientations et des priorités socioéconomiques et commerciales divergentes des deux secteurs, le Libéria avait eu du mal à concrétiser cette aspiration.
130. Face à ces difficultés, un Fonds libérien de commercialisation agricole avait été mis sur pied grâce à un financement de la Banque mondiale et à des contributions du FIDA. Si ce fonds emblématique était destiné à améliorer l'accès des petits exploitants agricoles et des petites et moyennes entreprises aux financements, les progrès avaient été lents et parfois vains en raison des difficultés inhérentes à l'utilisation des fonds des projets de développement à des fins de commercialisation. Le nombre d'exploitations agricoles mécanisées avait néanmoins presque doublé, tandis qu'en 2022 le nombre d'aliments et de biens de consommation conditionnés issus de la production agricole nationale avait été multiplié par dix. Le Fonds libérien de commercialisation agricole et d'autres mécanismes similaires servaient à tenter d'atténuer les risques associés au secteur privé pour attirer la participation des entités commerciales et accroître la production alimentaire. Le Gouvernement libérien était en train d'examiner une série de mesures d'incitation pour les entreprises,



axées sur les éléments catalyseurs prioritaires tels que les semences, les aliments pour animaux, les engrais, le développement des engrais biologiques, les services de mécanisation agricole et la production rizicole.

131. **Son Excellence M<sup>me</sup> Khadija Mohammed ALMAKHZOURI** (Ministre de l'environnement et des changements climatiques de la République fédérale de Somalie) a déclaré que son gouvernement cherchait à établir des partenariats efficaces avec le FIDA et d'autres acteurs à l'échelle locale et internationale pour planifier des programmes de développement et de résilience axés sur les changements climatiques, le but étant de réduire l'insécurité et la fragilité sur le plan de l'alimentation et des moyens d'existence. Par ailleurs, la Somalie se réjouissait de l'appui du FIDA à son initiative verte visant à planter 10 millions d'arbres.
132. Après avoir souhaité bonne chance à la Somalie dans cette entreprise, **le MODÉRATEUR** a invité les participants à regarder le message vidéo de M<sup>me</sup> Sabrina Dhowre Elba, Ambassadrice de bonne volonté de l'ONU pour le FIDA. Avec son mari, l'acteur Idris Elba, elle avait récemment reçu le prix Crystal décerné par le Forum économique mondial pour sa campagne de sensibilisation menée au nom du FIDA.
133. Dans un message vidéo préenregistré, **M<sup>me</sup> DHOWRE ELBA** (Ambassadrice de bonne volonté de l'ONU pour le FIDA) a déclaré qu'elle avait pu constater par elle-même l'amélioration des conditions de vie des populations rurales grâce à l'action du FIDA, qui avait apporté un appui aux femmes cheffes d'entreprise, augmenté les revenus des agriculteurs et permis aux enfants d'aller à l'école. Actuellement, quelque 800 millions de personnes souffraient de la faim, y compris les agriculteurs qui assuraient la production alimentaire mondiale, et la situation s'était considérablement détériorée sous l'effet de la COVID-19, des conflits et de l'inflation.
134. En 2021, le FIDA avait été reconnu comme l'organisation multilatérale de développement la plus efficace et la plus efficiente au monde. Ses résultats et son impact étaient considérables et, grâce à sa capacité à mobiliser des cofinancements et des partenariats, il pouvait multiplier par six le montant des contributions de base mobilisées en faveur de la transformation rurale. Ces investissements avaient entièrement servi à financer des projets destinés aux populations les plus pauvres et les plus marginalisées, et avaient ainsi contribué à éradiquer la pauvreté et la faim et à promouvoir l'égalité femmes-hommes, le travail décent et l'action climatique. Il s'agissait là d'autant de raisons pour les États membres d'accroître leur appui dans le cadre de FIDA13, outre la fierté qu'ils pourraient en tirer.
135. Lors de la création du FIDA en 1977, les États membres avaient mobilisé un financement équivalant à près de 5 milliards d'USD aux taux actuels. Dans un monde de nouveau marqué par de multiples crises, il fallait accroître les investissements du FIDA. Alors qu'il restait moins de sept ans pour honorer leur engagement solennel d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2030, les États membres devaient affermir leurs ambitions à cet égard, démontrer leur attachement au Programme 2030 et contribuer à FIDA13 pour améliorer la vie de millions de personnes.
136. **M<sup>me</sup> SANTALA** (Vice-Présidente adjointe responsable du Département des relations extérieures et de la gouvernance du FIDA) a remercié le modérateur pour la conduite des discussions et les participants pour leurs interventions stimulantes, et a déclaré que FIDA13 offrait l'occasion d'accroître la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté après des décennies de sous-investissement dans l'agriculture paysanne. Elle s'est réjouie d'entendre les idées des États membres concernant le rôle de FIDA13 dans la mise en place de systèmes alimentaires locaux durables, inclusifs et résilients et dans la transformation des moyens d'existence ruraux. Elle a présenté le président du Conseil des gouverneurs, Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda, en sa qualité de président du dialogue de haut niveau avec les Gouverneurs.

## DIALOGUE DE HAUT NIVEAU AVEC LES GOUVERNEURS

137. **Au cours du dialogue de haut niveau, plusieurs intervenants ont exprimé leurs sincères condoléances aux gouvernements de la Türkiye et de la République arabe syrienne, ainsi qu'à toutes les personnes touchées par le tremblement de terre qui a récemment frappé ces deux pays.**
138. Le président du Conseil des gouverneurs, Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda, a pris ses fonctions en tant que président du dialogue de haut niveau avec les Gouverneurs.
139. **Le PRÉSIDENT du Conseil** a invité les Gouverneurs à débattre du thème général de la session, « Accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire », qui était articulé autour de deux questions directrices. La première concernait la définition des priorités de FIDA13 pour commencer à accélérer les progrès vers des systèmes alimentaires locaux durables et inclusifs et transformer les moyens d'existence ruraux. La seconde portait sur la manière dont FIDA13 pourrait susciter un nouvel élan de solidarité mondiale et une réponse financière forte à l'insécurité alimentaire croissante, dans un contexte de crises multiples dont la gravité croissante exigeait une hausse rapide des financements à l'appui de systèmes alimentaires équitables et durables.
140. **Un délégué de la CHINE** a déclaré que son pays nourrissait 20% de la population mondiale tout en possédant moins de 9% des terres arables de la planète, et qu'il contribuait ainsi considérablement à la sécurité alimentaire mondiale, ajoutant que le système de production agricole chinois, qui était adossé à de petits exploitants produisant en grandes quantités, était bien dans la ligne du FIDA, qui faisait la part belle au développement de l'agriculture paysanne. Pour accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire, le système des Nations Unies devrait jouer un rôle central dans la coordination et faire valoir ses avantages comparatifs dans le secteur alimentaire, en s'attaquant de manière synergique aux risques et aux enjeux dans ce domaine. Les moyens financiers devraient être renforcés, les emprunts sur le marché accélérés et la coopération avec les organisations multilatérales de développement intensifiée afin d'accroître les ressources mobilisées aux fins de la production alimentaire et de l'instauration d'un système alimentaire mondial résilient et durable. Enfin, il conviendrait d'aider les États membres à apporter des innovations aux systèmes d'exploitation agricole qui offraient des services professionnels et sociaux aux petits exploitants. Les coopératives et les entreprises devraient quant à elles être mises en relation avec les petits exploitants afin d'améliorer les conditions de production et la capacité de risque de ces derniers, tout en les aidant à surmonter les crises touchant la sécurité alimentaire.
141. En tant que grand pays en développement doté du sens des responsabilités, la Chine était disposée à soutenir FIDA13 dans les limites de ses capacités et appelait les pays développés à augmenter leurs contributions. Elle était également prête à renforcer sa collaboration avec le FIDA pour promouvoir la réduction de la pauvreté, la coopération et la sécurité alimentaire dans le monde et épauler les autres pays en développement dans la mesure de ses possibilités, de manière à accélérer la réalisation du Programme 2030 et à fonder une communauté de destin commun pour l'humanité.
142. **Un délégué de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**, après avoir décrit les objectifs du Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des jeunes ruraux pauvres actuellement financé par le Fonds dans son pays, a déclaré que, dans le cadre de l'action qu'il menait en faveur du développement agricole dans les pays les plus pauvres du monde, le FIDA devrait concevoir ses interventions en tenant compte de l'interdépendance des cinq grands obstacles rencontrés par les petits agriculteurs dans ces pays, à savoir l'accès aux marchés, à l'eau, au crédit, aux technologies et à la terre. Il devrait en outre cibler les groupes qui se heurtaient aux obstacles les plus importants, comme les femmes et les jeunes. Le FIDA devrait également faire en

sorte que ses interventions deviennent des cadres d'action plus larges, plus inclusifs et plus résilients aux fins d'une transformation rurale à plus grande échelle. Par ailleurs, il devrait adopter une approche différenciée du développement rural dans les petits États insulaires en développement, en particulier dans les Caraïbes, qui étaient malheureusement plus vulnérables aux changements climatiques. Enfin, le FIDA devrait diversifier ses sources de financement.

143. La République dominicaine prévoyait de doubler sa contribution au FIDA et d'augmenter celle versée au titre de FIDA13. Elle espérait que l'institution lui rendrait la pareille en lui accordant davantage d'attention.
144. **Un délégué de l'ISLANDE**, s'exprimant également au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Norvège et Suède), a déclaré que les récentes crises mondiales, telles que la pandémie de COVID-19, les chocs climatiques et la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine avaient mis à nu toute la fragilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales. Ces crises avaient en outre mis en évidence l'importance de l'action menée par le FIDA auprès des petits exploitants les plus pauvres en vue de renforcer la sécurité alimentaire, de promouvoir la production locale et les solutions fondées sur la nature et de garantir l'accès des populations rurales aux marchés. Les pays nordiques adhéraient donc pleinement à la priorité générale de la prochaine reconstitution des ressources énoncée dans les Directions pour FIDA13 (IFAD13/1/R.6/Rev.1), qui consistait à renforcer la résilience, à mobiliser des financements en faveur de l'action climatique et de la biodiversité, et à accroître la participation du secteur privé dans les zones rurales. Les pays nordiques, qui soutenaient également la priorité accordée aux questions de genre, aux jeunes, à l'inclusion sociale et à la nutrition, estimaient que, dans le cadre de FIDA13, il fallait cibler les agriculteurs les plus pauvres et les plus vulnérables et mobiliser en premier lieu les ressources de base ordinaires.
145. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 avait attiré l'attention du monde entier sur l'importance de transformer les systèmes alimentaires en vue d'améliorer les moyens d'existence des nombreux pauvres qui vivaient de la terre, de préserver l'environnement et le climat, et de garantir une alimentation adéquate et saine pour tous. Ces transformations exigeaient des activités concrètes au niveau national et des solutions innovantes fondées sur le partage international du savoir-faire acquis par les coalitions qui étaient axées, entre autres, sur les repas scolaires, les aliments d'origine aquatique, les régimes alimentaires sains et le gaspillage alimentaire. La mobilisation en faveur de FIDA13 dépendait de ce que le FIDA contribue concrètement à la transformation des systèmes alimentaires mondiaux, ce qui passerait par une coopération entre, d'une part, les trois organismes ayant leur siège à Rome, dans un esprit d'unité d'action à l'échelle des Nations Unies, et, d'autre part, toutes les parties prenantes multilatérales, dans un souci d'efficacité des systèmes. Les pays nordiques s'étaient engagés à apporter un appui sans faille à l'action du FIDA en faveur de la sécurité alimentaire, de l'éradication de la pauvreté et de la résilience climatique des systèmes alimentaires.
146. **Un délégué de la FRANCE** a déclaré que, compte tenu des chocs multiples auxquels de nombreux pays faisaient actuellement face, il fallait impérativement mobiliser l'ensemble des institutions financières internationales et des banques de développement. Fort d'une perspective unique en son genre et d'une approche globale des enjeux actuels, le FIDA avait un rôle crucial à jouer à cet égard. Il devrait continuer à donner la priorité à l'Afrique, aux pays en situation de fragilité, à l'entrepreneuriat dans les zones rurales, à la pauvreté rurale et au secteur privé. Pour assurer le succès de FIDA13, le FIDA devrait systématiquement intégrer des activités liées aux changements climatiques en mettant l'accent sur l'adaptation, tout en s'efforçant d'atteindre ses objectifs en matière de financement de l'action climatique.

147. À cet égard, bien que l'idée d'une enveloppe spécifique pour le climat puisse sembler attrayante, il était particulièrement important d'assurer le financement adéquat des ressources de base afin que le FIDA soit en mesure d'agir de la conception à l'achèvement des projets et que ses activités en matière de biodiversité puissent servir d'exemple aux banques de développement. Le FIDA étant placé au cœur du système multilatéral consacré aux problèmes d'alimentation, il importait qu'il soit reconnu et que des campagnes soient menées en son nom.
148. **Un délégué du KOWEÏT** s'est félicité du thème général de la session, au vu de l'insécurité alimentaire aiguë dont souffraient des millions de personnes dans le monde, et a déclaré qu'il importait surtout de savoir comment, dans le cadre de FIDA13, le Fonds pouvait tirer parti d'un nouvel élan de solidarité mondiale pour promouvoir une riposte financière planétaire à ce problème. Dans la grave situation actuelle, FIDA13 offrait une occasion concrète d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté après des décennies de sous-investissement dans l'agriculture paysanne.
149. Le Koweït défendait depuis longtemps la lutte contre la pauvreté dans le monde, comme en témoignait son appui continu au développement économique et aux interventions d'urgence. Il avait toujours été partisan des forums multilatéraux pour relever les défis du développement mondial, et l'avait démontré en augmentant de 100% son appui au cours du présent cycle couvert par FIDA12.
150. FIDA13 devrait être axée sur la mise en place de systèmes alimentaires durables, résilients, inclusifs et axés sur la nutrition, ainsi que sur l'adaptation aux changements climatiques et l'augmentation de la production locale, en particulier dans des contextes marqués par l'accroissement des risques et de la fragilité. De son côté, le FIDA devrait renforcer ses partenariats nationaux et internationaux et mobiliser des cofinancements dans les pays. Plus précisément, il devrait envisager de collaborer avec le Groupe de coordination arabe qui, en réponse à la crise mondiale de l'approvisionnement alimentaire, avait lancé des initiatives pour mobiliser au moins 10 milliards d'USD dans le cadre d'un projet en trois volets axé sur des activités à moyen et à long terme, le but étant de favoriser une riposte globale et de renforcer la résilience.
151. **Un délégué du CAMEROUN** a déclaré que la fragilité, les conflits et les catastrophes dans le monde s'intensifiaient encore au détriment de la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays en développement et en Afrique subsaharienne. Des mesures devaient être prises pour promouvoir la sécurité alimentaire et mettre en place une agriculture durable, ce qui impliquait d'innover face aux changements climatiques et aux crises actuelles. Il était également primordial de créer des systèmes de production qui garantissent la sécurité alimentaire, tout en protégeant l'environnement et en ouvrant des perspectives de croissance économique, en particulier pour les jeunes.
152. Le Cameroun avait bénéficié de l'appui du FIDA pour nombre de ses projets visant à mobiliser le secteur privé dans l'agriculture et l'élevage et à renforcer les capacités d'insertion des jeunes et des femmes dans ces secteurs. Il était souhaitable et approprié que le FIDA cible précisément les populations rurales. FIDA13 devait donc bénéficier de suffisamment de financements, notamment pour assurer la mise en place de systèmes équitables qui abordent les questions liées au climat et à la biodiversité au profit des petits producteurs.

153. **Un délégué de la SUISSE** a déclaré que les systèmes alimentaires présentaient de multiples dysfonctionnements, notamment la dépendance à l'égard des ressources non renouvelables et la vulnérabilité face aux changements climatiques, à la perte de biodiversité et à la dégradation des sols. Dans de nombreux pays, l'accès à une alimentation saine et nutritive était en outre entravé par la hausse des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des engrais, sans oublier le poids du surendettement.
154. Dans ce contexte, la première étape consistait à accélérer la transformation vers des systèmes alimentaires durables, locaux, équitables et résilients, notamment à l'aide des approches agroécologiques. La deuxième étape se résumait à relier cette vision globale à long terme à une approche renforçant le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Dans un troisième temps, il fallait donner aux femmes, aux jeunes et aux groupes marginalisés les moyens de participer concrètement à ces processus.
155. La lutte contre la crise alimentaire exigeait une coordination et une collaboration efficaces non seulement entre le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres institutions financières internationales, mais aussi avec le Fonds vert pour le climat et le secteur privé. Par conséquent, les ressources disponibles devaient être mises à profit, le statu quo n'étant plus une option. L'investissement du secteur privé visant à réorienter l'architecture du financement en matière d'alimentation vers la transformation des systèmes alimentaires était une condition préalable à la réalisation des engagements pris lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021. En tant que chefs de file du groupe de travail sur les moyens d'exécution au sein du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le FIDA et la Banque mondiale avaient un rôle décisif à jouer à cet égard. Compte tenu de l'importance croissante que devraient prendre le financement mixte et la réduction des risques, les capacités et les compétences du FIDA en matière d'acheminement des financements du secteur privé et d'investissement à impact constitueraient un élément essentiel qu'il conviendrait de développer davantage.
156. **Un délégué de l'ARABIE SAOUDITE**, ayant fait observer la flambée record du prix des denrées alimentaires résultant du renforcement mutuel de multiples crises, a déclaré que le savoir-faire d'institutions spécialisées telles que le FIDA, la FAO, le PAM, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) pouvait être mis à profit pour améliorer les connaissances en matière d'insécurité alimentaire, trouver de nouvelles solutions, élaborer de solides plans d'action et attribuer correctement la responsabilité de l'exécution. Dans le but ultime d'accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire et d'atteindre l'objectif de développement durable n° 2 (faim zéro), il faudrait directement venir en aide aux personnes et aux pays les plus vulnérables, et appuyer davantage l'action menée à l'échelle mondiale, y compris dans le cadre de FIDA13, pour atténuer les répercussions de l'insécurité alimentaire.
157. À cet égard, l'Arabie saoudite approuvait la participation du FIDA au Groupe de coordination arabe en faveur de la sécurité alimentaire. Il était également important de faire reculer le protectionnisme commercial. Les États membres devraient revoir les mesures de restriction du commerce, notamment concernant les exportations de produits alimentaires, en vue d'améliorer la prévisibilité des marchés, de renforcer la confiance des entreprises et de faire prospérer le commerce agroalimentaire. En outre, il faudrait renforcer les liens entre les fabricants d'engrais et les consommateurs en facilitant la distribution d'engrais dans les zones exposées aux pénuries, car le manque d'accès aux engrais entraînait une baisse des rendements et une détérioration de la qualité, ce qui pouvait créer d'autres problèmes sur le plan de la santé et de la nutrition.



158. Une énergie fiable et accessible à un prix abordable était essentielle pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Un bouquet énergétique bien diversifié permettrait de protéger l'économie mondiale face aux chocs futurs, de stimuler la croissance économique mondiale et d'éviter de nouvelles crises. Dans le cadre de FIDA13, il convenait d'adopter l'approche en matière d'économie à carbone circulaire approuvée par le G20 en 2020.
159. **Un délégué de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE**, soulignant que son pays n'avait cessé d'augmenter sa contribution au FIDA, a déclaré que la Consultation sur FIDA13 démarrait à un moment décisif, soit sept ans seulement avant 2030, dans un contexte où la sécurité alimentaire mondiale était menacée par des crises d'une ampleur sans précédent. Il fallait espérer que la consultation serait fructueuse et favoriserait la réalisation des objectifs de développement durable. Le développement à long terme étant essentiel à la mise en place d'une agriculture et de systèmes alimentaires pérennes, le Gouvernement de la République de Corée souhaitait renforcer son partenariat avec le FIDA et se tenait prêt à partager les compétences spécialisées et les connaissances tirées de sa propre expérience en matière de développement.
160. **Un délégué de la FINLANDE** a déclaré que la crise alimentaire mondiale et les changements climatiques avaient clairement mis en évidence la vulnérabilité des systèmes alimentaires, ajoutant que la résilience, l'inclusivité et la durabilité de tels systèmes étaient au cœur de la réalisation du Programme 2030. Le FIDA pourrait ouvrir la voie en adoptant l'approche globale nécessaire pour briser les cloisonnements et rassembler les parties prenantes des secteurs de l'alimentation, de la nutrition, de la santé et de l'environnement. Les organismes ayant leur siège à Rome, les institutions financières internationales et d'autres acteurs devaient travailler ensemble à l'échelle mondiale et, en particulier, au niveau des pays. S'il était crucial de mettre l'accent sur le développement des systèmes alimentaires locaux, l'établissement de liens entre les systèmes locaux et les systèmes alimentaires régionaux, le commerce et l'industrie de transformation offrirait de nouvelles possibilités d'améliorer les moyens d'existence à long terme.
161. Il était également essentiel d'assurer un accès aux engrais à des prix abordables. Des efforts particuliers devaient donc être déployés pour renforcer le commerce local d'engrais, les marchés et les capacités de production, le FIDA devant à cette fin favoriser la coopération régionale et d'autres formes de collaboration. Le secteur privé jouait lui aussi un rôle crucial dans l'agriculture et le développement rural, car il contribuait à créer des emplois, à stimuler la croissance économique et à améliorer les conditions de vie des populations. La proposition du FIDA visant à renforcer la participation du secteur privé dans le cadre de FIDA13 était donc louable. En effet, le Programme de participation du secteur privé au financement mis en place au cours de FIDA12, qui avait déjà révélé ses atouts, devait être encore développé et renforcé.
162. Le FIDA devrait également continuer à travailler sur les innovations et la transition numérique, qui pourraient faire la différence dans le développement structurel et le fonctionnement de systèmes alimentaires inclusifs. Le FIDA veillait systématiquement à assurer l'inclusion sociale dans tous les aspects de son travail et s'employait activement à faire progresser l'égalité femmes-hommes par des mesures ciblées et par la prise en compte systématique de cette thématique – autant d'efforts louables qui devaient être poursuivis. Enfin, compte tenu de la potentielle contribution importante des jeunes aux systèmes alimentaires, il conviendrait de trouver des moyens novateurs d'associer la nouvelle génération aux activités du FIDA.
163. **Un délégué du NIGÉRIA** a souligné le rôle essentiel de son pays dans la filière alimentaire en Afrique de l'Ouest et ailleurs, ajoutant que la production agricole dans toute l'Afrique, et au Nigéria en particulier, avait été mise à mal par les changements climatiques, l'insécurité, la pandémie de COVID-19 et la guerre russo-ukrainienne. Le

Gouvernement nigérian travaillait donc assidûment pour assurer la sécurité alimentaire, promouvoir les services d'emploi agricole, encourager la production et la fourniture de matières premières auprès des agro-industries, trouver des marchés pour écouler les produits industriels et mobiliser l'aide au développement socioéconomique rural. Dans ce contexte, il espérait que la présente session du Conseil des gouverneurs se conclurait par un engagement renouvelé en faveur d'initiatives communes pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

164. **Un observateur de l'UNION EUROPÉENNE**, se félicitant du thème général de la session et du lancement de la Consultation sur FIDA<sup>13</sup>, a recommandé que la nouvelle reconstitution des ressources mette encore l'accent sur les solutions transformatrices à long terme et contribue ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable. Les investissements à long terme dans le renforcement de la résilience et l'adaptation aux changements climatiques étaient des éléments clés de la riposte à la détérioration de la sécurité alimentaire mondiale. Les solutions à court terme ne devaient pas détourner l'attention portée aux solutions durables à long terme et à la transformation des systèmes alimentaires.
165. Les investissements de l'Union européenne alloués au FIDA avaient été encadrés par le dialogue stratégique de 2022 entre les deux partenaires, qui s'articulait autour de trois thèmes prioritaires – le premier portant sur des financements innovants à l'appui de systèmes agroalimentaires inclusifs; le deuxième sur les conditions propices à l'innovation et à l'emploi des jeunes; le troisième sur la résilience aux changements climatiques, le stockage du carbone et l'agriculture paysanne. Les derniers programmes de coopération entre l'Union européenne et le FIDA s'inscrivaient dans le cadre de sa riposte à la crise alimentaire et étaient axés sur l'investissement dans des sols sains, la biodiversité et les solutions fondées sur la nature, comme l'agroécologie. L'Union européenne avait vivement encouragé le FIDA à poursuivre son action transformatrice en faveur de la pérennité des systèmes alimentaires, tout en continuant à mettre en place des mesures d'incitation pour les jeunes agriculteurs.
166. **Un délégué du JAPON**, en réponse à la première question directrice, a déclaré que son pays était particulièrement attentif à ce que toutes les conditions soient réunies pour obtenir le changement systémique voulu. Ce changement était certes nécessaire de toute urgence, mais était complexe et exigeait des partenariats. Le FIDA devrait donc agir comme un rassembleur fiable de financements en faveur des zones rurales. À cette fin, il devrait mettre en place des filières alimentaires durables et résilientes sur le terrain, en commençant par relier les petits agriculteurs aux secteurs de la transformation et de la distribution afin de limiter les pertes de produits alimentaires, pour ensuite faciliter l'établissement de liens avec les consommateurs dans le cadre de marchés fonctionnels. Comme il n'existait pas de solution miracle pour transformer les systèmes alimentaires, le FIDA devrait concevoir de bonnes pratiques dans chaque région, notamment pour mobiliser des cofinancements auprès de diverses parties prenantes, dont le secteur privé.
167. En ce qui concernait la deuxième question directrice, si le FIDA pouvait étendre ses activités au vu des problèmes actuels d'insécurité alimentaire, il risquait aussi implicitement de dévier de sa mission. Son avantage comparatif ne résidait pas tant dans les solutions d'urgence à court terme, dont la mise en place revenait à d'autres organismes des Nations Unies, mais dans le renforcement de la résilience des zones rurales en prévision des prochaines crises. En ce sens, le véritable défi pour le FIDA était de poursuivre l'exécution de ses activités visant à renforcer la résilience en côtoyant d'autres organismes des Nations Unies menant des opérations d'urgence au même endroit. Les thématiques transversales du Fonds, qu'il s'agisse de la nutrition, des questions de genre ou des jeunes, étaient primordiales à cet égard, car elles étaient centrées sur les personnes et contribuaient ainsi considérablement à renforcer la résilience du monde rural.

168. **Un délégué de la GUINÉE** a déclaré que l’Afrique abritait environ 13% de la population mondiale, mais était à l’origine de 2% des changements climatiques seulement, dont elle subissait néanmoins 21% des effets. Le financement de l’action climatique tardait à se concrétiser en Afrique, où aucun montant important n’était alloué à la lutte contre les changements climatiques dans les budgets nationaux de développement. Il était temps de repenser l’approche de l’agriculture sous deux angles. D’une part, il fallait envisager de développer les cultures à cycle court, moins gourmandes en eau et en intrants, ce qui exigeait des travaux de recherche coûteux et très peu financés. De plus, de nombreux chercheurs des pays africains, notamment de la Guinée, partaient à la retraite sans être remplacés. Il était donc urgent d’accroître considérablement les investissements dans le renforcement des capacités de recherche.
169. Deuxièmement, en raison du manque d’accès aux unités de transformation, la plupart des agriculteurs africains essayaient de grandes pertes de récoltes, atteignant jusqu’à 40% des fruits et légumes et 25% du riz récolté. Un changement de paradigme s’imposait pour mettre l’accent sur la recherche et la transformation de l’agriculture au sens large, y compris les cultures végétales, la pêche, l’élevage et l’environnement.
170. **Un délégué du PÉROU** a évoqué la déclaration commune publiée le 8 février 2023 par les dirigeants de la FAO, du FMI, du Groupe de la Banque mondiale, du PAM et de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la crise mondiale touchant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et a indiqué que 80% des pauvres dans le monde vivaient dans les zones rurales, où un cinquième de la population souffrait d’extrême pauvreté. Pourtant, l’agriculture paysanne contribuait largement à la sécurité alimentaire mondiale. Il fallait donc adopter un nouveau modèle de développement rural, axé sur le renforcement de l’investissement dans l’agriculture et les infrastructures durables, en vue d’exploiter tout le potentiel des populations et des ressources des zones rurales. Il fallait également accroître les contributions à FIDA13 pour exécuter les programmes qui amélioreraient les moyens d’existence et la capacité de production des populations rurales en répondant équitablement aux besoins des femmes, des hommes et des jeunes. Les familles d’agriculteurs seraient ainsi en mesure de participer efficacement aux marchés et de mener des activités plus durables et plus résilientes.
171. Il convenait d’augmenter les sommes mobilisées et de développer de nouvelles formes d’investissement pour répartir les risques et les avantages entre investisseurs et petits exploitants, ces derniers devant être reliés aux filières alimentaires et présents sur les marchés locaux, nationaux, régionaux et mondiaux. À cette fin, il fallait créer les conditions propices à de véritables partenariats public-privé-producteurs.
172. **Un délégué de la RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE** a remercié les intervenants qui avaient exprimé leur solidarité avec son pays et la Türkiye à la suite du récent tremblement de terre, et a affirmé qu’il était temps d’adopter des mesures en faveur de systèmes agricoles durables, ce qui exigeait d’accroître les investissements dans l’agriculture climato-compatible, les programmes en faveur de l’action climatique, les technologies et la transformation pour tous à l’échelle mondiale. Dans les zones les plus vulnérables, des possibilités d’emploi devaient être créées pour les petits exploitants, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.
173. Le financement était un aspect crucial, mais pas le seul: les projets de petite et moyenne envergure devraient être liés à des projets regroupés qui aidaient les bénéficiaires à élargir leurs besoins opérationnels et à commercialiser des produits réguliers et sûrs, tout en apportant des fonds pour s’assurer contre les risques. Dans la pratique, offrir aux jeunes et aux femmes des emplois dans le secteur de la production était dangereux si l’on ne créait pas en parallèle des possibilités de commercialisation. Les technologies favorisant le progrès, il était primordial de mener

des travaux de recherche dans les domaines alimentaire et agricole pour garantir le bon acheminement des fonds du FIDA. La paix et la stabilité étaient par ailleurs essentielles à la lutte contre le terrorisme et à l'accomplissement de la mission du Fonds. Il fallait aussi que les organisations soient complémentaires pour atteindre les résultats souhaités. L'accent devait être mis sur les zones les plus vulnérables aux changements climatiques, un problème qui commençait à toucher tout le monde.

174. **Un délégué du BURKINA FASO** a décrit la situation de sécurité de son pays et ses conséquences sur la population rurale, avant d'affirmer que l'appui du FIDA aux pays du Sahel aiderait à résoudre les nombreux problèmes auxquels ces pays faisaient face. Au premier rang de ces difficultés figuraient l'insécurité alimentaire et la prise en compte des personnes qui, déplacées à l'intérieur de leur propre pays, avaient dû tout laisser derrière elles. Le chômage, en particulier chez les jeunes, posait un autre problème. La création d'emplois au moyen d'investissements massifs dans l'agriculture contribuerait à lutter contre le terrorisme.
175. **Une déléguée du BRÉSIL** a indiqué que son pays était un grand exportateur de denrées alimentaires, mais avait paradoxalement besoin d'un appui financier pour établir des programmes de résilience dans certaines de ses régions. Si le Brésil soutenait des projets de coopération visant à promouvoir l'agriculture familiale et les réseaux de repas scolaires en milieu rural, notamment en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique, il bénéficiait également de l'appui financier du FIDA et d'autres institutions multilatérales dans le cadre de projets. Ces projets lui permettaient d'acquérir de l'expérience et de tirer des enseignements dont le FIDA pouvait ensuite s'inspirer pour mener ses programmes dans d'autres régions. Le multilatéralisme était le moyen le plus efficace de contrer le recul des progrès en matière de développement au cours des dernières décennies, et le FIDA devait continuer à défendre la coopération multilatérale entre pays développés et pays en développement dans le cadre de sa collaboration avec les autres institutions financières internationales.
176. Le secteur privé avait également joué un rôle important dans l'aide publique au développement et dans la promotion d'initiatives locales et internationales visant à accroître la résilience aux chocs et à garantir la sécurité alimentaire des populations les plus gravement touchées dans le monde. Les banques et institutions publiques avaient en outre contribué à tirer parti des investissements du secteur privé. Compte tenu de sa mission spécifique en tant que principale organisation internationale consacrée à la lutte contre la pauvreté rurale, le FIDA était bien placé pour promouvoir la coordination, mobiliser les ressources du secteur public et de la société civile, et encourager le partage des connaissances et la coopération. En sa qualité d'institution axée sur le savoir, le Fonds devrait aussi rechercher les synergies entre les projets, notamment dans ses pôles régionaux.
177. Le FIDA devrait s'employer plus activement à trouver différents moyens de s'appuyer sur des initiatives aux résultats reconnus dans le monde entier et, à ce titre, il pouvait s'inspirer de sa collaboration avec la Banque africaine de développement. Ce faisant, il devait toutefois soigneusement éviter les chevauchements et les doubles emplois. À cet égard, si le FIDA avait le mérite de collaborer activement avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, il devrait mobiliser davantage de cofinancements pour tirer profit des avantages comparatifs d'autres bailleurs de fonds. La finance durable permettrait de mobiliser efficacement les ressources à l'appui de projets axés sur l'inclusion et l'avancement des femmes, des jeunes, des personnes handicapées et d'autres groupes qui risquaient d'être laissés pour compte. Les initiatives intéressantes menées par les pouvoirs publics nationaux devraient être discutées dans d'autres forums, tels que le Groupe de travail du G20 sur la finance durable, et le FIDA devrait également coopérer avec les institutions de financement du développement axées sur le climat et l'environnement. En conclusion, une solide Treizième reconstitution des ressources permettrait de changer durablement et

irréversiblement la vie des agriculteurs démunis dans les zones rurales du monde entier.

178. **Un délégué des PHILIPPINES** a déclaré que l'insécurité alimentaire dans son pays s'aggravait à mesure que la crise climatique se transformait en urgence climatique, et a indiqué que le Gouvernement philippin actuel s'efforçait de combler les lacunes de la filière agricole, de renforcer les capacités agricoles locales et de rechercher des solutions fondées sur la nature pour améliorer les rendements. Ces objectifs ne seraient atteints que si les partenaires du pays, en particulier le FIDA, continuaient d'apporter un appui financier et technique important au secteur agricole. En effet, le portefeuille de projets du FIDA aux Philippines était encore particulièrement adapté aux besoins des ruraux pauvres et bien en phase avec les politiques et priorités nationales pour le secteur agricole. Les Philippines étaient reconnaissantes de l'appui du FIDA et poursuivraient leur collaboration avec lui dans le cadre de FIDA13 pour encourager les initiatives favorisant la sécurité alimentaire pour tous.
179. **Un délégué du SOUDAN DU SUD**, en réponse à la première question directrice, a déclaré que les programmes et projets du FIDA devaient établir un lien entre la production agricole et la manière dont les chaînes de transformation et d'approvisionnement étaient organisées et les décisions de politique publique prises, afin de déterminer les résultats socioéconomiques et environnementaux. Pour influencer efficacement les résultats relatifs au système alimentaire dans le cadre de ses programmes d'investissement, le FIDA devait recenser les difficultés rencontrées par les acteurs primaires et secondaires du système dans l'ensemble de la filière agricole. Il pourrait apporter un appui aux pays qui entreprenaient des évaluations nationales des systèmes alimentaires, en veillant à ce que ces évaluations soient régulièrement examinées et mises à jour. Pour transformer les systèmes alimentaires, il devrait promouvoir les mesures prises par les pouvoirs publics pour renforcer les mécanismes de collaboration intersectorielle, afin d'atténuer les pressions dues, par exemple, à la dégradation des sols et des écosystèmes, à la désertification, à la salinité croissante, à la sécheresse, aux inondations, à la déforestation, aux pénuries d'eau, aux ravageurs et aux maladies des plantes et des animaux.
180. Aucune entité ne pouvait à elle seule s'attaquer à de tels problèmes. Le FIDA devait donc établir des partenariats locaux fondés sur une excellente connaissance des systèmes alimentaires nationaux et sur les capacités des parties concernées, depuis les petites exploitations agricoles jusqu'aux marchés et aux consommateurs. Malgré ses activités remarquables de multiplication des semences à assise communautaire, le FIDA devrait également établir de nouveaux partenariats, renforcer sa collaboration avec les instituts nationaux et internationaux de recherche agricole, et inciter les principaux acteurs des systèmes alimentaires, comme les agronomes et les chercheurs, à intensifier les travaux dans ce domaine. Il faudrait en outre que le FIDA apporte un appui aux éventuels prêteurs et aux partenaires financiers locaux qui aidaient les petits exploitants à acquérir des intrants et des outils, notamment par l'intermédiaire d'organisations et de coopératives d'agriculteurs.
181. En ce qui concernait la deuxième question, grâce au Mécanisme financier établi en vertu de l'article 9 de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le FIDA avait pu promouvoir les mesures prises par les pouvoirs publics et les parties prenantes pour évaluer et hiérarchiser les besoins financiers à l'appui d'un développement résilient aux changements climatiques. La difficulté consistait à déterminer les interventions qui, tout en augmentant les capacités productives des petits exploitants agricoles, renforçaient la durabilité et la résilience de leurs activités, élargissaient et amélioraient leur accès aux marchés et consolidaient leur capacité de gestion des risques. Il n'existait pas d'approche miracle pour augmenter la production et la productivité agricoles. Il était donc primordial de bien connaître le contexte de chaque pays pour concevoir, exécuter et assurer le suivi des programmes, et le FIDA pouvait se démarquer à ce titre, grâce à son rôle de

facilitateur et de coordonnateur de l'action des pouvoirs publics et des acteurs des systèmes alimentaires menée en vue d'organiser les marchés et d'accroître la production et la productivité agricoles.

182. **Un délégué de l'UGANDA** a affirmé que l'accélération vers l'instauration de systèmes alimentaires locaux durables, inclusifs et résilients associée à la transformation des moyens d'existence exigeait d'accroître les ressources allouées à l'élevage dans le cadre de FIDA13. L'Ouganda a salué le Projet national d'appui à la production d'huile de palme financé par le FIDA, qui avait eu des effets concrets pour les populations de la zone ciblée, mais a rappelé que l'examen des systèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle ne pouvait pas faire l'impasse sur la demande mondiale de protéines animales.
183. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a invité les délégués qui n'avaient pas eu le temps de s'exprimer à envoyer leurs déclarations au Secrétariat, qui se chargerait de les mettre en ligne.
184. **M<sup>me</sup> SANTALA** (Vice-Présidente adjointe responsable du Département des relations extérieures et de la gouvernance du FIDA) a résumé les délibérations, notant les inquiétudes exprimées face à la crise alimentaire mondiale et la demande d'investissements plus importants en faveur de systèmes alimentaires résilients. Les intervenants ont souligné l'urgence de cibler en priorité les populations rurales, les petits exploitants agricoles, les populations marginalisées ou exclues et les groupes vulnérables. Ils ont encouragé le FIDA à investir davantage et à mobiliser d'autres ressources et partenaires en jouant le rôle de rassembleur de financements au service du développement.
185. Les intervenants ont également recommandé au FIDA de toujours s'efforcer de transformer l'agriculture et de consolider ses acquis, tout en tenant compte de l'adaptation aux changements climatiques, des questions de biodiversité, et des facteurs et des répercussions de la fragilité. Le FIDA devrait continuer à chercher de nouveaux moyens de mobiliser le secteur privé et à mettre l'accent sur l'égalité femmes-hommes, l'avancement des femmes et la mobilisation des jeunes. Par ailleurs, il devrait poursuivre la promotion de l'inclusion sociale sous toutes ses formes, tout en s'appuyant sur l'innovation et les technologies pour renforcer son action.
186. Il a été très encourageant d'entendre le message d'un soutien fort au FIDA, qui était un partenaire de confiance pour les États membres. Il était réjouissant de voir ceux-ci témoigner un appui solide à FIDA13 et promettre de parler en faveur de l'institution et de la reconstitution de ses ressources.
187. **Une vidéo intitulée « [Un nouveau jour](#) » a été diffusée.**
188. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a remercié les délégués pour leur contribution à ce dialogue de haut niveau et a relayé leur message selon lequel les situations d'exception exigeaient des mesures exceptionnelles. S'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire permettrait d'atténuer les difficultés et les crises mondiales actuelles. L'expérience du FIDA avait montré que l'investissement dans les systèmes alimentaires et les moyens d'existence ruraux permettait d'instaurer un terrain favorable au changement.



## SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS DU FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES

189. **M<sup>me</sup> Margaret Tunda LEPORE** (membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA) a présenté une synthèse des délibérations de la sixième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones, qui s'était tenue les 9, 10 et 13 février 2023 autour du thème « Les peuples autochtones se chargent de l'action climatique: des solutions communautaires au service de la résilience et de la biodiversité ». Le texte intégral de cette synthèse figure au chapitre 4.
190. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs**, se félicitant de l'issue des délibérations très importantes du Forum, a assuré que le FIDA considérait que les peuples autochtones étaient à la fois des acteurs essentiels de la lutte contre la pauvreté rurale et des agents du changement.

**La séance a été levée à 19 h 35.**

- iii) Compte rendu analytique provisoire de la troisième séance tenue le mercredi 15 février 2023, à 9 h 30

**Présidence:** Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda (Pérou)

**Puis:**

Son Excellence Haifa Aissami Madah (République bolivarienne du Venezuela)  
(vice-présidente)

## Table des matières

	<b>Paragraphe</b>
Demande d'admission en qualité de Membre non originaire (point 3 de l'ordre du jour)	192-202
Séance interactive 3 – Les jeunes et l'agriculture: accélérer une transition juste vers la sécurité alimentaire	203-205
Établissement de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (point 6 de l'ordre du jour)	206-234
Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2023, perspectives budgétaires stratégiques à moyen terme pour 2024-2025, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2023 et plan indicatif pour 2024-2025 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFF (point 8 de l'ordre du jour)	235-248
Exposé du FIDA: L'insécurité alimentaire en Afrique – un paradoxe à résoudre	249-251

**191. La séance a été ouverte à 9 h 30.**

DEMANDE D'ADMISSION EN QUALITÉ DE MEMBRE NON ORIGINAIRE (point 3 de l'ordre du jour) (GC 46/L.2)

192. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a indiqué qu'une demande d'admission en qualité de Membre non originaire présentée par l'Ukraine avait été soumise au Conseil d'administration à sa cent trente-septième session, en décembre 2022. Le Conseil d'administration avait recommandé sa soumission au Conseil des gouverneurs pour approbation. Le projet de résolution y afférent figurait dans le document GC 46/L.2.
193. **M<sup>me</sup> Katherine MEIGHAN** (Vice-Présidente adjointe et Conseillère juridique, et Vice-Présidente adjointe par intérim responsable du Département des opérations financières du FIDA) a confirmé que la demande d'admission de l'Ukraine en qualité de Membre non originaire du Fonds avait été dûment reçue, que les trois principaux critères d'admissibilité avaient été satisfaits et que toutes les procédures avaient bien été respectées, conformément aux articles 3.1 a), 3.2 b) et 13.1 c) de l'Accord portant création du FIDA et à l'article 10 du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds.
194. Le premier de ces critères était que les candidats à l'admission à la qualité de Membre du Fonds devaient faire partie des États membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, ou encore de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ce qui était le cas de l'Ukraine. Le deuxième critère prévoyait que la demande d'admission en qualité de Membre devait être signée par le chef de l'État, le chef du gouvernement ou le Ministre des affaires étrangères du pays en question avant d'être soumise au FIDA. Dans le cas de l'Ukraine, la lettre de candidature avait été dûment signée par le Ministre des affaires étrangères. Le troisième critère définissait que le Conseil d'administration devait examiner la demande d'admission en qualité de Membre et soumettre sa recommandation au Conseil des gouverneurs, lequel était habilité à approuver ce type de demandes. Les trois critères étant satisfaits et les procédures requises ayant été respectées, le Conseil des gouverneurs pouvait maintenant se prononcer selon les formes prescrites sur l'adoption du projet de résolution approuvant l'admission de l'Ukraine en qualité de Membre du FIDA.
195. **Un délégué de la FÉDÉRATION DE RUSSIE**, tout en convenant que tout État membre de l'Organisation des Nations Unies était en droit de solliciter l'adhésion à une organisation internationale s'il satisfaisait les critères définis, a indiqué que la demande de l'Ukraine appelait certaines observations. Lorsqu'il avait mentionné, le jour précédent, que l'Ukraine était l'un des « greniers » du monde, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) avait omis de préciser que, dans le cadre de l'Initiative céréalière de la mer Noire, quelque 20 millions de tonnes de produits agricoles étaient sorties du territoire ukrainien et étaient allées, pour 47%, à l'Union européenne, au Royaume-Uni et à d'autres pays développés et, pour 33%, soit 6,1 millions de tonnes, à d'autres pays dont le revenu était supérieur à la moyenne.
196. Le délégué a ajouté que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies devrait convenir que l'initiative n'était plus une opération humanitaire, mais une opération purement commerciale, ce qui expliquait qu'il n'était pas en mesure de présenter des données sur la destination des produits. D'après le Centre conjoint de coordination d'Istanbul chargé du suivi de l'initiative, 3% uniquement des produits alimentaires étaient allés aux pays les moins avancés – 396 tonnes seulement, soit 2%, avaient été transportées par des navires affrétés par le PAM jusqu'en Éthiopie, en Somalie et au Yémen.

197. Le 25 janvier 2023, dans la note 5722/23, la délégation polonaise auprès du Conseil de l'Union européenne, s'exprimant également au nom des délégations bulgare, hongroise, roumaine, slovaque et tchèque, avait attiré l'attention sur la hausse spectaculaire des importations de maïs ukrainien par les États membres de l'Union européenne frontaliers de l'Ukraine entre janvier et novembre 2022, comparativement aux années précédentes. Les importations de maïs par la Pologne, par exemple, s'étaient élevées à 1 637 000 tonnes sur cette période, contre 6 000 tonnes précédemment, tandis que celles de la Hongrie avaient atteint plus de 900 000 tonnes, contre 5 000 tonnes auparavant, soit au total une multiplication par plus de 5 000 du volume antérieur. Une partie des céréales importées avait en outre été transformée sur les marchés européens, ce qui avait entraîné une baisse de la demande pour les producteurs nationaux.
198. L'une des propositions formulées dans la note 5722/23 était de fermer les corridors de solidarité de sorte que les produits agricoles ukrainiens transitent par les États membres de l'Union européenne pour atteindre leurs marchés de destination, sans rester sur le marché intérieur européen, ce qui éviterait des perturbations sur les marchés des pays de l'Union européenne. Étant donné que l'Ukraine demandait à rejoindre les pays de la Liste C2, en tant que bénéficiaire net, donc, il se posait la question de déterminer les conséquences de cette proposition, non seulement pour les marchés agricoles européens, mais aussi pour les pays de la Liste C2 recevant des fonds du FIDA. En tant que pays donateur, la Fédération de Russie, en ayant cette question à l'esprit, ne pouvait pas approuver la demande d'admission de l'Ukraine en tant que pays de la Liste C2. Elle n'aurait cependant aucune objection à ce que l'Ukraine demande son admission en qualité de pays contributeur, ou pays de la Liste A.
199. **M<sup>me</sup> MEIGHAN** (Vice-Présidente adjointe et Conseillère juridique, et Vice-Présidente adjointe par intérim responsable du Département des opérations financières du FIDA) a indiqué que, sur la base des données économiques qui avaient été analysées, l'Ukraine faisait partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et figurerait de ce fait sur la Liste C, Sous-Liste C2, conformément à l'annexe II de l'Accord portant création du FIDA. Aux termes du cadre juridique applicable, un nouveau Membre, adhérant au FIDA pour la première fois, devait rejoindre la liste appropriée, à savoir, dans le cas de l'Ukraine, la Liste C2.
200. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a précisé que le fait que la Fédération de Russie ne puisse se rallier au consensus sur ce point n'empêchait pas que soit atteinte la majorité requise pour approuver la demande d'admission de l'Ukraine.
201. **Sur cette base, le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 229/XLVI relative à l'admission de l'Ukraine en qualité de Membre non originaire du Fonds.**
202. **Un délégué de l'UKRAINE**, exprimant sa sincère reconnaissance pour l'admission de son pays en qualité de Membre du FIDA, a indiqué que cette demande avait été motivée par la volonté de s'engager plus activement aux côtés de la communauté internationale et de contribuer au développement des régions rurales, dans le droit fil des objectifs de développement durable. En sa qualité de membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, l'Ukraine était l'un des garants de la sécurité alimentaire mondiale; elle faisait en outre partie des principaux producteurs agricoles, et avait à ce titre une contribution importante à apporter en tant que Membre du FIDA. Bien qu'accablée par la guerre d'agression non provoquée et injustifiée que lui avait déclarée la Fédération de Russie, l'Ukraine restait déterminée à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale, à enrayer la crise alimentaire et à sauver des millions de personnes de la faim, objectif qui nécessiterait une aide et des investissements internationaux, notamment dans le cadre de programmes de crédit destinés aux agriculteurs et d'un soutien à l'augmentation des exportations ainsi

qu'aux semis et aux récoltes. La guerre compliquait tous les processus de production et limitait considérablement les ressources financières des agriculteurs ukrainiens. En ces temps difficiles, seule l'unité permettrait de surmonter les obstacles. L'Ukraine saluait la décision historique que constituait son admission en tant que Membre du FIDA, et se réjouissait de la perspective d'une coopération étroite avec le Fonds dans les temps à venir.

### SÉANCE INTERACTIVE 3 – LES JEUNES ET L'AGRICULTURE: ACCÉLÉRER UNE TRANSITION JUSTE VERS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

203. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a présenté le modérateur de la séance interactive, M. Qasa Alom, journaliste à la BBC. Les intervenants étaient les suivants:
- M<sup>me</sup> Elizabeth Wathuti (République du Kenya), Ambassadrice de la jeunesse, Fonds vert pour le climat;
  - M<sup>me</sup> Dali Nolasco Cruz (États-Unis du Mexique), jeune représentante autochtone de la tribu Nahuatl;
  - M<sup>me</sup> Fatima Amaguar (Royaume du Maroc), pour l'Approche communautaire en faveur des jeunes.
204. Il est possible de visionner leurs échanges en cliquant sur ce [lien](#).
205. **Son Excellence Haifa Aissami Madah (République bolivarienne du Venezuela) a repris la présidence.**
- ÉTABLISSEMENT DE LA CONSULTATION SUR LA TREIZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 6 de l'ordre du jour) (GC 46/L.4)
206. **La PRÉSIDENTE du Conseil des gouverneurs** a rappelé que, conformément à l'Accord portant création du FIDA, le Conseil des gouverneurs, afin d'assurer la continuité des opérations du Fonds, déterminait périodiquement si les ressources de ce dernier étaient suffisantes. Elle a indiqué que le temps était venu de s'intéresser aux besoins en ressources du FIDA à partir de 2025, comme l'avait recommandé le Conseil d'administration, et qu'elle attirait l'attention à ce sujet sur le projet de résolution figurant dans le document GC 46/L.4. Comme le précisait ce document, compte tenu du bilan positif de la présidence externe pendant les récentes consultations sur la reconstitution des ressources, il était proposé de nommer M. Kyle Peters président externe de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13). Il était en outre proposé de conserver pour la Consultation sur FIDA13 la composition qui avait été adoptée pour la Consultation sur FIDA12, à savoir 25 États membres de la Liste A, 10 États membres de la Liste B et 22 États membres de la Liste C. Au sein de chaque liste, les pays participants seraient choisis par les membres de cette dernière.
207. **Un délégué des ÉTATS-UNIS**, après avoir manifesté son soutien à l'établissement de la Consultation sur FIDA13, a déclaré que des investissements dans une agriculture et des systèmes alimentaires résilients et climatiquement rationnels, soutenus par une collaboration constructive au sein de la communauté internationale, étaient nécessaires pour agir en faveur de la sécurité alimentaire mondiale. Les échanges précédents avec les jeunes dirigeantes et les jeunes autochtones avaient montré combien il était essentiel d'écouter ces deux groupes pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale.
208. Essentielle également à la sécurité alimentaire mondiale, l'Initiative céréalière de la mer Noire garantissait l'approvisionnement en denrées alimentaires majeures, sans oublier l'aide humanitaire, à un grand nombre de personnes vivant dans les régions où l'insécurité alimentaire était la plus forte, notamment dans des communautés en Afghanistan, en Éthiopie, en Somalie et au Yémen. Cette initiative sauvait des vies, car elle avait permis d'améliorer l'approvisionnement et de faire baisser les prix, et

devait être prolongée au-delà de mars 2023 afin de continuer à protéger les populations vulnérables de la faim. Comme l'avait souligné l'Organisation des Nations Unies, toutes les exportations de céréales ukrainiennes revêtaient une importance cruciale pour les populations pauvres du monde, même si ces dernières n'en bénéficiaient pas directement, car ces volumes permettaient d'apaiser les marchés et de modérer les flambées des prix des principaux produits de base. Les inspections s'étaient cependant ralenties, ce qui retardait les transports par bateau, et devaient par conséquent être renforcées.

209. **Un délégué de la CHINE**, soulignant l'importance de la Consultation sur FIDA13, s'est félicité de la nomination de M. Kyle Peters en tant que président externe. Les compétences de M. Peters avaient permis d'atteindre de nouveaux sommets durant FIDA12, et il continuerait sans l'ombre d'un doute d'œuvrer de manière professionnelle, objective et neutre pour assurer la réussite de FIDA13.
210. L'objectif général de FIDA13 serait de mettre en place des systèmes alimentaires locaux durables, résilients et inclusifs et d'améliorer les moyens d'existence ruraux, en s'appuyant sur les trois priorités stratégiques – la lutte contre la vulnérabilité, le financement de l'action pour le climat et la biodiversité, et la coopération avec le secteur privé. Les opérations reposeraient en outre sur les trois piliers définis par le Fonds, à savoir des programmes de pays porteurs de transformation au service de l'autonomisation des populations rurales, le financement du développement et la réforme institutionnelle. Dans cette optique, la Chine soutenait les mesures très intéressantes prises par le FIDA pour affiner et mettre en œuvre le consensus qui s'était dégagé du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, en s'appuyant sur ses propres modalités.
211. Enfin, les différentes parties devaient s'unir pour faire en sorte que FIDA13 soit couronnée de succès et mette à la disposition des États membres en développement des fonds assortis de conditions plus préférentielles. En tant que grand pays en développement responsable, la Chine entendait appuyer FIDA13 dans la mesure de ses capacités, mais appelait les pays développés à montrer la voie en augmentant leurs contributions. La Chine approuvait également l'accroissement des ressources destinées aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire. À cet égard, la Chine attendait du FIDA qu'il reste attaché à son principe d'universalité, qu'il axe son action sur les populations rurales pauvres de tous les pays en développement, qu'il continue d'élaborer des modèles de financement innovants, qu'il accroisse rapidement l'emprunt sur les marchés et qu'il mette en place un mécanisme de financement durable.
212. **Un délégué de la FRANCE** a mis en avant le rôle majeur de FIDA13 au regard du renforcement de la sécurité alimentaire dans le monde et des progrès à accomplir dans la transformation des systèmes alimentaires, si vitale dans le contexte présent. Tous les Membres devaient porter une ambition pour FIDA13, afin de faire en sorte que l'action du Fonds continue de bénéficier aux populations les plus pauvres et les plus marginalisées, notamment dans le contexte de la crise alimentaire actuelle. Les changements climatiques et la vulnérabilité face au climat devraient être des thèmes saillants de la Consultation sur FIDA13, et le Fonds devrait, pour sa part, accélérer le verdissement de son portefeuille et afficher des ambitions plus vastes dans le domaine de la biodiversité. La collaboration avec le secteur privé devrait être considérablement renforcée afin de pouvoir traiter de manière efficace des questions telles que le financement de la transition climatique et des mesures d'adaptation aux changements climatiques.
213. S'agissant de la déclaration antérieure de la Fédération de Russie au sujet du point 3 de l'ordre du jour, il convenait de noter que cette dernière continuait de pratiquer la désinformation et d'éluder ses responsabilités relatives à la guerre d'agression qu'elle livrait au mépris du droit et qui fragilisait la sécurité alimentaire mondiale. L'Initiative céréalière de la mer Noire avait permis de faire baisser les prix mondiaux des

produits alimentaires; comme l'avait mis maintes fois en avant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'initiative elle-même et les corridors de solidarité défendus par l'Union européenne profitaient à tous, et en particulier aux pays les plus pauvres et les plus démunis, en contribuant à apaiser les marchés et à juguler l'inflation des prix des aliments. Il convenait par conséquent de poursuivre et de renforcer sans réserve cette initiative, et d'augmenter le nombre d'inspections.

214. **Un délégué du ROYAUME-UNI**, exprimant son soutien à FIDA13, a déclaré que l'Initiative céréalière de la mer Noire était bien en phase avec la priorité accordée par les organismes ayant leur siège à Rome à la réduction de la faim, et qu'elle devait être prolongée afin d'éviter que la faim ne continue de s'étendre. Comme l'avaient déjà mentionné de précédents intervenants, ses avantages pour les populations souffrant de la faim et son impact sur la sécurité alimentaire, dans les pays en développement surtout, devaient être reconnus, notamment par un appui vigoureux et universel à sa prorogation.
215. **Un délégué du RWANDA**, réaffirmant que l'alimentation était un droit humain fondamental, a déclaré qu'il fallait mettre en place davantage d'initiatives pour augmenter la production alimentaire et faire face à la crise actuelle. Il était par conséquent important de soutenir le Fonds durant FIDA13, afin de lui donner les moyens d'aider les petits exploitants à porter la productivité des cultures et de l'élevage à un niveau satisfaisant. Il était très difficile de demander à des agriculteurs souffrant de la faim de préserver l'environnement.
216. Au cours des 40 dernières années, le Rwanda n'avait jamais été déçu par sa collaboration avec le Fonds. Le FIDA donnait la priorité à la production, à la gestion après récolte, à l'ajout de valeur, au transport et à la commercialisation, et était l'un des acteurs qui s'attachaient à améliorer le système alimentaire dans son ensemble. Le Rwanda invitait ainsi les pays à accroître leurs engagements dans le cadre de FIDA13.
217. **Un délégué de l'ARGENTINE**, exprimant son soutien à la Consultation sur FIDA13 et se réjouissant à la perspective de travailler à la réussite du processus de reconstitution des ressources, a déclaré que les informations relatives à l'insécurité alimentaire mondiale communiquées dans l'édition 2022 du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* étaient véritablement alarmantes. La situation actuelle rappelait celle de 2015, lorsque les objectifs de développement durable avaient été adoptés: l'objectif 1 (Pas de pauvreté) et l'objectif 2 (« Faim zéro »), loin d'être atteints, représentaient un défi difficile pour les organismes ayant leur siège à Rome et tous leurs partenaires.
218. Dans ce contexte, le principe d'universalité adopté par le FIDA était essentiel et ne venait en aucune manière contredire la priorité donnée aux populations les plus pauvres. La pauvreté rurale était bien réelle, où que les populations pauvres se trouvent, et les chiffres du rapport montraient combien la situation était critique. Des variables spécifiques, comme le revenu par habitant ou le revenu moyen, ne permettaient pas de saisir la réalité profonde des pays, notamment celle de nombreuses économies à revenu intermédiaire, où il existait souvent des poches de pauvreté rurale très vastes et en constante expansion. Par ailleurs, sachant que le rapport de 2022 ne couvrait pas les conséquences de la guerre en Ukraine, on pouvait raisonnablement s'attendre à des chiffres encore plus préoccupants dans la prochaine édition. Il fallait par conséquent se garder de trop simplifier les choses. Il était essentiel d'avoir conscience des causes profondes de la pauvreté rurale, partout où elle sévissait, et de défendre le principe d'universalité du FIDA.
219. **Un délégué de l'INDE** a déclaré que les États pouvaient renforcer la sécurité alimentaire mondiale en apportant aux producteurs d'aliments comme aux consommateurs un soutien avisé et ciblé destiné, entre autres choses, à améliorer de manière durable la productivité des exploitations agricoles. Pour sa part, le Gouvernement indien continuait de promouvoir son programme visant à assurer à

tout moment la disponibilité et l'accessibilité physique et économique des céréales vivrières.

220. S'agissant de FIDA13, il fallait s'attacher en priorité à continuer de faciliter un ciblage efficace au moyen d'approches globales et inclusives du développement et à axer les activités sur les femmes et les jeunes en milieu rural et les peuples autochtones. Un appui aux systèmes alimentaires résilients face aux changements climatiques devrait en outre être apporté grâce à l'accroissement de la valeur des produits alimentaires agricoles, une entreprise qui nécessiterait d'importantes ressources financières et techniques et dans laquelle le FIDA avait un rôle essentiel à jouer. Il conviendrait par ailleurs que le Fonds revoie sa Stratégie de collaboration avec le secteur privé afin de mobiliser durablement davantage de ressources financières, en accélérant les opérations, en étudiant de nouvelles possibilités de partenariat avec le secteur privé et en stimulant ses coopérations existantes avec ce dernier pour en accroître la valeur de manière mesurable.
221. En tant que premier producteur mondial de mil, l'Inde entendait profiter de l'occasion offerte par la proclamation de l'Année internationale du mil pour 2023 pour augmenter la production et la consommation de mil et sensibiliser l'opinion à l'importance de cet aliment particulièrement intéressant de par sa valeur nutritionnelle élevée et sa résilience face aux changements climatiques. L'Inde comptait également partager des pratiques optimales, des études et des techniques pour encourager la production de mil. Il faudrait mener des travaux en collaboration avec de multiples parties prenantes, notamment les secteurs privé et public et les organismes bilatéraux et multilatéraux, pour mobiliser des ressources et exploiter les connaissances et l'expérience acquises, l'objectif étant de doubler l'impact en matière de transformation des systèmes alimentaires.
222. **Un délégué de la FÉDÉRATION DE RUSSIE**, exprimant son soutien à l'établissement de la Consultation sur FIDA13, a déclaré que l'universalité devait demeurer le principe directeur du FIDA en matière d'apport de fonds et qu'il fallait veiller à ne pas politiser les consultations et à faire en sorte qu'elles soient objectives et tiennent compte des intérêts de l'ensemble des parties prenantes.
223. S'agissant de l'Initiative céréalière de la mer Noire, les statistiques communiquées par le Centre conjoint de coordination d'Istanbul indiquaient que 3% seulement des exportations céréalières de l'Ukraine allaient aux pays pauvres – à Djibouti, à l'Éthiopie, à la Somalie, au Soudan et au Yémen, notamment – contre 47% aux pays à revenu élevé et 33% aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les délégués devaient également noter que les sanctions illégales contre la Fédération de Russie et son système bancaire entravaient le versement des contributions au Fonds.
224. **Un délégué du CANADA**, après avoir approuvé pleinement la nomination de M. Kyle Peters en qualité de facilitateur de la consultation, a indiqué qu'il convenait de s'intéresser de près à la manière dont le capital privé pourrait venir renforcer le processus de reconstitution des ressources. Par ailleurs, il ne fallait pas considérer que l'aggravation des diverses crises entraînait une mise en concurrence des demandes d'accroissement rapide des financements. Les crises actuelles liées à l'insécurité alimentaire, aux changements climatiques et à la perte de biodiversité étaient étroitement imbriquées et appelaient une réponse collective pour bâtir des systèmes alimentaires solides et résilients, mieux à même de résister aux chocs futurs. Les activités du Fonds ne se résumaient pas à une question de chiffres. Il importait notamment de chercher à diversifier les ressources, tout en déterminant comment le FIDA pourrait renforcer son impact et optimiser l'emploi des fonds à sa disposition – les deux grandes pistes de réflexion pour le processus de reconstitution des ressources. Les conséquences de décennies de sous-investissement dans la petite agriculture se faisaient désormais sentir. FIDA13 offrait par conséquent une occasion de définir la voie vers l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.



225. **Un délégué du BRÉSIL** a déclaré que son pays soutenait pleinement l'importante Consultation sur FIDA13, qui permettrait de porter haut la bannière du multilatéralisme dans un contexte de crise avec de multiples ramifications. L'un des principes directeurs importants de la consultation était la volonté d'inclusion qui avait été manifestée lors de la présente session du Conseil des gouverneurs dans le cadre des séances interactives qui avaient fait intervenir des représentants des jeunes, des femmes et des peuples autochtones. Il convenait également de mettre l'accent sur l'ajout de valeur dans le cadre de l'utilisation des ressources du FIDA, en s'appuyant sur des actions de mobilisation innovantes et sur l'optimisation de l'emploi des fonds grâce à la collaboration avec le secteur privé et au cofinancement. Les ressources pour le financement de l'action climatique ne manquaient pas, mais les institutions financières telles que le FIDA pouvaient être de réels catalyseurs de l'innovation. Dans le contexte de FIDA13, il importait de définir et d'adopter une approche optimisée d'inclusion du financement pour le climat dans l'ensemble des projets du Fonds liés à la sécurité alimentaire, aux petits paysans et à l'agriculture. La part de ce financement augmentant dans les programmes du FIDA, il convenait de garder à l'esprit qu'il s'agissait d'un sujet de discussion abordé dans de nombreux forums et de prendre dûment en considération le principe de responsabilités communes mais différenciées, tel qu'il avait été exposé dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
226. **Un délégué de l'IRLANDE** a déclaré que FIDA13 offrait, à un moment critique, une occasion unique d'investir dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales les plus pauvres. Il était dans l'intérêt de tous que FIDA13 soit solide s'agissant tant de son orientation et de sa qualité que des ressources financières à sa disposition. FIDA13 s'achèverait en 2028, et constituait de ce fait la dernière occasion de donner au Fonds, à ses Membres et à ses populations cibles les moyens stratégiques de faire face aux nombreux défis qui justifiaient son existence, en particulier avec 2030 qui se profilait à l'horizon.
227. Il était par conséquent primordial d'accorder la priorité à la mise en œuvre de stratégies inscrivant la transformation des systèmes alimentaires dans une optique de durabilité. Les systèmes alimentaires axés sur la nutrition offraient un cadre essentiel pour la réalisation des objectifs de développement durable et nécessiteraient du FIDA une action ambitieuse et énergique dans le domaine de la nutrition. Le Fonds devrait en outre continuer de renforcer son offre et ses capacités en tant que chef de file mondial de la mobilisation de financements climatiques pour l'agriculture, la biodiversité et la viabilité environnementale. L'action climatique devait demeurer une priorité absolue pour le FIDA, portée par la recherche, l'innovation et la participation stratégique à l'élaboration des politiques.
228. Il importait en outre que le Fonds renforce sa capacité à opérer dans les situations de fragilité ou de conflit, dans le contexte desquelles des mécanismes souples et réactifs étaient une composante essentielle d'une approche coordonnée et cohérente de l'aide humanitaire, du développement et de la paix. Les femmes et les filles étant touchées de manière disproportionnée par la crise mondiale de la sécurité alimentaire, le FIDA devait poursuivre ses efforts pour faire en sorte que ses activités soient porteuses de transformations en matière de genre, qu'elles tiennent compte du point de vue des jeunes et qu'elles contribuent à la mise en place de solutions durables pour combattre les inégalités profondément enracinées.
229. Enfin, les ressources de base étaient essentielles au FIDA pour continuer à aider les pays à faible revenu et les plus démunis, mais sa capacité à mobiliser des financements et à favoriser les investissements dans les systèmes alimentaires ruraux serait également cruciale. Il convenait donc d'encourager le Fonds à renforcer sa collaboration stratégique avec le secteur privé, notamment en mobilisant des capitaux privés là où un impact durable et concret pouvait être obtenu.

230. **Un délégué du JAPON** a déclaré que son pays appuyait l'établissement de la Consultation sur FIDA13 et souhaitait insister sur le fait qu'il était nécessaire de prolonger l'Initiative céréalière de la mer Noire, faute de quoi les efforts déployés par l'ensemble des acteurs pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale seraient compromis.
231. **Un délégué de l'INDONÉSIE** a indiqué que les objectifs pour FIDA13 devraient être la cohérence avec les mesures prises actuellement à l'échelle mondiale pour atténuer les effets des crises multidimensionnelles, le renforcement de la participation des communautés, en tant que cœur de métier du FIDA, et le maintien de l'approche axée sur l'humain mise en place par le Fonds. Les activités de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) du FIDA devraient en outre être développées pour assurer un renforcement des capacités en matière de réduction de la pauvreté, d'importations et de transformation rurale inclusive. La CSST offrait en outre une modalité innovante de financement qui pourrait permettre de mobiliser des ressources pour la coopération Sud-Sud et Nord-Sud.
232. **Un délégué du GHANA**, se réjouissant de l'engagement collectif à mettre en place des solutions durables dans le cadre de FIDA13, a indiqué que les grands domaines prioritaires devraient comprendre la transformation rurale et l'autonomisation, le renforcement des capacités, l'inclusion financière, l'optimisation des possibilités pour les petits exploitants de réduire l'insécurité alimentaire, et l'ajout de valeur aux produits alimentaires.

**233. Le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 230/XLVI relative à l'établissement de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA.**

234. **La PRÉSIDENTE du Conseil des gouverneurs** a déclaré que le monde se trouvait à un tournant décisif, et que de profonds changements seraient nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Les consultations sur la reconstitution des ressources seraient déterminantes pour apporter au FIDA les moyens nécessaires pour continuer à faire reconnaître les petits exploitants comme des acteurs clés de la transformation des moyens d'existence en milieu rural.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGETS ORDINAIRE ET D'INVESTISSEMENT DU FIDA AXÉS SUR LES RÉSULTATS POUR 2023, PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES STRATÉGIQUES À MOYEN TERME POUR 2024-2025, BUDGET-PROGRAMME DE TRAVAIL AXÉ SUR LES RÉSULTATS POUR 2023 ET PLAN INDICATIF POUR 2024-2025 DU BUREAU INDÉPENDANT DE L'ÉVALUATION DU FIDA, ET RAPPORTS DE SITUATION SUR L'INITIATIVE PPTTE ET LE SAFP (point 8 de l'ordre du jour) (GC 46/L.6)

235. **La PRÉSIDENTE du Conseil des gouverneurs**, attirant l'attention sur le document GC 46/L.6 et son contenu, a indiqué que le Conseil d'administration, à sa cent trente-septième session, tenue en décembre 2022, avait approuvé les programmes de travail du FIDA et de son Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) et avait examiné les budgets proposés pour ces deux entités, recommandant de les soumettre au Conseil des gouverneurs pour approbation. Le Conseil d'administration avait en outre recommandé que les rapports de situation sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTTE) et le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) soient présentés au Conseil des gouverneurs pour information. Le document GC 46/L.6 présentait les données de 2022 concernant l'Initiative PPTTE, mais il convenait de noter que les arriérés de la Somalie, hors droits au titre de l'Initiative PPTTE, avaient été apurés entre-temps grâce au généreux soutien de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie et de la Suède.
236. **M. Dominik ZILLER** (Vice-Président du FIDA) a présenté les propositions de budget du Fonds figurant dans la première partie du document GC 46/L.6 et, rappelant que les Gouverneurs et les orateurs principaux avaient invité le FIDA à intensifier son impact et à maximiser sa contribution à la lutte contre la faim et la pauvreté, a

indiqué qu'il s'agissait précisément des objectifs poursuivis avec les propositions de budget pour 2023. Ces propositions avaient été définies à l'issue d'un processus approfondi de consultation des membres du Conseil d'administration, et la principale priorité était de répondre aux besoins en ressources pour la deuxième année de mise en œuvre des engagements pris au titre de FIDA12. Il avait été établi par l'ensemble des parties que la conception et l'exécution des programmes de pays du Fonds pouvaient être améliorées et que l'impact de ces activités pouvait être optimisé. La plus grande partie des ressources supplémentaires demandées serait par conséquent consacrée à ces objectifs.

237. Les thèmes qui ressortiraient au fil du temps des négociations entre les parties continueraient d'être intégrés, et l'accent serait mis sur le renforcement de la présence du FIDA dans les contextes de fragilité. Le FIDA poursuivrait également son processus de décentralisation afin de se rapprocher de ses bénéficiaires, notamment grâce à une mobilisation plus efficace de fonds supplémentaires. Ces fonds ne pourraient être obtenus que si le FIDA pouvait faire la preuve de sa crédibilité dans les pays partenaires, y compris au moyen des structures ad hoc supplémentaires qui avaient été mises en place, telles que le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+), en ce qui concerne le financement de l'action climatique, et un guichet « secteur privé ».
238. Le Conseil d'administration a approuvé un programme de travail de 1,55 milliard d'USD au plus pour 2023, sous réserve de la disponibilité des ressources à engager, et a recommandé au Conseil des gouverneurs d'approuver le budget administratif de 2023, qui se compose du budget ordinaire de 175,7 millions d'USD (en hausse de 2,9% en termes réels par rapport à 2022), du budget d'investissement, d'un montant de 6,5 millions d'USD, destiné à financer les installations ordinaires, l'infrastructure informatique, ainsi que la création et le renforcement des bureaux de pays et des bureaux régionaux du FIDA dans le cadre du plan de décentralisation et, enfin, du budget d'IOE, d'un montant de 5,97 millions d'USD. Plus de la moitié du budget administratif serait allouée aux dépenses liées aux opérations, ce qui impliquait que les frais généraux réels du Fonds étaient bien moins importants que ce que l'on pouvait penser.
239. L'approbation de l'allocation de crédits à la dépense extraordinaire de 1,17 million d'USD en rapport avec FIDA13 était également sollicitée. FIDA13 revêtirait une importance particulière, car le Fonds, dans sa forme actuelle, était le résultat de plusieurs années de profondes transformations internes et de réformes destinées à accroître son efficacité et son efficacité et à diversifier en parallèle ses sources de financement. Un financement additionnel – par des cofinancements, des fonds supplémentaires et la mobilisation et la démultiplication de financements du secteur privé et de financements climatiques – serait nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et aux nouvelles crises qui se profilaient. La nécessité de trouver des fonds supplémentaires pour amortir les effets de la pandémie de COVID-19 et de la hausse des prix des produits de base, des engrais et des produits alimentaires, particulièrement au cours de l'année écoulée, avait fait apparaître encore plus clairement le nombre toujours croissant de pays en situation de fragilité, en proie à un conflit ou lourdement endettés.
240. Dans ce contexte, le FIDA devait être en mesure d'accorder encore davantage de dons pour aider les plus démunis, mais ne pouvait pas les financer par l'emprunt ou au moyen des augmentations budgétaires nécessaires pour transformer l'institution et recourir aux fonds des marchés. Malgré le large engagement en faveur des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 2 visant à éliminer la faim, l'incidence de cette dernière restait élevée, et était même en hausse. Les partenaires multilatéraux perdraient leur crédibilité s'ils ne parvenaient pas à inverser cette tendance.

241. FIDA13 aurait une contribution importante à apporter pour éviter un tel échec, mais il n'en restait pas moins que tous les pays faisaient face à des crises multiples et que les budgets des pays donateurs traditionnels en matière d'aide publique au développement diminuaient, tout comme, dans certains cas, les dépenses consacrées à l'agriculture. Il restait donc à espérer que les partenaires du Fonds seraient en mesure de contredire la tendance à la réduction des budgets et de faire en sorte que FIDA13 soit couronnée de succès.
242. **M. Indran NAIDOO** (Directeur d'IOE) a précisé, en présentant le budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2023 et le plan indicatif pour 2024-2025 d'IOE, tels qu'énoncés dans la deuxième partie du document GC 46/L.6, qu'IOE procéderait en 2023 à une évaluation thématique sur les progrès accomplis par le FIDA en matière d'égalité femmes-hommes et à une évaluation au niveau de l'institution de la gestion des connaissances. Par ailleurs, le Bureau lancerait une nouvelle évaluation thématique sur les progrès accomplis par le Fonds dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire, réaliserait des examens au niveau de l'institution du Cadre de gestion des résultats pour FIDA12 et des suites données à l'évaluation au niveau de l'institution de l'architecture financière du Fonds menée en 2018, et établirait le Rapport annuel sur l'évaluation indépendante au FIDA. Il mènerait en outre à bien des évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP) en Chine et en Éthiopie, et des collectes de données en Argentine, en Inde, en Mauritanie, au Rwanda et en Türkiye. Une nouvelle ESPP, qui s'achèverait en 2024, serait lancée en République dominicaine, tandis que celle en cours en Haïti avait été suspendue au vu de la situation du pays sur le plan de la sécurité.
243. D'autre part, IOE lancerait une nouvelle évaluation sous-régionale sur le couloir de la sécheresse de la Mésio-Amérique et réaliserait une évaluation groupée de projets de financement rural dans les régions d'Afrique orientale et australe. Des évaluations de la performance de projets seraient menées en Bosnie-Herzégovine, dans les Îles Salomon et au Tchad. IOE validerait tous les rapports d'achèvement de projet, mettrait en place des activités pour appuyer les capacités d'évaluation interne et externe en collaboration avec la direction du FIDA et les réseaux mondiaux existants, et poursuivrait sa coopération avec les réseaux d'évaluation internationaux.
244. Une augmentation modeste mais essentielle des ressources en personnel était proposée pour permettre à IOE de continuer à mettre en œuvre sa stratégie. Le budget proposé pour 2023 s'élevait à 5,97 millions d'USD, soit 0,51% du programme de prêts et dons prévu par le FIDA, ce qui restait bien en deçà, en proportion, du plafond de 0,9% fixé par le Conseil d'administration et inférieur, en valeur nominale, aux budgets d'IOE de 2019, 2020 et 2021.
245. **Un délégué de la FRANCE** a salué les modifications apportées dans le cadre de l'élaboration du budget pour 2023 et a indiqué que, malgré les difficultés entraînées par la crise de la COVID-19 et la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, le FIDA avait réussi à résister aux chocs et continuait de venir en aide aux pays les plus vulnérables. Compte tenu des réformes ambitieuses entreprises par le Fonds, en premier lieu dans le cadre du processus de décentralisation, et du contexte de la crise actuelle, la France approuvait les augmentations budgétaires proposées pour 2023, étant donné leur caractère exceptionnel, leur montant modéré et leur bien-fondé. La France ne doutait pas que le Fonds utiliserait les ressources à sa disposition à bon escient, le nombre record de 40 nouveaux projets et programmes pour 2023 témoignant des efforts exceptionnels déployés par le FIDA en faveur des populations rurales. La France remerciait M. Ziller pour le dévouement à la cause des populations rurales dont il faisait preuve dans le cadre de ses activités au FIDA.
246. **Un délégué de l'ÉTHIOPIE** a indiqué que son pays remerciait le FIDA pour l'appui qu'il prêtait à ses projets de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres et à ses projets d'irrigation à petite et moyenne échelle, ainsi que pour l'aide qu'il apportait à ses initiatives de financement rural et aux petits

exploitants agricoles. Au titre de son engagement à apporter sa propre contribution aux programmes du Fonds, l'Éthiopie s'employait à favoriser une économie verte résiliente face aux changements climatiques pour permettre aux agriculteurs de la région fragile de la Corne de l'Afrique de s'adapter aux chocs engendrés par ces changements.

247. Le financement sous forme de dons apporté par le Fonds était d'une grande aide pour exploiter les ressources en eau disponibles et renforcer ainsi la résilience des agriculteurs éthiopiens face aux changements climatiques. L'eau devait en effet être au cœur des programmes de développement rural et il convenait dans ce cadre de reproduire à plus grande échelle les initiatives d'irrigation de petite et moyenne ampleur, les mieux adaptées aux petits exploitants agricoles. Les actifs ruraux et l'économie rurale n'étaient souvent pas reconnus par les institutions financières des pays en développement. Il était par conséquent essentiel de créer et de mettre en place des modèles et des expériences pour favoriser l'accès des petits exploitants agricoles aux technologies et aux intrants nécessaires au renforcement de leur résilience.
248. **Le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 231/XLVI relative au budget administratif comprenant le budget ordinaire et le budget d'investissement du FIDA et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2023.**

EXPOSÉ DU FIDA: L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE – UN PARADOXE À RÉSOUDRE

249. **M<sup>me</sup> Hélène PAPPER** (Directrice de la Division de la communication globale et du plaidoyer du FIDA), en sa qualité de modératrice de l'Exposé du FIDA, a présenté M<sup>me</sup> Cristina Duarte, Secrétaire générale adjointe et Conseillère spéciale pour l'Afrique auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
250. Il est possible de visionner l'Exposé du FIDA qui a été présenté par M<sup>me</sup> Duarte en cliquant sur ce [lien](#).
251. **Une vidéo intitulée « Africa Food Systems » (Les systèmes alimentaires en Afrique) a été diffusée.**
- La séance a été levée à 13 h 40.**

- iv) Compte rendu analytique provisoire de la quatrième séance tenue le mercredi 15 février 2023, à 15 heures

**Présidence:** Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda (Pérou)

## Table des matières

	<b>Paragraphes</b>
Séance interactive 4 – Enjeux et perspectives d’une démarche associant eau, alimentation et énergie	253-254
Questions diverses (point 10 de l’ordre du jour)	255
Observations finales du Président du FIDA	256
Clôture de la session	257-258

252. **La séance a été ouverte à 15 h 5.**

SÉANCE INTERACTIVE 4 – ENJEUX ET PERSPECTIVES D’UNE DÉMARCHE ASSOCIANT EAU, ALIMENTATION ET ÉNERGIE

253. La séance interactive a été présentée par le modérateur René van Hell, Directeur en charge de la croissance verte inclusive et Ambassadeur au développement durable (Pays-Bas). Les intervenants étaient:

- Son Excellence Rania A. Al-Mashat, Ministre de la coopération internationale et coordonnatrice du programme égyptien eau, alimentation, énergie (République arabe d’Égypte);
- M. Kevin Kariuki, Vice-Président de la Banque africaine de développement chargé de l’électricité, de l’énergie, du changement climatique et de la croissance verte;
- M<sup>me</sup> Esther Penunia, Secrétaire générale, Association des agriculteurs d’Asie pour le développement rural durable (République des Philippines);
- M. Aaron Leopold, Président-Directeur général d’Energrow (République du Kenya).

254. Ce débat peut être visionné à partir de ce [lien](#).

QUESTIONS DIVERSES (point 10 de l’ordre du jour)

255. Aucune autre question n’a été abordée.

OBSERVATIONS FINALES DU PRÉSIDENT DU FIDA

256. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a présenté ses observations finales, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

CLÔTURE DE LA SESSION

257. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a prononcé un discours de clôture, dont la version intégrale figure au chapitre 4.

258. Il a déclaré close la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs.

**La séance a été levée à 16 h 35.**

## Chapitre 4 Déclarations et allocutions spéciales



Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud  
Président de la République fédérale de Somalie



Son Excellence Mia Amor Mottley  
Première Ministre de la Barbade





M. Edmondo Cirielli  
Ministre adjoint des affaires étrangères et de la coopération internationale  
de la République italienne



M. QU Dongyu  
Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

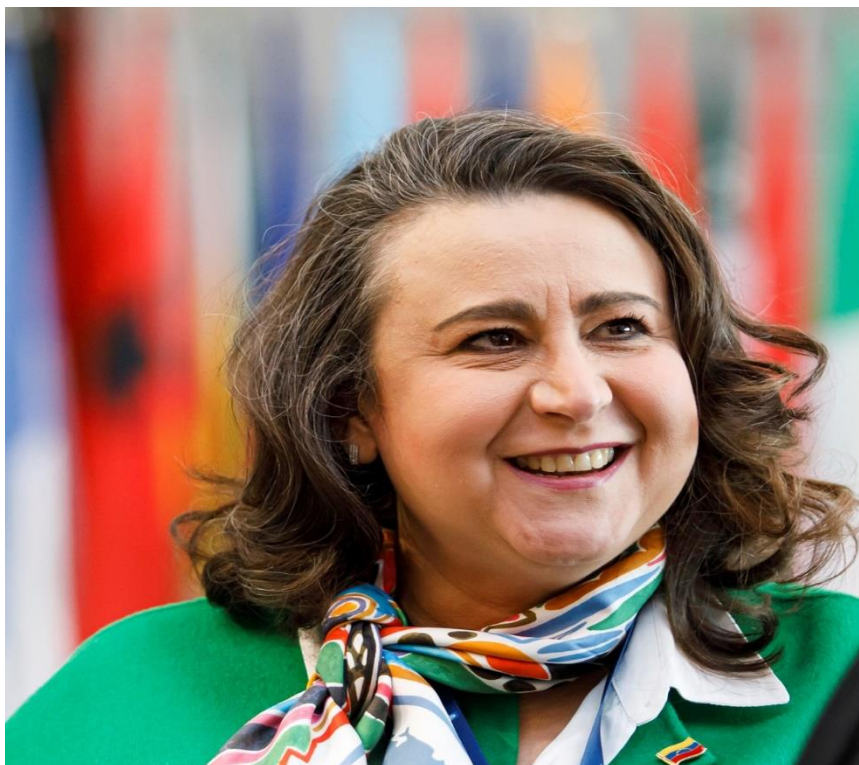


M. David Beasley  
Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial



Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda  
Président du Conseil des gouverneurs  
République du Pérou





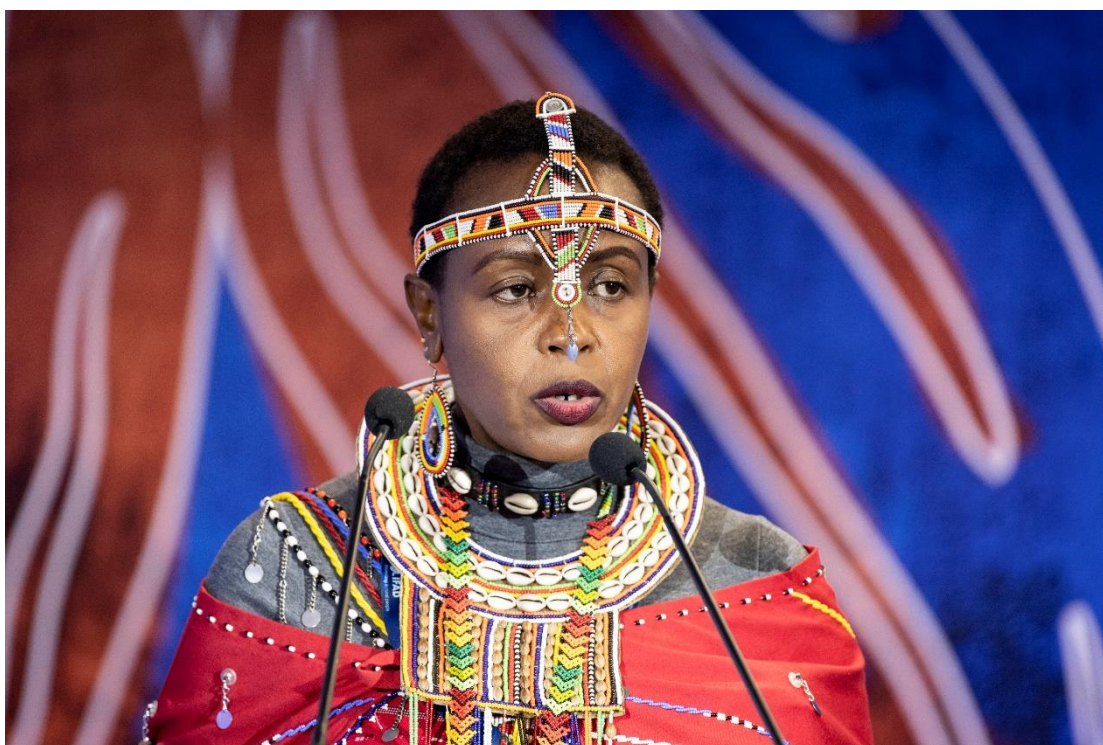
Son Excellence Haifa Aissami Madah  
Vice-présidente du Conseil des gouverneurs  
République bolivarienne du Venezuela



M. William Roos  
Vice-président du Conseil des gouverneurs  
République française



M<sup>me</sup> Cristina Duarte, Secrétaire générale adjointe,  
Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique



M<sup>me</sup> Margaret Tunda Lepore, membre du Comité de pilotage du Forum des  
peuples autochtones





M. Alvaro Lario  
Président du FIDA



M<sup>me</sup> Deirdre Mc Grenra  
Secrétaire du FIDA par intérim

## **Allocution de bienvenue du Président du FIDA à l'intention des orateurs de marque**

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs du FIDA,  
Mesdames et Messieurs les Vice-Présidents,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur de vous souhaiter à toutes et à tous la bienvenue à cette quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Laissez-moi accueillir le premier orateur de marque de la cérémonie d'ouverture, qui est aussi l'un de nos partenaires privilégiés, M. Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Monsieur Qu Dongyu, soyez chaleureusement remercié de nous recevoir, une fois de plus, au siège de la FAO. Nous sommes reconnaissants de pouvoir compter sur un partenaire aussi constant et solide que la FAO. Ensemble, les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome disposent des structures et du savoir-faire nécessaires à la lutte contre la faim et la pauvreté. Nous devons continuer de joindre nos forces et de mobiliser des ressources pour soutenir les populations rurales pauvres dans les contextes les plus fragiles. Notre collaboration sans faille est essentielle pour parvenir à nourrir la population mondiale de façon durable et préparer un avenir plus résilient et plus durable.

J'ai l'honneur d'accueillir Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie. Nous sommes très heureux de vous compter parmi nous aujourd'hui. Je tiens à saluer l'énergie et les efforts que vous déployez pour éliminer la pauvreté en milieu rural et ses conséquences sur la sécurité alimentaire en Somalie.

Nous souhaiterions réitérer l'appel urgent que votre gouvernement a lancé aux partenaires internationaux les exhortant à apporter leur soutien face à l'aggravation de la sécheresse qui frappe la Somalie. Nous sommes convaincus que les programmes du FIDA, et ceux d'autres organismes des Nations Unies, peuvent aider la Somalie à accroître la résilience des moyens d'existence en milieu rural. Soyez assurés de la détermination du FIDA à accompagner la Somalie à chaque étape de ce processus.

Je tiens à remercier sincèrement Son Excellence Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade pour sa déclaration vidéo. Le vibrant plaidoyer en faveur de l'action climatique qu'elle s'apprête à livrer au nom des petits États insulaires en développement résonnera dans le monde entier. Le FIDA et ses partenaires investissent dans les Caraïbes et dans d'autres petits États insulaires en développement afin de corrélérer l'adaptation des populations rurales pauvres aux changements climatiques par le renforcement des capacités, l'agriculture climato-compatible et des infrastructures résilientes, en tirant parti à tout moment des innovations numériques.

J'ai le privilège d'annoncer la déclaration de son Excellence Antonio Tajani, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République italienne, qui sera prononcée par M. Edmondo Cirielli, Ministre adjoint des affaires étrangères et de la coopération internationale. Nous sommes ravis de recevoir un représentant de notre merveilleux pays d'accueil. Nous saluons l'engagement de longue date de l'Italie en faveur de systèmes alimentaires durables, inclusifs et résilients. Nous nous réjouissons également du partenariat entre le FIDA et la Cassa Depositi e Prestiti, qui ne cesse de se renforcer.

Je remercie également M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), qui n'a pas pu se joindre à nous aujourd'hui, pour sa déclaration vidéo que nous visionnerons dans un court instant. Je tiens à le remercier pour sa direction. Alors que le monde est aux prises de crises nouvelles et anciennes, le PAM se montre

une fois de plus à la hauteur des défis. Dans ce contexte particulièrement alarmant sur le plan de la sécurité alimentaire, le FIDA se tient aux côtés du PAM pour briser le cercle des crises et apporter des solutions durables à même de faire advenir un monde libéré de la faim.

## **Allocution de bienvenue de QU Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers collègues,

C'est pour moi un grand plaisir de prendre la parole devant vous aujourd'hui au nom de la FAO, et je voudrais remercier mon cher collègue et Président du FIDA, Alvaro Lario, pour cette invitation. Nous souhaitons proposer aux membres du FIDA et de la FAO tous les services dont ils ont besoin. Nous sommes heureux d'accueillir le Conseil des gouverneurs du FIDA ici, au siège de la FAO, dans un esprit de fraternité, de collaboration et de soutien mutuel. Nous avons de nombreux défis à relever ensemble, pour atteindre nos objectifs communs d'éradication de la faim et accomplir de concert nos nobles mandats. Les conflits, la pandémie, les crises climatiques, les ralentissements et fléchissements économiques, et les inégalités continuent de limiter les disponibilités de produits alimentaires, tant en quantité qu'en qualité, et l'accessibilité physique et financière de ces denrées, pour toutes les populations, en particulier les plus vulnérables. La guerre en Ukraine a exacerbé les tensions en matière de disponibilités et d'accessibilité physique et financière, faisant planer une menace redoutable sur la sécurité alimentaire et l'approvisionnement alimentaire dans le monde. Il est essentiel que nous coordonnions nos actions face à l'enchevêtrement de ces difficultés à l'échelle de la planète, en faisant fond sur nos avantages comparatifs.

J'aimerais partager avec vous quelques réflexions sur ce qu'il nous faut mettre en œuvre ensemble pour opérer un véritable changement. Premièrement, nous devons accroître l'investissement responsable dans les systèmes agroalimentaires et le développement rural. Il s'agit là de l'un des moyens les plus efficaces de réduire la faim et la pauvreté tout en préservant la planète. Le Cadre stratégique de la FAO 2022-2031 définit 20 domaines prioritaires du Programme, dont celui visant spécifiquement à « Accroître les investissements », qui met en avant une collaboration étroite avec les institutions financières internationales – la Banque mondiale et le FIDA, entre autres. Dans le cadre du Centre d'investissement de la FAO, nous réunissons les compétences techniques nécessaires pour attirer des investissements publics de grande ampleur dans tous les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Depuis 1977, année de création du FIDA, notre Centre d'investissement a contribué à l'élaboration de plus de 400 projets financés par le Fonds dans 160 pays, en aidant à mobiliser près de 16,5 milliards d'USD d'investissements.

Deuxièmement, il nous faut exploiter le potentiel de l'innovation et de la technologie. La nouvelle Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation définit un modèle d'activité qui nous permettra d'intensifier nos efforts face aux problèmes pressants, complexes et interdépendants rencontrés dans nos systèmes agroalimentaires, et d'améliorer ainsi nos résultats. Mi-octobre 2022, dans le contexte du Forum mondial de l'alimentation, nous avons accueilli le premier Forum de la science et de l'innovation, qui a eu lieu parallèlement au Forum de l'investissement Main dans la main et au Forum mondial de la jeunesse – ce qui a permis de réunir trois composantes majeures de la transformation des systèmes agroalimentaires et du développement rural.

Avec le FIDA, nous avons appuyé efficacement les membres en alliant financements et compétences techniques. Nous nous sommes attachés à améliorer encore les solutions innovantes et éprouvées qui existaient dans nos deux organisations. Citons la technologie de la chaîne de blocs, l'automatisation et l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les systèmes agroalimentaires, des solutions qui nous aident à apporter de la valeur ajoutée à nos membres et à veiller à ce que nul ne soit laissé de côté – en particulier nos agriculteurs. La FAO prête également son appui au FIDA pour l'élaboration de plans d'action régionaux destinés à porter la transformation de l'agriculture numérique à plus grande échelle en Amérique latine et dans les Caraïbes et à donner une nouvelle dimension à des projets en Afrique de l'Est. Je reviens à peine de la



Barbade, où j'ai eu le plaisir de constater la qualité de notre collaboration avec le PAM et le FIDA dans la région dans le cadre de l'initiative de la Communauté des Caraïbes en faveur de la résilience.

Troisièmement, nous devons veiller à ce que les agriculteurs soient au cœur de notre action et restent au centre des préoccupations dans l'ensemble de nos activités. La contribution des agriculteurs va bien au-delà des denrées alimentaires qu'ils produisent. Les agriculteurs familiaux, les peuples autochtones, les éleveurs, les forestiers et les pêcheurs participent de manière essentielle à la mise en place de systèmes agroalimentaires efficaces, inclusifs, résilients et durables dans le monde entier, ainsi qu'aux quatre améliorations: de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie de tous.

Chers collègues,

Il est important d'apprécier pleinement l'impact de notre action collective et cohérente, notamment l'intensification de notre appui aux petits producteurs. La FAO a réaffirmé sa détermination à veiller à un accès équitable aux ressources naturelles, aux droits fonciers, aux ressources productives, à l'information, à la technologie, à l'innovation, aux marchés et aux processus décisionnels. Je suis heureux de pouvoir vous dire que la FAO et le FIDA collaborent de plus en plus, et de plus en plus étroitement, pour tenir cet engagement. Par l'intermédiaire du Secrétariat conjoint de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, nous coordonnons nos actions pour obtenir un impact tangible sur le terrain. Dans le cadre de la Décennie, nous avons contribué à l'élaboration de 12 Plans d'action nationaux et de trois Plans d'action régionaux visant à renforcer l'agriculture familiale.

Un autre domaine essentiel de collaboration est notre action conjointe en faveur des peuples autochtones.

Durant le sixième Forum des peuples autochtones au FIDA, tenu hier, les organismes ayant leur siège à Rome, les membres et des dirigeants des peuples autochtones ont examiné les moyens de renforcer et de mettre à profit les activités de la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones, qui a été présentée officiellement lors du Forum mondial de l'alimentation 2022 dans la tente nomade Boassu montée dans l'enceinte du siège de la FAO – un événement majeur et mémorable.

Chers collègues,

Je citerai un autre exemple important de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome: le Programme Sahel, au service duquel nous avons chacun mis nos atouts particuliers pour agir sur les causes profondes de la faim et renforcer la résilience des populations les plus vulnérables, et veiller à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la pérennisation de la paix. Je peux constater directement que la collaboration entre la FAO et le FIDA, avec le concours du PAM, continue de se renforcer, et est plus large qu'elle ne l'a jamais été. Il reste beaucoup à faire, et seulement sept campagnes de semis pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aider les membres à atteindre plus rapidement les cibles des objectifs de développement durable. Il nous faut agir maintenant, agir de manière efficace, efficace et cohérente, et agir ensemble. La vision stratégique du FIDA et son appui nous sont essentiels pour collaborer de manière productive et obtenir des résultats collectifs.

Je souhaite au Conseil des gouverneurs du FIDA une réunion fructueuse, bien menée et dynamique. Avant de conclure, je voudrais profiter de cette occasion spéciale pour adresser mes plus sincères condoléances aux proches des victimes du séisme qui a frappé la semaine passée la Turquie et le nord de la République arabe syrienne. Que Dieu vous bénisse et que Mohammed vous protège.

Je vous remercie.

## **Discours liminaire de Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie**

Excellences, Mesdames et Messieurs, bonjour,

C'est pour moi un grand honneur que de participer à la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA dans cette cité historique de Rome, en Italie. Je tiens à remercier le Gouvernement et le peuple italiens pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui nous ont été réservés, à ma délégation et à moi-même, au cours de cette visite. Je souhaite également saluer les formidables efforts de tous les collaborateurs du FIDA qui ont rendu cette session possible.

Le thème de cette année, « Accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire », est à la fois tragique et opportun. Tragique car, à une époque où notre planète est plus riche et plus développée sur le plan technologique qu'elle ne l'a jamais été dans l'histoire de l'humanité, le nombre de personnes souffrant de la faim a atteint 828 millions en 2021 d'après l'édition 2022 du rapport des Nations Unies intitulé « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde ». Des centaines de millions de personnes n'avaient pas et n'ont toujours pas les moyens d'avoir une alimentation saine et, comme c'est malheureusement souvent le cas, ce sont les femmes et les enfants qui demeurent les plus vulnérables à la forme la plus aiguë de la faim. Je suis sincèrement las de ces statistiques tragiques et de ces souffrances, et mon gouvernement est déterminé à y remédier en Somalie. C'est pourquoi je suis convaincu que cette session du FIDA est opportune, car elle doit contre vents et marées revigorer et canaliser notre détermination passionnée, malgré toutes les difficultés actuelles, à mettre une fois pour toutes un terme à la faim, qui frappe sans rime ni raison.

En Somalie, nous ne prenons absolument pas la sécurité alimentaire à la légère. De fait, j'ai déjà affirmé à de nombreuses reprises que, pour mon gouvernement, la sécurité alimentaire fait partie intégrante de notre sécurité nationale. En ce sens, le vieil adage selon lequel « ventre affamé n'a point d'oreilles » est exact, car le manque de nourriture, la faim et la détérioration des conditions qui faisaient de l'agriculture une source de perspectives économiques viables ont largement contribué à prolonger les conflits locaux et ont encouragé les Chabab, groupe terroriste international, à se tailler des zones à partir desquelles ils contrôlent, radicalisent et asservissent une partie de notre population rurale, en particulier les jeunes. Nous y répondons maintenant avec détermination, en arrachant la plupart de ces territoires des griffes de ce groupe terroriste à coup d'offensives militaires, mais le défi que nous devons désormais relever est celui de reconstruire un avenir plus prometteur pour un peuple résolument résilient et méritant, grâce à une base agricole solide et innovante, afin de remédier à l'insécurité, à l'insécurité alimentaire et aux problèmes de développement durable.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire est indispensable à la survie et à la prospérité de notre monde au vingt-et-unième siècle. La guerre en Ukraine a mis à nu, non sans douleur, les enjeux internationaux qui entourent la sécurité alimentaire, et la concentration de chaînes d'approvisionnement mondiales complexes autour de nœuds régionaux. Des pays comme la Somalie, et la plupart des autres nations qui importent le gros de leurs denrées alimentaires de base, devront s'adapter pour survivre et nourrir leur population à l'avenir.

En Somalie, plus de la moitié de la population souffre aujourd'hui d'insécurité alimentaire, celle-ci touchant les personnes les plus vulnérables de notre société, notamment les femmes et les enfants. Pour la quatrième saison consécutive, les pluies ont été insuffisantes, de nombreuses communautés rurales ont perdu leurs moyens d'existence, les prix des denrées alimentaires ont augmenté et la crise humanitaire due à la sécheresse s'est aggravée. Si l'aide humanitaire d'urgence reste nécessaire pour éviter aujourd'hui les conséquences désastreuses de la sécheresse et de la faim, je suis intimement convaincu que la Somalie pourra garantir sa sécurité alimentaire.

La Somalie dispose de vastes étendues de terres et de possibilités agricoles sur son propre territoire et, avec une population jeune et une tradition de production agricole qui représente actuellement près de 65% de notre économie, nous avons une chance bien réelle de faire de la sécurité alimentaire une réalité sur le terrain. La sécurité alimentaire, qui est l'un de nos grands objectifs stratégiques, vient étayer l'ambition plus générale de notre gouvernement, celle d'une Somalie forte, unie et progressiste, en paix avec elle-même et avec le monde. Toutes nos grandes priorités politiques d'aujourd'hui, qu'il s'agisse de sécurité, de réformes et de reprise économiques, de prestation de services publics de base ou de création d'emplois, peuvent se concrétiser au moyen des réformes et des investissements que nous entreprenons dans le secteur agricole.

Si l'ambition est un point de départ solide pour accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire, nous sommes conscients que des mesures doivent être prises rapidement pour tirer parti de la dynamique aux niveaux national et mondial. En Somalie, le Pacte pour l'alimentation et l'agriculture marque clairement le cap et nous avons commencé à agir en nous engageant à renforcer nos politiques et processus agricoles, à accélérer les investissements dans le capital humain et à recentrer nos efforts collectifs sur un développement socioéconomique durable et concrètement perceptible pour notre population au quotidien.

Notre objectif est d'aider les petits exploitants agricoles, les éleveurs pastoraux et les agropasteurs à redonner vie à leurs terres et à les transformer en exploitations florissantes qui assurent la sécurité alimentaire des communautés rurales au sens large et de la nation somalienne dans son ensemble, tout en produisant suffisamment pour consommer localement et vendre à profit sur les marchés internationaux.

À cet égard, la dynamique de notre secteur privé et les institutions financières en pleine expansion de notre pays sont toutes favorables à des investissements agricoles visant à moderniser le secteur; nombre d'entre elles ont commencé à œuvrer directement auprès des agriculteurs, en particulier les femmes et les jeunes hommes, afin de redonner de l'espoir et des perspectives dans l'agriculture. Nous encourageons aussi activement tous nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, y compris le FIDA, à nous aider à relancer l'agriculture au service de la sécurité alimentaire, de la paix, de l'emploi et de la prospérité.

Ceci est d'une importance cruciale à un moment critique pour notre pays et contribuera très certainement à accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire en Somalie.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La Somalie est un pays riche en ressources terrestres et marines qui devraient faire de notre pays un GRENIER À BLÉ et non un LIEU D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE. Trois obstacles majeurs se dressent cependant sur la voie de notre sécurité alimentaire: les conflits, les changements climatiques, et la dette insoutenable et les arriérés de paiement de notre pays.

En ce qui concerne les conflits, nous nous attachons désormais, comme je vous le disais, à combattre le groupe international dans notre pays, en tant que peuple uni, aux côtés de nos partenaires internationaux. Le peuple somalien a répondu à l'appel de son gouvernement, qui l'a exhorté à resserrer les rangs pour vaincre le fléau que représente le terrorisme dans notre pays; mobilisé de manière organique, il soutient activement les services de sécurité gouvernementaux pour libérer ses territoires. Ces territoires nouvellement libérés comptent de nombreuses terres agricoles mûres pour les investissements que nous espérons bien obtenir prochainement.

Nous avons bien des raisons d'être optimistes, à commencer par les progrès constants de notre programme d'allégement de la dette, le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international étant attendu d'ici à la fin de l'année. Nous espérons qu'il sera possible de mobiliser davantage de ressources potentielles, nationales et internationales, pour investir dans notre sécurité alimentaire, ce qui permettra à notre gouvernement

d'accélérer le mouvement grâce à des investissements réels et tangibles, en collaboration avec l'ensemble de nos partenaires, dont nos amis du FIDA font partie.

Face au véritable défi que représentent les changements climatiques pour la Somalie, nous devons mettre en place des mesures d'atténuation et d'adaptation qui nous aideront toutes et tous à surmonter les crises et les chocs récurrents induits par ce phénomène, notamment grâce à une meilleure gestion des ressources en eau, des crues et de l'érosion des sols. Nous avons, et c'est une première en Somalie, créé le Ministère de l'environnement qui sera le chef de file dans ces domaines cruciaux, ce qui témoigne du sérieux avec lequel nous prenons la nécessité de faire face à cette menace existentielle qui pèse sur nos systèmes alimentaires fragiles et sur notre mode de vie dans son ensemble.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir d'annoncer que les arriérés de la Somalie envers le FIDA sont désormais apurés grâce au soutien généreux et opportun des Gouvernements allemand, belge, suédois et italien. Je les remercie.

Aujourd'hui, grâce à ce nouveau départ, le FIDA peut intensifier son engagement en Somalie, car nous pouvons désormais accéder à tous les services que propose cette grande institution. Je crois savoir que le FIDA prépare déjà un nouveau programme avec notre gouvernement pour lutter contre l'insécurité alimentaire, la dégradation des terres et la perte de biodiversité et promouvoir l'adaptation aux changements climatiques. C'est en effet le début d'une nouvelle collaboration porteuse d'espoir qui ne manquera pas d'accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire sur le terrain pour les agriculteurs, les éleveurs pastoraux et les agropasteurs somaliens, et plus généralement pour les Somaliens et Somaliennes.

Pour conclure, le défi actuel de l'insécurité alimentaire en Somalie et dans le monde ne m'apparaît pas insurmontable. Ensemble, nous pouvons le relever grâce à des partenariats renouvelés et renforcés à même d'accélérer et de coordonner l'action contre l'insécurité alimentaire. Le partage des connaissances, la répartition des charges, les stratégies communes de mobilisation des ressources et la promotion des investissements et du commerce sont des solutions concrètes que nous pouvons élaborer ensemble.

Des discussions et des actions sont déjà en cours à l'échelle mondiale sur des questions importantes telles que les changements climatiques, la gestion des conflits, les infrastructures, l'économie bleue, la technologie, les migrations irrégulières, l'urbanisation rapide, le soutien aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, l'égalité femmes-hommes et la création d'emplois décents, pour n'en citer que quelques-unes.

Il faut toutefois maintenant faire la jonction entre tous ces thèmes importants, car tous sont intimement liés à l'accélération de l'action en faveur de la sécurité alimentaire. Qui plus est, nous devons nous pencher sur l'ensemble des systèmes alimentaires, pas seulement l'agriculture, mais aussi l'élevage et la pêche, afin de concevoir et de mettre en œuvre des politiques innovantes complètes, accompagnées de financements et d'investissements accessibles, pour surmonter la crise chronique de l'insécurité alimentaire qui sévit actuellement dans le monde. Pour ce faire, de nouvelles idées créatives et innovantes et une ouverture d'esprit seront nécessaires.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'agir seuls ou sans concertation si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies, en particulier l'élimination universelle de la faim et de la malnutrition d'ici à 2030, espoir et ambition qui nous réunissent aujourd'hui. À l'avenir, nous ferons tout notre possible pour continuer à éviter les arriérés, l'augmentation potentielle de recettes intérieures grâce au secteur agricole devant jouer un rôle clé.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je tiens une nouvelle fois à remercier celles et ceux qui se tiennent aux côtés de la Somalie dans les moments difficiles et qui ont été présents pendant les deux dernières décennies au cours desquelles notre pays a traversé des situations particulièrement difficiles. Une fois de plus, je suis reconnaissant envers le FIDA et salue la reprise de ses interventions en Somalie.

Je vous remercie.

## **Discours liminaire de Son Excellence Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade**

Monsieur Alvaro Lario, Président du Fonds international de développement agricole,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil des gouverneurs,

Mesdames et Messieurs réunis à l'occasion de cette quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA,

Je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser à vous, et de le faire d'une manière qui reflète le respect que je témoigne à l'égard d'une organisation dont la mission résonne si profondément en moi: investir dans les populations rurales.

J'ai grandi en zones urbaines, principalement parce que mon père et mon grand-père étaient tous deux des représentants de Bridgetown, la capitale. Même si le brouhaha de la vie urbaine coule dans mes veines, j'ai toujours profondément ressenti une admiration et un lien envers les gens qui ont grandi en milieu rural, sans parler de leur capacité à profiter de la nature bucolique d'un tel cadre. À bien des égards, je crois que ce n'est que lorsque vous vous éloignez de la course folle de l'environnement urbain, ou de ce que Bob Marley appelait une jungle de béton, et que vous entrez en contact avec des gens qui vivent à la campagne, dans ces espaces ouverts, que vous apercevez parfois ce que l'être humain a de mieux à offrir, en grande partie parce que cette sensation d'espace amplifie aussi tellement l'espace dans notre tête qu'elle nous permet de changer de perspective et de rêver.

Je ne dis pas tout cela pour paraître fleur bleue. En réalité, je considère qu'il s'agit d'une déclaration tout à fait pragmatique: si nous voulons ce qu'il y a de mieux pour notre planète et pour l'humanité, nous devons investir dans l'ensemble de nos populations, mais avant tout dans les populations rurales qui, très souvent, manquent de possibilités du fait de la distance qui les sépare des autres. J'en suis convaincue, car j'ai aussi la chance de diriger un pays et un parti politique dont les valeurs fondamentales reposent sur des investissements équitables répartis dans l'ensemble de la nation. Dans mon pays, le prix d'un trajet de bus en transport public urbain est le même que celui d'un trajet en bus transnational pour relier un village rural à un autre: 3,50 dollars de la Barbade, soit 1,75 dollar des États-Unis. Lorsque vous viendrez dans mon pays – oui, je vous invite toutes et tous à vous y rendre –, vous le constaterez de visu. Vous constaterez que notre peuple est convaincu que naître dans une famille rurale ne doit pas être pénalisant. Nous pensons qu'il ne faut ménager aucun effort pour rapprocher les services de la population et que le simple fait de vivre en milieu rural ne justifie aucunement de réduire l'accès aux services de base ou leur qualité, que ce soit l'électricité, l'eau, l'école, les transports, les centres de santé ou les zones de loisirs.

Lorsque vous irez à la Barbade pour vous aventurer à visiter nos magnifiques zones rurales, vous constaterez que, comme les populations rurales du monde entier, celles de la Barbade cultivent, préservent et cuisinent leurs aliments. Elles n'ont pas besoin d'images de marque mignonnettes comme « *slow food* » ou de termes techniques comme « sécurité alimentaire ». C'est leur vie. C'est ce qu'elles ont connu toute leur vie: cultiver, préserver et cuisiner leurs aliments. C'est tout ce qu'elles ont connu. Voilà pourquoi, chers collègues, malgré la distance et les différences qui séparent nos régions rurales des villes, quelles qu'elles soient, comme le disait le romancier et militant écologiste américain Wendell Berry, « la Terre est ce que nous avons tous en commun ». C'est-à-dire que, dans les villages et les communautés rurales, les populations ne peuvent échapper aux multiples crises que notre planète traverse aujourd'hui. En effet, les populations rurales de la planète ressentent le plein effet des crises dont elles ne sont aucunement responsables, et contre lesquelles elles sont peu protégées. La guerre, la pandémie, la crise climatique, les coûts énergétiques, la dégradation des récifs coralliens, les blocages du chargement et du déchargement des navires dans les ports, perturbant les chaînes d'approvisionnement; l'inflation; la récession. Tous ces problèmes ont engendré une diminution des quantités de carburants disponibles pour les pêcheurs,

d'aliments et d'eau pour les animaux des éleveurs pastoraux, et de semences et d'engrais pour que les agriculteurs produisent des aliments. Combinés, ces facteurs nous donnent un monde véritablement en proie à une crise alimentaire sans précédent.

Un rapport des Nations Unies saisissant révèle que le nombre de personnes qui souffrent de la faim aujourd'hui est plus élevé qu'il ne l'était en 2015, lorsque les objectifs de développement durable ont été définis. Je le répète: le nombre de personnes qui souffrent de la faim aujourd'hui est plus élevé qu'il ne l'était en 2015, lorsque les objectifs de développement durable, auxquels nous avons tous souscrit, ont été définis. Dès lors, la question est de savoir comment diable nous pouvons résoudre les problèmes complexes que posent les changements climatiques, la perte de biodiversité, l'élévation du niveau de la mer, la résistance aux antimicrobiens et l'infodémie si nous ne sommes même pas capables de déterminer comment répartir équitablement les aliments et les ressources pour que l'ensemble de la planète, notre planète, puisse se nourrir. Chers amis, effectivement, le monde a besoin de changement. Le monde a besoin de réforme. Le monde a besoin d'un système financier mondial adapté à toutes et à tous, qui offre des solutions capables de répondre sans délai aux questions budgétaires des pays vulnérables, tout en renforçant leur résilience face aux chocs.

Le monde a besoin d'un système qui réponde à l'éternel problème d'accès des pays pauvres aux ressources rapidement et à grande échelle pour faire face à la crise climatique, soulager la tension financière, permettre le développement économique et accroître la sécurité des citoyens. Cependant, le monde a aussi besoin de s'occuper de la condition des populations pauvres, dont 70% vivent dans des pays à revenu intermédiaire. Et si nous refusons aux pays à revenu intermédiaire l'accès aux fonds concessionnels, en étant particulièrement conscients de leur vulnérabilité face à la crise climatique, aux pandémies et à tant d'autres perturbations, nous n'atteindrons pas l'objectif de sortir les populations pauvres de la pauvreté. En réalité, chers amis, la croissance agricole parvient, deux à quatre fois mieux que d'autres secteurs, à réduire la pauvreté, à littéralement sortir les populations pauvres de la pauvreté. Pour éviter les crises alimentaires récurrentes et éliminer la faim et la pauvreté, les pays doivent disposer de la marge de manœuvre budgétaire qui leur permette d'investir rapidement et à grande échelle dans l'agriculture et dans les systèmes alimentaires, et d'assurer le développement rural à long terme. Les pays doivent avoir accès à la technologie. Ils doivent avoir accès à la sensibilisation du public et apprendre à leurs populations à cultiver leurs aliments sans pesticides traditionnels qui pourraient renforcer leur résistance aux antimicrobiens et donc aux infections au moment où elles auront le plus besoin d'être protégées.

Bien entendu, chaque région a ses particularités et ses propres défis. Dans ma région, les Caraïbes, majoritairement composée de petits États insulaires en développement, nous sommes fortement tributaires des importations de denrées alimentaires, vu que la production alimentaire nationale est extrêmement limitée du fait d'environnements naturels fragiles, de petites terres émergées ou d'un approvisionnement en eau limité, et des conditions énoncées dans la politique commerciale qui ne permettent pas à nos exploitants agricoles de cultiver leurs terres toute l'année de manière compétitive. Cette forte dépendance à l'importation de denrées alimentaires, hautement transformées et pasteurisées pour la plupart, a créé un problème plus insidieux mais non moins délicat: la crise nutritionnelle et celle des maladies non transmissibles. Voilà pourquoi nous ne parlons pas seulement de sécurité alimentaire, mais de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Chers amis, nous soutenons le Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires en développement. Il préconise une intensification de l'agriculture locale, l'autonomisation des petits exploitants agricoles et des petits producteurs, et cible en particulier les femmes et les jeunes, au cœur du développement de filières durables, résilientes et tenant compte des enjeux nutritionnels.

À la Barbade, nous avons considérablement augmenté les investissements dans l'industrie agricole, la nutrition et la sécurité alimentaire et en avons fait une priorité. Au niveau micro, nous nous sommes employés à donner plus d'ampleur à l'appui et aux connaissances des exploitants agricoles locaux et des petits exploitants agricoles. Nous poursuivons cette initiative, en particulier grâce à des pratiques qui, nous l'espérons, leur permettront d'abandonner les pratiques néfastes et d'améliorer leur capacité de lutter contre les superbactéries. Au niveau macro, conscients des défis posés par nos terres émergées, nous avons tiré parti de nos liens étroits avec nos voisins caribéens du Guyana et travaillons à la création d'un terminal alimentaire Barbade-Guyana dans le cadre d'un partenariat public-privé. Le Guyana dispose d'abondantes terres et eaux. La Barbade est un pôle régional pour les voyages aériens et maritimes. Nous allons donc y construire une installation polyvalente qui abritera 45 conteneurs appelés stations de stockage, de conditionnement et de traitement, ainsi qu'un grand réservoir d'eau. Les produits frais importés amélioreront non seulement la sécurité alimentaire et nutritionnelle de notre pays, ils viendront non seulement s'ajouter à la production de nos agriculteurs, mais ils nous permettront également de transformer et d'exporter des denrées alimentaires qui réduiront considérablement les recettes en devises et maintiendront le prix des denrées alimentaires à la baisse sur les marchés intérieurs.

À circonstances exceptionnelles, mesures exceptionnelles. C'est la raison pour laquelle, chers amis, je suis tellement ravie de m'adresser à vous aujourd'hui. Le lancement de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA est l'occasion pour les gouvernements et les institutions financières du monde d'admettre que nous devons investir dès maintenant dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle des citoyens de la planète, en particulier des populations pauvres. Investir dans l'agriculture paysanne. Investir dans la production locale diversifiée et dans la transformation des systèmes alimentaires. Investir pour éradiquer de la planète le fléau de la faim et mettre fin à la crise nutritionnelle. Comme le disait Bob Marley – vous savez que j'adore le citer –, « leurs ventres sont pleins, mais nous avons faim, une foule affamée est une foule déchaînée ». Si le monde peut trouver des fonds pour financer des guerres interminables, pour envoyer des robots sur Mars et pour traiter la calvitie masculine, alors, chers amis, nous pouvons certainement trouver la volonté et les fonds pour nous adapter à la crise climatique, l'atténuer et y mettre un terme. La volonté et les fonds pour faire en sorte de reléguer l'insécurité alimentaire aux livres d'histoire. Nous pouvons donc certainement trouver la volonté et les fonds pour aider en priorité nos exploitants agricoles pour qu'ils nous aident à mettre un terme à cette insécurité alimentaire, pour qu'ils puissent construire une vie correcte pour leur famille et pour que, finalement, grâce aux investissements, à l'alimentation et à l'agriculture durables, ils nous aident à boucler la boucle, de manière à nourrir les populations de notre planète, pas seulement de notre pays, et à le faire promptement.



**Déclaration de Son Excellence Antonio Tajani, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République italienne, prononcée en son nom par Edmondo Cirielli, Ministre adjoint des affaires étrangères et de la coopération internationale**

C'est un honneur pour l'Italie d'accueillir cette importante session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Permettez-moi de remercier tout spécialement le président du Conseil des gouverneurs, le Président du Fonds international de développement agricole et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

La sécurité alimentaire est une priorité et un volet fondamental de la politique étrangère de l'Italie.

L'Italie soutient activement le FIDA, non seulement en accueillant le siège du Fonds, mais – surtout – en s'engageant de manière stratégique en faveur de son mandat. L'Italie figurait ainsi parmi les cinq premiers contributeurs lors de la dernière reconstitution des ressources du FIDA, en 2021. Cela témoigne également de l'appui vigoureux que notre pays apporte au niveau des politiques.

Il est manifeste que le Fonds est doté d'un mandat unique au sein des organisations et des institutions financières internationales, ayant pour mission d'appuyer les petits exploitants et les communautés rurales, lesquels constituent l'épine dorsale de l'agriculture et du développement mondial durable. Nous nous félicitons de l'action menée par le Président du FIDA, Alvaro Lario, et notamment des récentes innovations introduites dans l'institution, qui seront, nous en sommes convaincus, essentielles pour mobiliser davantage de ressources et, en particulier, pour renforcer l'efficacité. Nous pensons que les liens de plus en plus étroits et la collaboration synergique avec le secteur privé, ainsi que les nouvelles modalités de financement étudiées, sont des innovations majeures qui sont cohérentes avec les objectifs mondiaux de la coopération au service du développement – il est important que le développement inclusif fasse partie intégrante de la coopération au service du développement, de façon à mobiliser des ressources du secteur privé en complément de celles des États membres.

Dans ce contexte, nous pensons que les réunions comme celle-ci sont très importantes, et les débats du Conseil des gouverneurs – élément moteur de l'organisation – nous intéressent tout particulièrement.

Cette réunion est d'autant plus importante cette année, qui est celle de la reconstitution des ressources du Fonds. La Treizième reconstitution des ressources du FIDA arrive à un moment décisif et sans précédent en ce qui concerne l'agriculture et la sécurité alimentaire, alors que la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine a exacerbé une série d'événements à l'échelle mondiale.

Pour cette raison, nous nous réjouissons que la demande d'adhésion de l'Ukraine ait été présentée au Conseil des gouverneurs. L'Italie soutient avec conviction l'admission de ce pays au sein des membres du Fonds.

Permettez-moi de remercier une nouvelle fois le FIDA pour sa collaboration au Dialogue ministériel méditerranéen sur la crise de la sécurité alimentaire. Cette initiative a été lancée par l'Italie après la crise en Ukraine, et nous constatons avec satisfaction que la phase de planification est en bonne voie, tout en gardant à l'esprit qu'une action concrète et efficace sera nécessaire pour la mettre en œuvre.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons travailler ensemble à la concrétisation de l'objectif de développement durable n° 2 du Programme de développement durable à l'horizon 2030: l'élimination de la faim. Cet objectif est par nature systémique, car il influe sur presque tous les autres objectifs: sans accès à des aliments nutritifs, il n'est pas possible d'exercer une activité ni d'entrevoir la perspective d'une vie meilleure.

L'Italie encourage activement une coordination systématique entre les organismes ayant leur siège à Rome. Cette synergie est essentielle à la formulation des stratégies concrètes qui permettront d'opérer la transformation des systèmes agroalimentaires dont nous avons plus que jamais besoin.

C'est dans cette optique que Rome accueillera en juin le bilan de la transformation des systèmes alimentaires. Nous comptons sur le soutien de tous les organismes ayant leur siège à Rome pour cette réunion qui mettra en avant les progrès accomplis à ce jour et – surtout – permettra de mobiliser les énergies sur la question de la sécurité alimentaire.

Je vous remercie.

## **Déclaration prononcée par David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial**

Mesdames et Messieurs, nous voici réunis pour la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA alors que le monde connaît la pire crise alimentaire et humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale. En 2022, nous essuyions déjà une terrible tempête provoquée par une explosion des conflits, les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques. Et alors même que nous pensions avoir vu le pire, une guerre a éclaté en Ukraine, dans le grenier de la planète, et les soupes populaires se sont multipliées aux quatre coins du globe. Ces conséquences sont effroyables.

Depuis le début du conflit, les prix des produits alimentaires, des carburants et des engrais se sont envolés, plongeant des millions et des millions de personnes supplémentaires dans la faim. Aujourd'hui, 349 millions d'individus sont menacés de famine. Il est difficile de croire qu'il y a seulement quatre ou cinq ans ils n'étaient que 80 millions. Ces 80 millions sont ensuite devenus 135 millions sous l'effet des conflits et des changements climatiques, puis 276 millions du fait de la pandémie de COVID-19, puis la guerre en Ukraine est survenue et maintenant quelque 350 millions souffrent de la faim.

Parmi elles, 49 millions de personnes dans 49 pays sont au bord de la famine. Sans aide humanitaire immédiate et massive, elles risquent de basculer. C'est pourquoi le Programme alimentaire mondial (PAM) est pleinement déterminé à agir en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), nos institutions sœurs ayant leur siège à Rome, pour apporter de l'aide là où le besoin s'en fait le plus sentir.

Mais nous devons aussi investir dans le renforcement des systèmes alimentaires mondiaux afin que les populations qui pâtissent de la faim puissent améliorer leur résilience face aux futures menaces concernant leur sécurité alimentaire. Le FIDA a un rôle essentiel à jouer à cet égard. En tant que fonds mondial dédié à l'investissement dans l'alimentation et l'agriculture, le FIDA est en mesure d'expérimenter et de reproduire à plus grande échelle des solutions qui libèrent le potentiel de la petite agriculture par la mise en place de marchés efficaces à même de favoriser une croissance durable et de créer des possibilités d'investissement et d'emploi dans les zones rurales.

En travaillant de concert, le PAM et le FIDA peuvent accélérer les progrès vers l'édification d'un monde libéré de la faim. Le FIDA peut ainsi mobiliser l'empreinte opérationnelle du PAM, qui couvre plus de 120 pays, pour nouer des contacts avec des États et d'autres partenaires du monde entier, et le PAM peut tirer parti de l'incalculable expertise du FIDA en matière d'investissement de façon à déployer à plus grande échelle des solutions véritablement efficaces à la faim.

Nos deux organisations participent ensemble au Programme régional Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques, aussi connu sous le nom de Programme SD3C. Celui-ci repose sur un financement de 110 millions d'USD du FIDA combiné à une assistance technique du PAM et vise à accroître la résilience et la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Mais nous pourrions en faire encore beaucoup plus ensemble. Alors que les organismes ayant leur siège à Rome mettent tout en œuvre pour lutter contre la crise alimentaire à l'échelle mondiale, notre succès se mesurera au nombre de vies que nous parviendrons à sauver et à changer.

Et chaque enfant souffrant de la faim que nous n'aurons pas pu aider à temps sera une preuve de notre échec. Nous ne pourrions surmonter cette crise sans précédent que par une collaboration plus étroite que jamais. Au PAM, nous sommes prêts à jouer pleinement notre rôle, et je sais qu'il en va de même pour nos collègues de la FAO et du FIDA, donc nous comptons sur la participation du Conseil des gouverneurs du FIDA et de l'ensemble des représentantes et des représentants permanents à Rome à nos côtés

dans cette entreprise d'une importance vitale. Ensemble, nous devons investir pour faire disparaître la faim. Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une réunion fructueuse.

## **Discours de Alvaro Lario, Président du Fonds international de développement agricole (FIDA)**

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs,

Avant d'entamer nos travaux, je tiens à présenter mes plus profondes condoléances au peuple de la République arabe syrienne et à celui de Türkiye, qui ont tant perdu et tant souffert dans les tremblements de terre de la semaine dernière.

Alors que nous entamons les délibérations de notre Conseil des gouverneurs, j'aimerais nous ménager un instant de réflexion sur le thème de cette année.

Combien faudra-t-il de victimes de la malnutrition aiguë avant que nous n'accélérons notre action en faveur de la sécurité alimentaire?

900 millions? 950? Un milliard?

Aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes ne se nourrissent pas suffisamment pour vivre des vies productives et actives.

C'est à peu près autant que l'ensemble de la population des États-Unis, du Nigéria, du Bangladesh et de l'Italie mise bout à bout.

La Corne de l'Afrique traverse la sécheresse la plus longue et la plus grave jamais enregistrée. Le cours des denrées, du carburant et des engrais ne fait qu'empirer la situation.

Aujourd'hui, aux côtés du Président de la Somalie, je suis fier de pouvoir dire que, grâce aux généreuses contributions de plusieurs États membres du FIDA, ce pays pourra à nouveau accéder aux ressources du Fonds. L'heure est grave, car la sécurité alimentaire du pays est de plus en plus menacée.

La faim guette encore des millions de personnes. En Afghanistan, 20 millions de personnes ne mangent pas à leur faim; en République démocratique du Congo, 26 millions de personnes devraient être dans la même situation d'ici la mi-2023; au Soudan du Sud, plus de la moitié de la population souffre déjà de la faim. Au Yémen, 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë.

Chaque personne qui risque de souffrir de la faim est une raison de renforcer l'action pour la sécurité alimentaire sans plus attendre.

Voilà pourquoi le Conseil des gouverneurs de cette année est consacré au thème « Accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire ». Voilà aussi pourquoi nous travaillons d'arrache-pied avec la FAO et nos autres partenaires pour tenir les promesses faites au Sommet sur les systèmes alimentaires. Le plus tôt sera le mieux: agir trop tard, c'est la tragédie assurée pour des millions de personnes. Nous devons faire absolument tout notre possible pour éviter ces crises.

Les changements climatiques, les conflits et l'inflation mettent à rude épreuve l'agriculture et la sécurité alimentaire.

800 millions de personnes – voilà la marge qui sépare les États des engagements contractés au titre du deuxième objectif de développement durable, à savoir l'élimination de la faim à l'horizon 2030.

L'immense majorité des personnes les plus affectées par la faim vivent dans les zones rurales des pays en développement – leur vie et leurs moyens d'existence dépendent de l'agriculture.

Le FIDA est déterminé à faire en sorte que celles et ceux que nous servons, qui produisent une bonne partie de notre nourriture, bénéficient de l'accompagnement nécessaire pour se donner des moyens d'existence et consolider leur résilience. Il ne faut pas y voir des victimes passives, mais de puissants moteurs de changement.

La crise alimentaire qui sévit aujourd'hui ne saurait être imputée à tel ou tel conflit, à telle ou telle pandémie, ni même aux changements climatiques. Bien souvent, elle résulte de la confluence de ces phénomènes, qui s'ajoutent aux faiblesses et au sous-investissement chroniques qui caractérisent la structure générale des systèmes alimentaires.

La crise naît aussi des inégalités criantes qui coupent les petits exploitants agricoles et autres habitants des zones rurales de toute perspective économique et les réduisent à la pauvreté extrême.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes plongés dans une crise permanente. Il en sera ainsi tant que nous réagirons à chaque situation d'urgence isolément sans investir en même temps dans des solutions générales à plus long terme.

Il est plus économique de régler un problème que de réagir aux urgences. Plus nous attendons, plus le coût augmente.

Aujourd'hui, nos systèmes alimentaires n'assurent ni la sécurité alimentaire, ni la nutrition de tous et toutes, ni la dignité des moyens d'existence des agriculteurs et agricultrices et des autres travailleurs et travailleuses qui remplissent notre assiette. En même temps, les systèmes alimentaires sont à l'origine d'un tiers environ de tous les gaz à effet de serre et de près de 80% du recul de la biodiversité, et consomment 70% de l'eau potable sur Terre.

Il est toutefois possible de transformer les systèmes alimentaires pour qu'ils produisent des moyens d'existence décents et aident à combattre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, à court et à long terme.

Les petites productrices et petits producteurs et les entrepreneuses et entrepreneurs ruraux doivent être au cœur de nos investissements, et ce pour de nombreuses raisons. Un tiers de notre nourriture provient de petites exploitations, alors même que celles-ci occupent moins d'un dixième des terrains cultivés.

Les petites exploitations sont efficaces, présentent une plus faible empreinte carbone et environnementale et préservent la biodiversité au lieu de l'assécher.

Autrement dit, par quelque bout qu'on le prenne, ce sont de bons investissements. Le PIB issu de l'agriculture contribue deux à trois fois plus efficacement que celui de tout autre secteur à réduire la pauvreté.

Or derrière ces chiffres, ce sont des gens en chair et en os: les 3 milliards de personnes qui vivent de la petite agriculture et en dépendent pour leurs moyens d'existence.

Mesdames et Messieurs,

Les bouleversements nés de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine ont montré combien il importait de raccourcir les chaînes de valeur et de faire en sorte que les producteurs ou industriels alimentaires locaux approvisionnent les marchés des environs.

Imaginez la contribution que les populations rurales pourraient encore apporter à la sécurité alimentaire, la paix et la stabilité mondiales si elles avaient les ressources nécessaires pour améliorer leurs exploitations et leurs entreprises et pour prospérer, au lieu de survivre. Si elles avaient accès aux financements voulus pour investir dans la production durable, la technologie et les approches climato-compatibles, et à de meilleurs débouchés commerciaux, à un meilleur entreposage après la récolte et à d'autres formes de soutien.

Des petites exploitations productives et rentables sont également la promesse d'une collaboration avec les petites et moyennes entreprises qui transforment, stockent et commercialisent la nourriture, et donc d'emplois dans les segments intermédiaires des systèmes alimentaires et d'un avenir dans les zones rurales, en particulier pour la jeunesse.

Mesdames et Messieurs,

Alors que la population mondiale a dépassé les 8 milliards de personnes, et que les changements climatiques perturbent les cycles météorologiques et les périodes d'ensemencement dans le monde entier, il nous faut augmenter les investissements à un rythme et avec une intensité plus soutenus que jamais.

À proprement parler, le FIDA est aujourd'hui le véhicule le plus direct dont dispose la communauté internationale pour acheminer les investissements dans des systèmes alimentaires durables au service du développement.

Depuis 1977, par le jeu du cofinancement, le FIDA transforme chaque dollar versé à ses ressources de base par les États membres en six dollars investis sur le terrain.

Le FIDA a été chargé de piloter pour le compte de l'ONU le volet « financement » de la transformation des systèmes alimentaires. Nous sommes également à la tête de la coalition des banques publiques de développement visant à intensifier les investissements écologiques et inclusifs dans l'agriculture. Et nous codirigeons la coalition sur le travail décent, qui vise à faire en sorte que les agriculteurs et agricultrices, et plus généralement les travailleurs et travailleuses du système alimentaire, aient un revenu qui leur permette de vivre et se nourrissent à leur faim.

En tant qu'**assembleur de financements**, le FIDA est bien placé pour forger des partenariats stratégiques et mobiliser des ressources en attirant des cofinancements nationaux et internationaux.

Le FIDA a également réussi à mobiliser des ressources issues du secteur privé au moyen de son Programme de participation du secteur privé au financement et à galvaniser les donateurs en faveur des petites et moyennes entreprises rurales. En ce qui concerne les changements climatiques, le FIDA est parvenu à catalyser les ressources au moyen du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne, aidant ainsi les petits producteurs à parer aux effets des changements climatiques.

Alors que les crises et les conflits font rage, la recrudescence de la fragilité nous force à nous tenir sur le qui-vive. Le FIDA a montré que, en situation de fragilité, il savait renforcer les institutions locales tout en combattant dans la durée les facteurs qui sous-tendent les conflits locaux.

Dans ce domaine, nous nous engageons à augmenter nos capacités et à travailler avec les États membres pour intervenir davantage, au profit de celles et ceux qui vivent en situation de fragilité.

Mesdames et Messieurs,

La crise alimentaire que nous traversons aujourd'hui est trop vaste pour qu'aucune institution ne puisse s'y mesurer à elle seule. À défi mondial, riposte mondiale.

Le FIDA est la plateforme dont dispose la communauté internationale pour produire une montée en puissance de la transformation des systèmes alimentaires. Nous rassemblons 177 États membres, sans compter ceux qui nous rejoindront. Et cela, parce que la réputation du FIDA n'est plus à faire et que nous avons tissé des liens de confiance vieux de plus de 40 ans avec les États, les ONG, les agences de développement, des entités privées et les populations rurales pauvres elles-mêmes.

Dans les années à venir, nous voulons en faire encore davantage ensemble. Nous voulons atteindre encore davantage de personnes, élargir encore notre impact et donner espoir et perspectives à celles et ceux qui aujourd'hui sont dans la tourmente.

C'est à notre portée. La Treizième reconstitution des ressources, qui s'approche à grands pas, est l'occasion d'augmenter les investissements et l'impact.

Il est à notre portée de contribuer à remettre le monde sur la voie de notre objectif partagé, l'élimination de la pauvreté et de la faim. Il est à notre portée de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable. À notre portée, avec votre soutien.

Merci.



## **Synthèse des délibérations de la sixième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA par M<sup>me</sup> Margaret Tunda Lepore, membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones**

La sixième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA s'est tenue les 9, 10 et 13 février 2023. La réunion était l'aboutissement d'un vaste processus mondial de délibération sous la forme de réunions de consultation régionales et sous-régionales en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie, et dans le Pacifique. Les discussions approfondies tenues sur le thème du Forum ont débouché sur les principales recommandations résumées ici.

### **Préambule**

Nous, peuples autochtones, sommes de ceux qui subissent tout particulièrement les effets des changements climatiques. Ceux-ci sont à l'origine de perturbations de l'agriculture et autres activités de subsistance ainsi que des écosystèmes, de menaces croissantes à l'intégrité et à la sécurité des terres et des territoires ainsi que des ressources autochtones, et d'une aggravation de l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, ces effets entraînent l'adoption de stratégies non durables quant aux moyens d'existence – notamment les migrations –, l'accroissement des tensions et des conflits et l'augmentation de la charge dévolue aux femmes, aux enfants, aux jeunes, aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

De même, nous sommes préoccupés par certaines actions climatiques préjudiciables et injustes relevant d'importants projets d'énergie renouvelable qui impliquent l'extraction de minéraux nécessaires à la transition énergétique et nous sont imposés dans nos territoires en l'absence de notre consentement et au mépris de nos droits.

L'action climatique menée par les peuples autochtones se heurte à de nombreux défis: le manque de reconnaissance, de compréhension et de respect de nos institutions de gouvernance et de prise de décision ainsi que de nos droits, en particulier le consentement préalable, libre et éclairé; des lois et des pratiques discriminatoires; des déplacements forcés et des empiètements sur nos terres et nos territoires; l'absence d'espace octroyé à la planification autochtone; l'exclusion des peuples autochtones des débats, des prises de décisions et du financement relatifs aux changements climatiques.

Malgré les défis considérables auxquels nous sommes confrontés, nous continuons à faire preuve de résilience et à jouer un rôle actif de chef de file de différentes manières et selon divers processus à tous les niveaux.

Les actions d'adaptation menées par les communautés autochtones s'appuient sur des technologies, des savoirs et des moyens traditionnels, ainsi que sur l'intégration d'innovations. Il s'agit notamment d'ajuster les calendriers agricoles, d'adopter des variétés de semences et des espèces animales plus résilientes, de diversifier l'agriculture et les stratégies relatives aux moyens d'existence, et de protéger l'eau et les sols.

Des mesures d'atténuation sont également prises, telles que le reboisement, la planification des sols et des territoires, des projets de vie fondés sur nos visions du bien-être, des pratiques agricoles durables, la défense de nos terres contre les empiètements et des projets d'énergie renouvelable gérés par la communauté.

Nous renforçons ces actions en consolidant les modes d'organisation et institutions traditionnels, en établissant des partenariats et en renforçant la solidarité avec des organisations nationales et internationales et avec d'autres communautés, et en menant des actions de sensibilisation.

Le rôle de chef de file des peuples autochtones en matière de climat trouve son origine dans nos formes de connaissance et notre manière d'être, qui se caractérisent par une relation profonde, intime et réciproque avec la terre, notre vie collective, notre esprit résilient et créatif, et notre vision interculturelle et à long terme. Notre leadership en matière de climat est aussi étroitement lié à l'intégrité, à la sécurité et à la santé de nos terres et de nos territoires et à leur conservation; à des institutions sociales autochtones solides qui soutiennent les communautés; à la vitalité de nos systèmes d'acquisition des savoirs et à notre dimension spirituelle; et à une écologie sociale, économique et politique favorable.

L'action climatique menée par les peuples autochtones met en relief l'importance du rôle des femmes en tant que détentrices et passeuses de savoirs, et en tant que piliers et gardiennes de la vie et du bien-être de la communauté. De même, l'expérience autochtone met en évidence le rôle important des jeunes en tant que chefs de file.

Le FIDA se révèle être un partenaire important pour les peuples autochtones, de par ses efforts tangibles pour assurer notre participation et pour tenir compte et donner suite à nos points de vue dans ses plans et politiques.

Forts des délibérations franches et ouvertes que nous avons eues ces derniers mois tout au long du processus de consultation et à l'occasion de cette réunion mondiale, nous recommandons ce qui suit:

### **Recommandations adressées au FIDA**

#### *Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones*

1. Allouer des ressources financières et humaines suffisantes pour mettre pleinement en œuvre la Politique actualisée d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. Cela suppose, entre autres mesures: le recrutement de personnel spécialisé à tous les échelons, y compris un(e) spécialiste technique principal(e); la traduction et la publication de la Politique dans les langues autochtones; la sensibilisation et le renforcement des capacités des peuples autochtones, des gouvernements et du personnel du FIDA; la mise au point d'outils de suivi.
2. Élaborer des lignes directrices et des protocoles pour faire en sorte que les membres du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA participent effectivement, en qualité d'observateurs, au Conseil d'administration du FIDA.

#### *Processus et dialogue du Forum des peuples autochtones*

3. Améliorer la communication, le dialogue et le partage d'informations avec les peuples autochtones, y compris les participants au Forum des peuples autochtones, notamment aux niveaux régional et national. À cet égard, il s'agit notamment d'organiser des réunions trimestrielles, de créer des groupes de coordination nationaux et de désigner des coordonnateurs au sein des équipes de pays du FIDA et des organisations de peuples autochtones.
4. Veiller à ce que les recommandations du Forum soient intégrées dans les plans d'action régionaux à convenir avec les divisions régionales du FIDA.

#### *Programmes de pays du FIDA*

5. Assurer la participation pleine et indépendante des peuples autochtones à la conception, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des stratégies, des projets et des programmes du FIDA à tous les niveaux pour: i) les aligner sur nos besoins, nos priorités et nos aspirations, en tenant compte de l'égalité femmes-hommes, des

spécificités intergénérationnelles et des personnes handicapées; ii) intégrer nos valeurs, nos régimes fonciers, nos systèmes de gouvernance et de savoirs, en tenant compte de nos cycles de planification et de vision territoriales; iii) veiller à ce que les interventions, loin de perturber nos systèmes, les renforcent et en tirent parti.

6. Fournir les informations, les ressources et le renforcement des capacités nécessaires pour permettre aux peuples autochtones de participer efficacement à la conception, à la mise en œuvre, et au suivi-évaluation des stratégies, des projets et des programmes, et garantir la participation et l'embauche de consultants autochtones dans ces processus.
7. Veiller à ce que les équipes de pays du FIDA s'engagent activement et collaborent avec d'autres organismes des Nations Unies pour une meilleure complémentarité et de meilleures synergies dans le soutien à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et de la Politique actualisée d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones.

#### *Les peuples autochtones prennent en charge l'action climatique*

8. Renforcer le rôle de chef de file du FIDA dans son engagement aux côtés des peuples autochtones, afin de:
  - a. promouvoir le respect et la protection par les pouvoirs publics des droits et du bien-être des peuples autochtones, y compris au moyen du consentement libre, préalable et éclairé, en particulier dans les pays où il n'existe pas de protocoles, et prévoir des mécanismes de réclamation efficaces;
  - b. favoriser un dialogue et une coopération véritables avec les organisations autochtones, les institutions traditionnelles et les pouvoirs publics, et veiller à ce que ces derniers soient informés de la Politique actualisée sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones et des interventions du FIDA sur le terrain;
  - c. mobiliser le soutien, y compris le financement direct, d'autres agences internationales pour assurer le rôle moteur des peuples autochtones en matière d'action climatique;
  - d. faciliter et soutenir la participation véritable des peuples autochtones aux actions en faveur du climat et de la biodiversité à tous les niveaux.
9. Investir dans le renforcement des capacités des peuples autochtones, notamment pour parvenir à un financement climatique culturellement approprié, y compris pour ce qui est des risques de catastrophes et des mécanismes de réponse, et pour la conception et la gestion des projets et des programmes. Plus concrètement: i) élaborer un programme de stages et de bourses pour les chefs et les professionnels autochtones au FIDA, en donnant la priorité aux femmes et aux jeunes; ii) faciliter le partage des connaissances entre les partenaires du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) sur la question du leadership climatique.
10. Augmenter le soutien direct aux initiatives des peuples autochtones, en mettant l'accent sur les femmes, les filles, les personnes handicapées et les jeunes, en matière de leadership climatique et de résilience, notamment par l'intermédiaire de l'IPAF.

#### **Recommandations adressées aux gouvernements**

11. Élaborer une législation, des politiques et des programmes qui protègent et font progresser les droits des peuples autochtones, et promouvoir leur mise en œuvre

effective en coordination avec nos peuples, nos communautés et nos organisations, en garantissant notre consentement préalable, libre et éclairé, l'alignement sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la mise en œuvre de la Politique actualisée sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. Reconnaître et protéger les droits fonciers et l'intégrité des « territoires de vie » autochtones et promouvoir la mise en œuvre d'un développement autonome sur la base de ressources techniques, financières et institutionnelles suffisantes.

12. Soutenir le leadership climatique des peuples autochtones par des programmes, des politiques et des ressources suffisantes et par des mécanismes de financement qui renforcent l'autonomie de notre développement, en accordant une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées.
13. Assurer la participation pleine et effective des peuples autochtones, y compris les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, aux discussions, à la prise de décision et aux processus de planification, notamment ceux liés aux actions en matière de climat et de conservation, à tous les niveaux.

### **Nos engagements en tant que peuples autochtones**

En tant que peuples autochtones, nous prenons les engagements suivants:

14. Continuer à protéger et à améliorer la santé et l'intégrité de nos terres, territoires et ressources par des pratiques de gestion durable des ressources naturelles.
15. Revitaliser et continuer à développer et transmettre les valeurs, les savoirs et les pratiques des peuples autochtones, y compris nos formes de gouvernement et de prise de décision, en tant qu'institutions clés dans la gestion de nos terres, territoires et ressources, et dans notre action climatique.
16. Continuer à défendre les droits et le bien-être des peuples autochtones, ainsi qu'une participation pleine et diversifiée aux processus décisionnels du FIDA concernant les changements climatiques et à la conservation de la biodiversité à tous les niveaux.
17. Continuer à renforcer la collaboration et la solidarité entre les peuples autochtones pour appuyer l'action menée en matière de climat, notamment par de la documentation et un partage de nos savoirs et expériences.
18. Renforcer les capacités des femmes et des jeunes autochtones et leur participation aux processus et organisations décisionnaires, en reconnaissant l'intérêt considérable de leur contribution à la prise en main de l'action climatique.
19. Renforcer la collaboration et améliorer la communication avec le FIDA à tous les niveaux, notamment en traduisant la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones dans les langues autochtones et dans des formats accessibles.
20. Soutenir la Treizième reconstitution des ressources du FIDA. En tant que délégués des peuples autochtones à cette sixième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, nous exprimons notre sincère gratitude et notre appréciation à la direction et au personnel du FIDA pour avoir organisé cette importante réunion visant à renforcer le partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones.

## **Discours de clôture de Alvaro Lario, Président du Fonds international de développement agricole (FIDA)**

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs,

En clôturant la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, dressons un bilan de cette session particulièrement fructueuse et des riches discussions thématiques que nous avons tenues ces deux derniers jours. Le Conseil des gouverneurs a approuvé l'admission d'un Membre supplémentaire, l'Ukraine, ce qui nous rapproche de l'adhésion universelle.

Vous conviendrez tous que chaque personne qui connaît la faim justifie que nous intensifions notre action en faveur de la sécurité alimentaire, de la résilience rurale et de la transformation des systèmes alimentaires. Cela est d'autant plus nécessaire aujourd'hui, alors que les effets de la crise alimentaire, des carburants et des engrais sur les populations les plus vulnérables du monde se font encore sentir.

Mesdames et Messieurs,

Huit cents millions de personnes nous séparent encore de l'objectif de développement durable n° 2, l'objectif « Faim zéro », d'ici à 2030, mais la présente session du Conseil des gouverneurs a été marquée par des messages forts et des échanges utiles quant aux solutions globales à plus long terme pour accélérer l'action.

Le Président de la République fédérale de Somalie, Son Excellence, Hassan Sheikh Mohamud, nous a rappelé que le défi actuel de l'insécurité alimentaire n'était pas insurmontable. « Ensemble, nous pouvons en venir à bout. »

L'optimisme de Son Excellence confirme que l'approche du FIDA consistant à investir dans les zones en situation de fragilité est particulièrement nécessaire.

Nous pouvons briser le cercle vicieux des conflits et de la faim, proposer des solutions nouvelles et investir dans des solutions durables et le renforcement de la résilience.

Lorsque nous avons examiné en profondeur la question de l'insécurité alimentaire en Afrique, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Cristina Duarte, également Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique, a décrit de manière très simple l'approche qui s'impose: « Nous devons passer de la gestion de la pauvreté à la gestion du développement. »

Nos partenaires nous ont dit combien il importait d'aborder les questions de l'eau, de l'énergie et des engrais, en soutenant les solutions locales, les infrastructures sur mesure et la production locale, de manière à favoriser ce développement à long terme.

Le FIDA sait bien, grâce à son action, que les populations vulnérables sont souvent les plus ingénieuses pour relever les défis de la sécurité alimentaire. Nous nous appuyons sur leurs connaissances uniques, sur leur expertise et sur leurs solutions pour susciter le changement.

Les représentants des populations autochtones nous ont rappelé l'importance de traduire les politiques mondiales en actions locales et d'exploiter leurs savoirs pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer les projets.

Les jeunes ruraux nous ont expliqué comment ils partageaient l'information et les meilleures pratiques dans leurs communautés. Leurs efforts élargissent la portée de l'action du FIDA en faveur d'un avenir durable et sûr au plan alimentaire, libéré de la faim et de la pauvreté.

Il reste que les difficultés actuelles sont bien trop grandes pour être surmontées par une institution seule. C'est pourquoi nous comptons sur le soutien accru de nos États

membres et continuerons d'exploiter des mécanismes de financement innovants et de faire appel à la coopération avec le secteur privé pour maximiser nos investissements.

Mesdames et Messieurs,

Son Excellence Mia Amor Mottley, la Première Ministre de la Barbade, nous a fait part d'un constat très pragmatique: « Si nous voulons obtenir ce qu'il y a de mieux pour l'humanité, nous devons investir dans les populations rurales. »

Avec votre soutien, le FIDA est prêt à le faire.

La prochaine reconstitution des ressources du FIDA, FIDA13, est notre chance d'accroître les investissements et l'impact qui peuvent contribuer à remettre le monde sur la voie de notre engagement commun d'éradiquer la pauvreté et la faim.

Je tiens à remercier nos gouverneurs pour leur soutien indéfectible au FIDA et à notre Treizième reconstitution des ressources. Merci pour vos idées et vos suggestions qui permettront au FIDA de jouer le rôle d'assembleur de financements pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de conclure en remerciant le personnel du FIDA pour son incroyable engagement envers cette institution et son mandat, ainsi que les interprètes et l'équipe d'organisation pour leur travail acharné qui a permis de faire de cette session, premier Conseil des gouverneurs tenu en personne depuis deux ans, une réussite.

Je tiens tout particulièrement à remercier Dominik Ziller, à qui nous faisons nos adieux, et dont celui-ci est le dernier Conseil des gouverneurs en tant que Vice-Président du FIDA.

Beaucoup d'entre nous ont rencontré Dominik lorsqu'il occupait la fonction de Directeur général de la coopération et de la politique de développement international au Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et celle de Gouverneur du FIDA pour l'Allemagne. Déjà dans ces fonctions, il était partisan d'un soutien accru aux populations rurales et d'un FIDA plus fort.

Je remercie sincèrement Dominik pour les contributions essentielles qu'il a apportées au programme de réforme du FIDA, en particulier notre transformation en une institution financière internationale solide.

Dominik s'est fait le champion de l'amélioration des moyens que nous mettons en œuvre pour assurer la qualité de nos programmes et projets, pour évaluer et gérer les risques, et pour planifier les effectifs de manière plus agile et plus prospective.

Il est reconnu en tant que grand dirigeant, franc-tireur défenseur de l'efficacité et fervent promoteur de l'égalité femmes-hommes et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Je sais que vous toutes et tous – gouverneurs, membres du Conseil d'administration, représentants au FIDA – tenez Dominik en haute estime et faites confiance à son approche directe. Ses contributions nous ont aidés à aller sur le bon chemin pour tenir notre promesse commune d'accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire, et ce dès à présent.

Merci.

## **Discours de clôture de Son Excellence Alex Alonso Contreras Miranda, président de la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs les Délégués,  
Mesdames et Messieurs,

Nous voici parvenus à la conclusion de cette quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Après deux années de restrictions du fait de la pandémie de coronavirus, être en mesure de diriger cette session en présentiel a été un honneur et un plaisir. Outre qu'elle a favorisé des discussions en plénière fructueuses, cette session en présentiel a permis de renouer avec les interactions dynamiques de personne à personne qui ont tant manqué aux gouverneurs et aux délégués.

Permettez-moi de profiter de cette occasion pour vous adresser, à toutes et tous, mes profonds remerciements. Merci d'avoir participé activement aux délibérations, d'avoir partagé vos connaissances et vos idées, et d'avoir renforcé le rôle d'innovateur et de catalyseur que joue le FIDA dans l'accélération de l'action en faveur de la sécurité alimentaire.

Au cours de ces deux derniers jours, nous avons examiné un certain nombre de points qui sont au cœur même des opérations du FIDA, notamment l'approbation du budget du Fonds et l'établissement de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA. Cette session nous a également donné l'occasion d'approuver la demande d'admission en qualité de Membre non originaire du Fonds présentée par l'Ukraine.

Le thème choisi pour cette session du Conseil des gouverneurs – Accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire – était le fil rouge reliant les déclarations prononcées par nos éminents invités, qui nous ont fait l'honneur de nous faire part de leurs messages de détermination et de résilience et, surtout, de la nécessité de travailler tous ensemble à la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous avons eu le grand honneur d'accueillir notre hôte de marque, le Président de la République fédérale de Somalie, Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud, qui a souligné dans son discours liminaire intense combien il était essentiel pour nous d'unir nos forces, de mettre en commun des ressources et de recentrer nos efforts collectifs pour accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire. Il a insisté sur la nécessité de réinjecter de l'espoir et des perspectives dans l'agriculture, et d'aider les petits exploitants agricoles et les éleveurs pastoraux et agropastoraux à revitaliser leurs activités sur leurs terres pour les transformer en des entreprises prospères. Ce message a été martelé par les défenseurs des jeunes, les représentants des peuples autochtones et les participants aux séances interactives, et par tous les gouverneurs dans leurs déclarations et leurs interventions. Parler d'une même voix est exactement ce dont nous avons besoin dans des périodes comme celle que nous vivons. Il nous faut œuvrer collectivement, et non individuellement, et ne pas dupliquer les efforts des autres, mais au contraire tirer profit de nos points forts et avantages comparatifs respectifs. Nous devons garder à l'esprit le proverbe qui dit: « Le tout est plus que la somme de ses parties ». Nous sommes plus forts lorsque nous travaillons ensemble. L'union fait la force.

Son Excellence la Première Ministre de la Barbade, Mia Amor Mottley, a rappelé la nécessité de poursuivre notre collaboration avec les gouvernements pour appuyer l'agriculture paysanne et la transformation du monde rural. Elle a déclaré qu'au vu du nombre de personnes souffrant de la faim, plus élevé aujourd'hui qu'il ne l'était en 2015, lorsque les objectifs de développement durable ont été définis, il était impératif de

procéder d'urgence aux investissements nécessaires pour éradiquer ce fléau de la planète et mettre fin à la crise nutritionnelle. Un grand nombre de nos discussions ici aujourd'hui ont porté sur la nécessité de réaliser des investissements judicieux, sujet qui est au cœur du mandat du FIDA.

M. Edmondo Cirielli a prononcé une déclaration au nom de Son Excellence Antonio Tajani, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République italienne. Je tiens à saluer le soutien inébranlable apporté au FIDA par notre État hôte, l'Italie, et à remercier son représentant d'être revenu sur la nécessité pour nous de coopérer, aujourd'hui plus que jamais, pour réaliser l'objectif de développement durable no 2, l'objectif « Faim zéro ».

Dans sa déclaration vidéo percutante, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. David Beasley, a par ailleurs souligné que l'insécurité alimentaire était exacerbée par de multiples crises et qu'il nous fallait absolument agir maintenant, ensemble, et investir dans le renforcement des systèmes alimentaires mondiaux. Je vous remercie, Monsieur Beasley, d'avoir salué la capacité unique du FIDA d'expérimenter puis de reproduire à plus grande échelle des solutions qui libèrent le potentiel de la petite agriculture, mettent en place des marchés efficaces et favorisent une croissance durable dans les zones rurales.

Je voudrais également profiter de cette occasion pour remercier le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, M. QU Dongyu, pour sa généreuse hospitalité dans ce bâtiment historique. Monsieur QU, merci d'avoir mis en avant le rôle essentiel des partenariats et de nous avoir aidés à raviver l'esprit de collaboration au sein des organismes ayant leur siège à Rome. L'appel de M. QU à accroître les investissements dans les systèmes agroalimentaires et le développement rural, à exploiter le potentiel des technologies et à veiller à ce que les agriculteurs soient au cœur de notre action a été relayé tout au long de ces deux dernières journées.

Dans son allocution, le Président du FIDA, Alvaro Lario, a mis l'accent sur le rôle central d'assembleur de financements que joue le Fonds en canalisant des investissements vers les systèmes alimentaires durables, au service du développement. Il a rappelé l'impact du FIDA auprès des populations vulnérables sur le terrain et l'accent qu'il met sur l'amélioration des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones rurales. C'est ce message que nous devons transmettre en rentrant à nos gouvernements, d'autant plus en cette année particulièrement importante de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA. Le FIDA est déterminé à élargir ses investissements et son impact, mais a besoin de notre soutien.

Nous avons également eu le plaisir d'un échange stimulant avec Cristina Duarte, Secrétaire générale adjointe et Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Afrique. Je tiens à vous remercier, Madame, pour vos précieux éléments de réflexion sur les réussites, les enseignements dégagés, les enjeux et les perspectives.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Ce fut un honneur et un plaisir pour moi de présider cette session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Permettez-moi d'exprimer toute ma reconnaissance à chacune et chacun d'entre vous, ainsi qu'à mes collègues membres du Bureau, pour l'appui dont j'ai bénéficié. Je voudrais aussi exprimer notre plus sincère gratitude au Président Lario pour la passion et l'engagement dont il fait preuve et pour son leadership sans faille. Je remercie tout particulièrement l'ensemble du personnel du FIDA, l'équipe du secrétariat, les auxiliaires de salle, les interprètes, les techniciens et toutes les personnes qui œuvrent en coulisses. Merci de les applaudir bien fort.



Si cette session approche de sa fin, notre travail, lui, n'est pas terminé.

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Mesdames et Messieurs,

Il ne nous reste que sept années avant l'échéance de 2030. Nous savons que la majorité des personnes qui souffrent le plus de la pauvreté et de la faim sur la planète vivent dans des zones rurales et dépendent de l'agriculture et de ses activités connexes pour leur subsistance. Nous l'avons entendu: le FIDA fait tout ce qui est en son pouvoir pour atteindre les villages et les populations les plus reculés, et ses projets et programmes contribuent directement à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Faisons-nous les champions du FIDA et continuons à le présenter comme l'un des acteurs essentiels de l'éradication de la pauvreté et de la faim.

Sur ces mots, je déclare close la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs.

Les annexes peuvent être visionnées en cliquant sur les liens ci-dessous.

**Annexe I** [Ordre du jour et programme de la session](#)

**Annexe II** [Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarante-sixième session](#)

**Annexe III** **Liens vers les séquences en ligne de la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs**

Enregistrements vidéo du [premier jour](#) et du [deuxième jour](#)






**Annexe IV** [Délégations à la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs](#)

**Annexe V** [Liste des documents soumis à la quarante-sixième session du Conseil des gouverneurs](#)

**Annexe VI** [Composition par pays de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA](#)



Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: [ifad@ifad.org](mailto:ifad@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

-  [facebook.com/ifad](https://facebook.com/ifad)
-  [instagram.com/ifadnews](https://instagram.com/ifadnews)
-  [linkedin.com/company/ifad](https://linkedin.com/company/ifad)
-  [twitter.com/ifad](https://twitter.com/ifad)
-  [youtube.com/user/ifadTV](https://youtube.com/user/ifadTV)